



Institut des comptes nationaux

# Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 201H

## Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

Les comptes des administrations publiques sont établis par la Banque nationale de Belgique en collaboration étroite avec le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux des principales recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation présente les comptes complets détaillés, qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois de septembre.

Cette publication présente les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 2004 à 2013. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de tableaux reprenant les données statistiques et, occasionnellement, d'une partie de précisions méthodologiques sur les comptes des administrations publiques. Dans la partie relative aux tableaux, le premier chapitre présente les recettes et les dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le deuxième reprend les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le troisième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le quatrième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes ont été établis sur la base des données disponibles au 19 septembre 2014.

## Avant-propos

Les comptes des administrations publiques sont désormais établis selon le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Ce nouveau système représente la méthodologie de référence pour l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne.

Il est nécessaire d'actualiser ce cadre à intervalles réguliers afin de veiller à ce que les statistiques puissent refléter le plus fidèlement possible les perpétuelles évolutions et la complexification des économies et des relations économiques. Les modifications apportées par rapport au SEC 1995 concernant les comptes des administrations publiques sont précisées plus loin dans la présente publication, mais il est évident que le renforcement et la clarification des critères utilisés pour déterminer si des sociétés publiques relèvent du secteur des administrations publiques ont un impact significatif.

Ces derniers mois, l'ICN s'est concentré sur l'analyse des entités publiques en Belgique, ce qui a permis d'identifier de nombreuses sociétés publiques supplémentaires faisant partie du secteur des administrations publiques, surtout au niveau local. Au total, quelque 1 600 entités publiques ont été analysées, entraînant le reclassement de 700 d'entre elles environ au sein du secteur des administrations publiques.

L'attention de l'ICN dans le domaine des comptes des administrations publiques portera ces prochaines années principalement sur l'obtention des informations en partie lacunaires sur les entités qui, depuis la présente publication, relèvent des administrations publiques, ainsi que sur l'analyse sectorielle des ASBL publiques, au sujet desquelles les informations de base restent actuellement insuffisantes.

À l'instar du cadre macroéconomique, le cadre institutionnel permettant l'établissement des statistiques est en pleine évolution. Dans le contexte de la sixième réforme de l'État, un accord de coopération a été conclu entre l'État fédéral et les communautés et régions concernant les règles de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux. Il faut espérer que cet accord de coopération renforce encore la participation des différents acteurs et améliore encore davantage la qualité des statistiques.

Le Président du Conseil d'administration  
de l'Institut des comptes nationaux

Jean-Marc Delporte

Bruxelles, septembre 2014



# Table des matières

Commentaire	7
Tableaux	
1. Tableaux synoptiques	
1.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	14
1.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	15
1.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	16
1.3.1 Communauté flamande	17
1.3.2 Communauté française	18
1.3.3 Région wallonne	19
1.3.4 Région de Bruxelles-Capitale	20
1.3.5 Communauté germanophone	21
1.3.6 Commission communautaire française	22
1.3.7 Commission communautaire flamande	23
1.3.8 Commission communautaire commune	24
1.3.9 Non réparti	25
1.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	26
1.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	27
1.6 Détail du solde de financement des communautés et régions	28
2. Comptes	
2.1 Administrations publiques (S.13)	30
2.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	37
2.3 Communautés et régions (S.1312)	36
2.4 Administrations locales (S.1313)	51
2.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	58
3. Impôts et cotisations sociales effectives par type	
3.1 Reçus par les administrations publiques (S.13)	66
3.2 Reçus par le pouvoir fédéral (S.1311)	71
3.3 Reçus par les communautés et régions (S.1312)	76

3.4	Reçus par les administrations locales (S.1313)	81
3.5	Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	86
3.6	Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	91
3.7	Prélevés pour financer d'autres sous-secteurs	96
4.	Détail des prestations sociales	
4.1	Payées par les administrations publiques (S.13)	98
4.2	Payées par le pouvoir fédéral (S.1311)	100
4.3	Payées par les communautés et régions (S.1312)	102
4.4	Payées par les administrations locales (S.1313)	104
4.5	Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	106
	Nouveautés méthodologiques	109
	Publications de l'ICN et personnes de contact	125
	Remarques générales	129
	Signes conventionnels	131
	Liste des abréviations	133

## Commentaire

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2013 présente, un déficit de 2,9 % du PIB.

Les recettes ont augmenté de 0,8 % du PIB et se sont établies à 51,5 % du PIB en 2013. Les dépenses primaires ont diminué de 0,1 % du PIB et se sont élevées à 51,3 % du PIB en 2013. Les charges d'intérêts ont, quant à elles, aussi régressé de 0,2 % du PIB pour représenter 3,2 % du PIB.

TABLEAU 1 DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	2010	2011	2012	2013
<u>En millions d'euros</u>				
Recettes totales	176 851,9	187 400,9	196 780,6	203 613,7
dont:				
Recettes fiscales et parafiscales	154 856,0	163 394,9	171 176,3	177 006,3
Dépenses totales	191 394,9	202 282,4	212 702,8	215 078,2
Dépenses primaires	178 871,6	189 413,6	199 446,2	202 567,7
dont:				
Rémunérations	44 174,0	45 956,1	47 742,8	49 309,4
Prestations sociales	87 330,5	91 498,1	96 054,5	99 420,4
Charges d'intérêts	12 523,3	12 868,8	13 256,6	12 510,5
Solde primaire	-2 019,7	-2 012,7	-2 665,6	1 046,0
Solde de financement	-14 543,0	-14 881,5	-15 922,2	-11 464,4
<u>En pourcentage du PIB</u>				
Recettes totales	48,4	49,3	50,7	51,5
dont:				
Recettes fiscales et parafiscales	42,3	43,0	44,1	44,8
Dépenses totales	52,3	53,2	54,8	54,4
Dépenses primaires	48,9	49,8	51,4	51,3
Charges d'intérêts	3,4	3,4	3,4	3,2
Solde primaire	-0,6	-0,5	-0,7	0,3
Solde de financement	-4,0	-3,9	-4,1	-2,9

Source: ICN

La croissance des *recettes* est principalement due à l'évolution des recettes fiscales et parafiscales (+0,7 % du PIB). L'accroissement des recettes fiscales et parafiscales résulte de l'évolution des impôts directs des ménages (+0,6 % du PIB) ainsi que des impôts en capital (+0,1 % du PIB) qui augmentent, malgré la disparition de recettes temporaires de 2012 comme la perception avancée du prélèvement sur les assurances-vie, suite aux recettes de la régularisation fiscale. Les cotisations sociales, qui ont profité du versement des cotisations de responsabilisation pour les pensions à charge des pouvoirs locaux, croissent de 0,1% du PIB. Les recettes non fiscales et non parafiscales augmentent de 0,1 % du PIB.

Comme les prestations sociales progressent de 0,5 % du PIB, la diminution des dépenses primaires provient exclusivement des autres types de dépenses, plus précisément de la formation brute de capital fixe (-0.1 % du PIB) et des autres dépenses en capital (-0,5 % du PIB). Les autres dépenses en capital ont été influencées en 2012 par la recapitalisation du holding Dexia (+0,7 % du PIB).

La baisse des *charges d'intérêts* s'explique essentiellement par la faiblesse des taux d'intérêt de la dette publique.

La dette publique (définition dette brute consolidée ou dette Maastricht) a atteint 104,5 % du PIB à fin 2013, soit 0,5 point de pourcentage de plus que l'année précédente.

L'évolution du *solde de financement* de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs.

Le *pouvoir fédéral* a enregistré un déficit de 2,4 % du PIB en 2013, en amélioration de 1,0 % du PIB.

Les *communautés et régions* ont clôturé l'année 2013 avec un déficit de 0.2% du PIB, en détérioration de 0,1 % du PIB.

Les comptes des *administrations locales* se sont clôturés avec un déficit de 0,2 % du PIB, en amélioration de 0,3 % du PIB.

Les *administrations de sécurité sociale* ont affiché un déficit de 0,1 % du PIB, de même niveau que celui observé en 2012.

**TABEAU 2 BESOIN (-) OU CAPACITE (+) DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

	2010	2011	2012	2013
<u>En millions d'euros</u>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-10 882,2	-13 254,1	-13 394,6	-9 570,8
Communautés et régions (S.1312)	-2 683,5	-1 136,0	-184,2	-704,7
Administrations locales (S.1313)	-374,3	-717,6	-1 913,6	-973,2
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-603,0	226,2	-429,8	-215,8
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-14 543,0	-14 881,5	-15 922,2	-11 464,5
<u>En pourcentage du PIB</u>				
Pouvoir fédéral (S.1311)	-3,0	-3,5	-3,4	-2,4
Communautés et régions (S.1312)	-0,7	-0,3	0,0	-0,2
Administrations locales (S.1313)	-0,1	-0,2	-0,5	-0,2
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	-0,2	0,1	-0,1	-0,1
Ensemble des administrations publiques (S.13)	-4,0	-3,9	-4,1	-2,9

Source: ICN



## Focus sur les comptes des administrations locales

Au vu de la constante amélioration de la disponibilité des comptes individuels des administrations locales, l'ICN a décidé en septembre 2013 de publier les résultats des administrations locales regroupés par autorité de tutelle et par type d'administration.

Il importe que ceux qui exploitent ces statistiques examinent toujours les résultats en les combinant au taux de couverture indiquant l'ampleur des comptes individuels dont dispose l'ICN. Si le taux de couverture est trop faible, les chiffres devront être interprétés avec toute la circonspection voulue. Les taux de couverture des différentes administrations figurent dans la partie "Explications méthodologiques".

**TABLEAU 3 ESTIMATIONS DES SOLDES DE FINANCEMENT SELON LE SEC DES ADMINISTRATIONS LOCALES (PAR AUTORITÉ DE TUTELLE ET PAR TYPE D'ADMINISTRATION)**  
(En millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<i>Communauté flamande</i>	8	-219	-903	-613
Communes	-37	-189	-807	-583
CPAS	15	-54	-62	-10
Provinces	77	-21	27	-23
Autres entités	-47	45	-60	3
<i>Région wallonne</i>	41	-235	-443	-286
Communes	1	-54	-351	-181
CPAS	71	-79	-108	-60
Provinces	-17	-9	9	17
Autres entités	-15	-94	8	-61
<i>Région de Bruxelles-Capitale et Commission communautaire commune</i>	35	-47	-114	8
Communes	26	-53	-109	-18
CPAS	9	-6	-43	-3
Autres entités	0	12	37	28
<i>Communauté germanophone</i>	-4	-5	-21	-5
Communes	-4	-4	-21	-6
CPAS	0	-1	0	1
Autres entités	0	0	0	0
<i>Zones de police</i>	-243	-178	-196	-89
<b>Total ventilé</b>	<b>-163</b>	<b>-684</b>	<b>-1 677</b>	<b>-984</b>
Corrections non ventilables	-211	-34	-237	11
Moment de l'imputation des taxes	-42	184	-112	19
Correction statistique	-169	-218	-125	-8
<b>Solde de financement total des administrations locales</b>	<b>-374</b>	<b>-718</b>	<b>-1 913</b>	<b>-973</b>

Source: ICN

En 2012, année d'organisation des élections locales, la traditionnelle dégradation des finances publiques locales est confirmée. En 2013, une forte diminution des dépenses d'investissement est enregistrée, ce qui améliore d'autant le solde qui reste cependant fortement négatif.



## Tableaux



## 1. Tableaux synoptiques



## 1.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	75.354,2	78.605,3	81.820,4	85.034,8	88.584,5	82.121,9	88.448,7	93.410,3	99.079,6	102.340,4
Impôts directs	43.829,9	46.066,9	47.751,6	49.124,0	52.221,9	46.060,3	49.808,5	53.692,0	56.727,5	60.119,6
Ménages	34.612,0	36.044,7	36.133,2	37.162,4	40.477,3	37.773,7	40.382,2	42.858,5	44.910,0	47.718,0
Sociétés	8.989,7	9.814,0	11.438,6	11.743,6	11.601,2	8.112,5	9.260,9	10.698,3	11.689,3	12.294,1
Autres secteurs	228,2	208,2	179,8	218,0	143,4	174,1	165,4	135,2	128,2	107,5
Impôts indirects	29.084,5	30.510,8	31.893,4	33.492,6	33.897,1	33.474,7	35.871,7	36.942,6	39.419,9	39.247,2
Cotisations sociales effectives	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.353,2	2.335,9
Impôts en capital	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	300,2	308,4	579,0	637,7
Cotisations sociales imputées	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,5	2.471,0
Intérêts reçus	436,8	421,7	442,2	453,7	612,6	546,1	448,5	416,4	467,9	441,7
Autres revenus de la propriété	291,3	555,9	500,2	642,9	889,7	725,9	1.402,0	1.812,5	1.772,2	2.143,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs	658,8	788,1	827,5	760,7	842,3	1.329,3	1.549,6	1.654,0	1.774,7	1.699,4
Ventes courantes de biens et services produits	1.129,3	1.424,8	1.523,2	1.573,9	1.718,7	1.347,8	1.408,1	1.532,1	1.703,5	1.790,3
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6	182,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	33,1	272,8	140,6	42,9	45,0	38,1	78,3	71,5	352,0	299,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	3,2	4,0	97,6	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>79.825,2</b>	<b>83.954,2</b>	<b>87.287,0</b>	<b>90.524,6</b>	<b>94.806,3</b>	<b>88.328,2</b>	<b>95.609,9</b>	<b>101.295,8</b>	<b>107.637,0</b>	<b>111.367,6</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	65.578,9	70.596,6	73.874,5	78.115,0	84.682,8	86.039,7	91.444,0	97.723,8	100.965,8	104.547,0
Rémunérations des salariés	7.160,2	7.553,5	7.811,0	8.069,6	8.533,7	8.692,9	8.727,7	8.999,7	9.171,1	9.357,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.263,1	2.348,5	2.346,4	2.471,0	2.957,8	2.787,5	2.956,1	3.086,1	3.138,5	3.163,2
Subventions aux entreprises	1.247,9	2.018,8	2.348,0	2.954,2	3.367,5	3.614,4	4.477,7	4.881,0	4.641,2	4.743,3
Prestations sociales	5.855,9	6.065,2	6.269,3	7.350,4	7.884,2	8.349,0	8.574,6	9.069,7	9.138,7	9.362,0
En espèces	5.790,5	6.004,7	6.189,4	7.254,2	7.730,9	8.203,8	8.305,0	8.677,9	8.734,9	9.119,5
En nature fournies par des producteurs marchands	65,4	60,5	79,9	96,2	153,3	145,2	269,6	391,8	403,8	242,5
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	425,9	573,8	533,5	479,8	473,9	666,2	704,7	816,8	845,8	834,2
Transferts courants aux entreprises	552,8	568,6	591,0	48,1	50,9	52,6	0,5	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	3.334,0	3.460,0	3.440,5	3.459,0	3.731,3	4.275,4	4.351,8	4.400,2	4.613,1	5.045,7
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7	48.902,4
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.547,0	21.048,7	23.138,8
Charges d'intérêts	12.952,3	12.400,1	12.294,3	12.360,4	12.497,8	11.858,7	11.590,3	11.853,3	12.370,6	11.659,4
Dépenses en capital	1.772,3	8.906,2	1.294,7	3.133,7	3.149,6	3.836,8	3.457,8	4.972,8	7.695,2	4.732,0
Formation brute de capital fixe	671,2	717,3	181,2	914,8	1.063,0	1.020,9	885,0	836,5	902,1	943,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	8,6	-692,1	-428,5	10,1	200,0	383,3	201,5	548,7	516,0	-88,0
Transferts en capital aux autres secteurs	416,3	8.718,8	1.486,2	2.151,1	1.804,4	2.308,0	2.212,4	3.445,6	6.158,8	3.707,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	676,2	162,2	55,8	57,7	82,2	124,6	158,9	142,0	118,3	168,9
<b>Total Dépenses</b>	<b>80.303,5</b>	<b>91.902,9</b>	<b>87.463,5</b>	<b>93.609,1</b>	<b>100.330,2</b>	<b>101.735,2</b>	<b>106.492,1</b>	<b>114.549,9</b>	<b>121.031,6</b>	<b>120.938,4</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>643,4</b>	<b>557,3</b>	<b>676,5</b>	<b>-159,5</b>	<b>-2.596,0</b>	<b>-9.799,8</b>	<b>-7.809,0</b>	<b>-8.661,2</b>	<b>-6.630,4</b>	<b>-5.775,8</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-478,3</b>	<b>-7.948,7</b>	<b>-176,5</b>	<b>-3.084,5</b>	<b>-5.523,9</b>	<b>-13.407,0</b>	<b>-10.882,2</b>	<b>-13.254,1</b>	<b>-13.394,6</b>	<b>-9.570,8</b>

## 1.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	6.395,7	6.981,6	7.439,7	7.895,9	7.971,5	7.448,5	8.135,4	8.722,7	8.913,3	9.665,4
Impôts directs	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
Ménages	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.675,4	5.009,6	4.959,8	5.092,3
Cotisations sociales effectives	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6	40,6
Impôts en capital	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,1	2.463,3	2.739,0	3.335,3
Cotisations sociales imputées	3.299,6	3.500,7	3.698,6	3.895,5	4.184,8	4.441,0	4.626,5	4.942,6	5.201,3	5.494,7
Intérêts reçus	109,6	84,9	118,7	195,9	237,2	181,2	237,5	286,9	272,2	272,2
Autres revenus de la propriété	150,2	171,9	112,2	145,2	96,7	116,8	191,5	462,2	516,8	515,1
Transferts courants en provenance des autres secteurs	302,5	380,2	401,4	397,2	434,1	344,6	601,4	640,8	776,6	743,9
Ventes courantes de biens et services produits	3.371,0	3.429,2	3.619,4	3.692,1	3.928,2	4.104,6	4.430,0	4.648,7	4.919,3	5.066,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.795,9	4.027,5	4.234,4	4.554,3	4.847,5	5.210,9	5.485,0	5.792,5	6.181,1	6.562,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	49,1	71,8	113,6	116,1	160,2
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	491,0	123,3	42,2	48,0	69,3	106,2	137,8	141,0	96,0	138,4
<b>Total Recettes</b>	<b>42.176,9</b>	<b>44.446,9</b>	<b>46.312,4</b>	<b>48.945,1</b>	<b>51.739,0</b>	<b>51.363,2</b>	<b>53.059,5</b>	<b>57.662,6</b>	<b>60.045,1</b>	<b>61.928,4</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	36.017,2	37.934,6	39.901,8	41.654,4	44.499,5	46.943,0	47.993,9	49.979,2	52.090,7	53.683,1
Rémunérations des salariés	15.363,7	16.016,4	16.694,0	17.521,4	18.592,6	19.467,1	19.941,3	20.851,2	21.799,9	22.567,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	5.798,6	5.799,1	6.201,8	6.141,4	6.443,8	6.973,2	6.940,9	7.294,3	7.638,8	7.689,8
Subventions aux entreprises	1.178,6	1.587,1	1.611,2	1.703,0	1.722,0	1.625,0	1.927,0	1.876,2	2.029,5	2.124,7
Prestations sociales	5.615,4	5.980,1	6.305,8	6.792,1	7.309,7	7.897,7	7.897,5	8.343,7	8.781,1	8.973,2
En espèces	3.825,5	4.059,3	4.275,9	4.646,1	4.929,3	5.309,8	5.402,7	5.633,8	5.835,3	6.138,6
En nature fournies par des producteurs marchands	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.709,9	2.945,8	2.834,6
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.639,5	1.692,8	1.793,2	1.998,8	2.362,5	2.803,4	2.893,1	3.047,6	2.965,6	3.006,9
Transferts courants aux entreprises	101,2	104,7	103,4	103,5	110,1	117,5	121,8	123,8	129,4	133,3
Transferts courants au reste du monde	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	65,9	69,5	71,3	56,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	6.299,7	6.712,6	7.151,8	7.349,0	7.914,9	8.012,2	8.206,4	8.372,9	8.675,1	9.131,2
Charges d'intérêts	631,7	499,3	419,0	515,1	589,4	670,8	740,9	795,4	850,3	777,8
Dépenses en capital	5.582,0	5.558,7	5.432,7	5.474,2	7.088,2	6.505,9	7.008,2	8.024,0	7.288,3	8.172,2
Formation brute de capital fixe	3.189,0	3.299,4	3.222,4	3.394,9	3.698,6	3.847,6	4.475,1	4.774,1	4.711,4	4.680,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-3,8	9,8	22,6	8,2	18,5	25,0	-76,3	-75,3	25,0	114,5
Transferts en capital aux autres secteurs	1.655,6	1.534,2	1.548,5	1.480,3	1.772,4	2.084,6	2.021,1	2.573,9	1.736,8	2.582,2
Transferts en capital aux autres administrations publiques	741,2	715,3	639,2	590,8	1.598,7	548,7	588,3	751,3	815,1	794,7
<b>Total Dépenses</b>	<b>42.230,9</b>	<b>43.992,6</b>	<b>45.753,5</b>	<b>47.643,7</b>	<b>52.177,1</b>	<b>54.119,7</b>	<b>55.743,0</b>	<b>58.798,6</b>	<b>60.229,3</b>	<b>62.633,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>3.444,3</b>	<b>4.104,6</b>	<b>3.953,9</b>	<b>4.633,2</b>	<b>4.342,1</b>	<b>1.544,3</b>	<b>1.819,0</b>	<b>4.170,1</b>	<b>4.153,0</b>	<b>3.833,7</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-54,0</b>	<b>454,3</b>	<b>558,9</b>	<b>1.301,4</b>	<b>-438,1</b>	<b>-2.756,5</b>	<b>-2.683,5</b>	<b>-1.136,0</b>	<b>-184,2</b>	<b>-704,7</b>



## 1.3.1 COMMUNAUTÉ FLAMANDE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	4.700,7	5.115,1	5.135,3	5.481,6
Impôts directs	603,7	704,1	642,6	669,0
Ménages	603,7	704,1	642,6	669,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.742,5	2.954,7	2.845,4	2.961,9
Cotisations sociales effectives	40,6	40,6	40,6	40,6
Impôts en capital	1.313,9	1.415,7	1.606,8	1.810,1
Cotisations sociales imputées	2.820,9	3.005,9	3.148,1	3.303,7
Intérêts reçus	85,4	114,1	105,0	103,0
Autres revenus de la propriété	85,2	374,3	394,9	414,2
Transferts courants en provenance des autres secteurs	352,3	408,6	479,3	438,7
Ventes courantes de biens et services produits	1.233,0	1.282,0	1.298,0	1.387,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	17.153,1	18.785,2	19.420,9	19.546,4
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	3.032,8	3.208,9	3.391,7	3.550,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	53,1	58,2	64,0	94,5
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	10,5	23,9	11,1	52,4
<b>Total Recettes</b>	<b>29.526,9</b>	<b>32.376,2</b>	<b>33.448,2</b>	<b>34.372,7</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	27.746,2	28.962,7	30.168,9	31.080,9
Rémunérations des salariés	11.334,1	11.878,8	12.466,4	12.815,5
Consommation intermédiaire et impôts payés	4.188,4	4.359,8	4.415,3	4.564,6
Subventions aux entreprises	914,4	971,5	1.116,0	1.175,0
Prestations sociales	5.336,7	5.546,7	5.869,9	5.902,0
En espèces	3.418,0	3.518,4	3.619,0	3.741,7
En nature fournies par des producteurs marchands	1.918,8	2.028,4	2.250,9	2.160,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.665,4	1.745,9	1.645,9	1.706,7
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	61,7	67,1	68,3	51,8
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	4.245,6	4.392,8	4.587,1	4.865,5
Charges d'intérêts	205,1	210,8	220,1	178,5
Dépenses en capital	2.909,3	3.111,8	2.720,8	3.480,4
Formation brute de capital fixe	1.483,0	1.592,5	1.472,9	1.481,8
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-85,5	-79,7	13,2	98,4
Transferts en capital aux autres secteurs	1.266,8	1.275,5	859,5	1.596,5
Transferts en capital aux autres administrations publiques	245,0	323,4	375,1	303,7
<b>Total Dépenses</b>	<b>30.860,7</b>	<b>32.285,3</b>	<b>33.109,8</b>	<b>34.739,8</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>198,1</b>	<b>1.704,9</b>	<b>1.377,3</b>	<b>1.156,3</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-1.333,8</b>	<b>91,0</b>	<b>338,4</b>	<b>-367,1</b>

## 1.3.2 COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	1,1	1,1	1,3	1,3
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1,1	1,1	1,3	1,3
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.646,2	1.765,3	1.862,9	1.989,3
Intérêts reçus	13,9	19,4	21,4	17,5
Autres revenus de la propriété	0,0	0,1	3,6	4,3
Transferts courants en provenance des autres secteurs	157,2	144,6	206,7	202,2
Ventes courantes de biens et services produits	410,6	425,5	498,4	503,6
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	7.735,1	8.497,3	8.810,4	8.862,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	1.832,0	1.971,9	2.074,2	2.218,3
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	1,5	3,8	5,6	2,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	1,1	1,1	1,1	29,9
<b>Total Recettes</b>	<b>11.798,7</b>	<b>12.830,1</b>	<b>13.485,8</b>	<b>13.831,3</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	12.182,2	12.743,3	13.271,7	13.642,1
Rémunérations des salariés	6.234,1	6.529,1	6.781,5	7.086,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.144,9	1.238,4	1.333,5	1.285,5
Subventions aux entreprises	49,5	59,2	59,9	53,2
Prestations sociales	1.765,9	1.976,0	2.068,2	2.189,1
En espèces	1.719,0	1.843,7	1.942,1	2.063,0
En nature fournies par des producteurs marchands	46,9	132,3	126,1	126,1
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	564,6	582,7	631,8	605,0
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,2	0,2	0,2	0,2
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	2.423,0	2.357,8	2.396,7	2.423,2
Charges d'intérêts	111,8	138,6	117,7	112,1
Dépenses en capital	213,4	93,8	249,3	219,9
Formation brute de capital fixe	181,8	190,1	198,6	170,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,6	1,0	1,8	2,1
Transferts en capital aux autres secteurs	3,7	-113,1	31,8	30,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	27,3	15,7	17,2	17,1
<b>Total Dépenses</b>	<b>12.507,4</b>	<b>12.975,7</b>	<b>13.638,7</b>	<b>13.974,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-497,9</b>	<b>-56,7</b>	<b>89,7</b>	<b>44,3</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-708,7</b>	<b>-145,6</b>	<b>-152,9</b>	<b>-142,8</b>

## 1.3.3 RÉGION WALLONNE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	2.274,1	2.366,8	2.462,2	2.638,3
Impôts directs	397,4	374,2	396,8	394,1
Ménages	397,4	374,2	396,8	394,1
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.276,1	1.312,5	1.355,0	1.351,6
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	600,7	680,1	710,4	892,6
Cotisations sociales imputées	106,7	115,5	129,1	137,4
Intérêts reçus	70,1	76,3	76,4	72,6
Autres revenus de la propriété	85,4	75,1	65,9	58,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	58,6	67,5	69,5	85,9
Ventes courantes de biens et services produits	315,8	331,1	332,0	322,0
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	3.330,4	3.611,5	3.717,5	3.725,5
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	750,4	685,3	678,8	674,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	3,3	40,4	36,4	50,9
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,5
<b>Total Recettes</b>	<b>6.994,7</b>	<b>7.369,6</b>	<b>7.567,7</b>	<b>7.766,3</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	5.798,0	5.840,2	6.040,0	6.236,8
Rémunérations des salariés	1.243,6	1.281,8	1.329,7	1.372,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	966,8	1.022,2	1.153,7	1.125,1
Subventions aux entreprises	859,6	739,9	740,3	771,9
Prestations sociales	519,7	536,5	542,7	575,1
En espèces	206,4	209,0	203,0	263,3
En nature fournies par des producteurs marchands	313,3	327,5	339,7	311,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	351,3	385,4	383,8	385,4
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	3,0	1,1	1,9	1,8
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1.854,0	1.873,4	1.888,0	2.004,7
Charges d'intérêts	224,8	264,8	293,5	250,7
Dépenses en capital	1.369,6	1.947,3	1.552,0	1.563,9
Formation brute de capital fixe	418,4	493,3	477,9	395,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	4,3	-0,7	0,7	-0,7
Transferts en capital aux autres secteurs	729,5	1.150,5	755,0	788,4
Transferts en capital aux autres administrations publiques	217,5	304,3	318,4	380,9
<b>Total Dépenses</b>	<b>7.392,4</b>	<b>8.052,3</b>	<b>7.885,5</b>	<b>8.051,4</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>367,9</b>	<b>544,1</b>	<b>487,4</b>	<b>334,9</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-397,8</b>	<b>-682,7</b>	<b>-317,8</b>	<b>-285,1</b>

## 1.3.4 RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	1.159,5	1.240,0	1.314,2	1.544,0
Impôts directs	122,4	130,9	134,6	134,1
Ménages	122,4	130,9	134,6	134,1
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	655,5	741,5	757,8	777,4
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	381,6	367,6	421,8	632,5
Cotisations sociales imputées	35,1	36,8	40,0	41,6
Intérêts reçus	47,5	55,7	48,2	59,8
Autres revenus de la propriété	8,8	2,5	2,4	2,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	25,3	11,9	9,2	5,8
Ventes courantes de biens et services produits	328,2	346,3	368,0	380,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	887,4	977,6	1.052,4	1.114,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	226,7	232,9	344,2	408,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	13,9	11,2	10,0	12,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	128,0	117,6	85,6	56,8
<b>Total Recettes</b>	<b>2.860,5</b>	<b>3.032,5</b>	<b>3.274,2</b>	<b>3.626,0</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	2.408,4	2.507,5	2.652,0	2.753,6
Rémunérations des salariés	815,6	831,1	877,3	942,4
Consommation intermédiaire et impôts payés	455,0	489,0	543,8	525,1
Subventions aux entreprises	77,0	78,9	84,4	92,7
Prestations sociales	112,6	117,9	125,8	125,1
En espèces	36,7	38,3	45,0	42,5
En nature fournies par des producteurs marchands	75,9	79,6	80,8	82,6
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	223,7	230,0	236,8	221,5
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,7	0,8	0,5	2,3
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	723,9	759,9	783,4	844,5
Charges d'intérêts	81,6	92,1	97,1	96,5
Dépenses en capital	609,6	823,0	584,8	649,8
Formation brute de capital fixe	436,2	409,6	328,1	352,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	4,1	3,9	10,8	14,8
Transferts en capital aux autres secteurs	73,3	305,4	143,8	186,1
Transferts en capital aux autres administrations publiques	96,0	104,1	102,0	96,6
<b>Total Dépenses</b>	<b>3.099,7</b>	<b>3.422,5</b>	<b>3.333,8</b>	<b>3.499,9</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-153,1</b>	<b>-63,4</b>	<b>7,7</b>	<b>74,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-239,2</b>	<b>-390,0</b>	<b>-59,6</b>	<b>126,1</b>

## 1.3.5 COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	17,6	19,2	21,2	22,7
Intérêts reçus	0,0	0,2	0,4	0,3
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	3,4	2,9	4,2	1,4
Ventes courantes de biens et services produits	6,8	7,9	9,3	9,0
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	5,7	6,0	6,2	6,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	185,3	201,7	208,7	209,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>218,8</b>	<b>237,9</b>	<b>250,0</b>	<b>249,5</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	212,9	222,3	234,3	240,9
Rémunérations des salariés	94,5	97,7	103,3	105,6
Consommation intermédiaire et impôts payés	19,7	21,1	22,4	21,8
Subventions aux entreprises	0,9	0,8	1,0	0,8
Prestations sociales	22,7	24,4	26,3	28,0
En espèces	22,7	24,4	26,3	28,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	24,3	25,0	25,9	28,9
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,4	0,4	0,4	0,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	50,4	52,9	55,0	55,2
Charges d'intérêts	2,1	1,6	1,4	1,2
Dépenses en capital	11,1	19,1	15,7	73,7
Formation brute de capital fixe	4,7	7,9	7,0	11,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,2	0,1	0,2	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	3,2	3,0	2,7	59,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	2,9	8,0	5,9	2,6
<b>Total Dépenses</b>	<b>226,0</b>	<b>243,0</b>	<b>251,4</b>	<b>315,7</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>3,9</b>	<b>14,0</b>	<b>14,3</b>	<b>7,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-7,2</b>	<b>-5,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>-66,2</b>

## 1.3.6 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	6,2	6,3	6,4	6,3
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	4,7	5,3	7,7	8,3
Ventes courantes de biens et services produits	1,8	2,2	2,1	2,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	24,8	27,2	36,0	44,2
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	326,0	339,7	345,9	349,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>363,6</b>	<b>380,7</b>	<b>398,1</b>	<b>411,1</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	340,6	353,4	373,7	373,4
Rémunérations des salariés	69,9	71,8	75,1	77,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	46,6	43,0	50,6	48,8
Subventions aux entreprises	25,6	26,0	28,0	31,1
Prestations sociales	139,9	142,1	148,3	153,8
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	139,9	142,1	148,3	153,8
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	57,1	68,4	70,0	61,5
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	1,6	2,2	1,7	1,0
Charges d'intérêts	12,4	10,7	10,2	10,2
Dépenses en capital	10,8	15,8	23,3	14,5
Formation brute de capital fixe	6,3	11,4	18,8	9,6
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	3,3	3,0	3,2	3,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	1,2	1,4	1,3	1,2
<b>Total Dépenses</b>	<b>363,8</b>	<b>379,9</b>	<b>407,2</b>	<b>398,2</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>10,5</b>	<b>16,6</b>	<b>14,2</b>	<b>27,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>-9,1</b>	<b>13,0</b>

## 1.3.7 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FLAMANDE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	6,4	6,6	6,4	6,3
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	-0,1	0,1	0,1	1,5
Ventes courantes de biens et services produits	2,1	2,6	2,7	2,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	6,2	6,8	9,0	11,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	114,6	119,2	126,1	126,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,1	0,1	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>129,2</b>	<b>135,3</b>	<b>144,5</b>	<b>148,5</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	107,8	108,1	116,8	118,2
Rémunérations des salariés	54,3	57,3	59,8	58,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	26,0	24,2	26,5	25,6
Subventions aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	27,5	26,6	30,4	34,3
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Charges d'intérêts	0,4	0,6	0,8	0,9
Dépenses en capital	17,8	29,3	30,4	13,1
Formation brute de capital fixe	7,9	17,4	2,2	9,0
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	-1,6	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	7,2	4,2	7,3	0,0
Transferts en capital aux autres administrations publiques	2,7	7,7	22,5	4,1
<b>Total Dépenses</b>	<b>126,0</b>	<b>138,0</b>	<b>148,0</b>	<b>132,1</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>21,0</b>	<b>26,5</b>	<b>26,8</b>	<b>29,5</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>3,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-3,5</b>	<b>16,4</b>

## 1.3.8 COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	8,0	8,2	7,9	6,3
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ventes courantes de biens et services produits	0,2	0,1	0,2	0,2
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	81,9	84,4	86,4	87,6
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>90,0</b>	<b>92,7</b>	<b>94,5</b>	<b>94,2</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	66,3	70,6	72,0	76,4
Rémunérations des salariés	2,7	5,0	4,7	4,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	8,3	9,1	8,8	8,9
Subventions aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	27,7	28,7	30,3	33,5
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	27,6	27,8	28,4	29,2
Charges d'intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	23,8	20,0	19,8	20,5
Formation brute de capital fixe	0,1	0,2	0,2	0,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	23,8	19,8	19,6	20,2
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>90,1</b>	<b>90,5</b>	<b>91,9</b>	<b>96,9</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>23,7</b>	<b>22,1</b>	<b>22,5</b>	<b>17,8</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,2</b>	<b>2,6</b>	<b>-2,8</b>



## 1.3.9 NON RÉPARTI

(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>				
Recettes fiscales et parafiscales	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts directs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts reçus	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres revenus de la propriété	11,9	10,1	50,0	35,2
Transferts courants en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Ventes courantes de biens et services produits	2.131,6	2.250,9	2.408,6	2.457,8
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	-17,8	98,6	95,8	108,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	-0,7	-0,5	-0,7	-0,1
<b>Total Recettes</b>	<b>2.125,0</b>	<b>2.359,1</b>	<b>2.553,7</b>	<b>2.601,6</b>
<b>Dépenses</b>				
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	175,1	309,3	305,5	322,4
Rémunérations des salariés	92,7	98,7	102,0	105,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	85,1	87,5	84,0	84,4
Subventions aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0
En espèces	0,0	0,0	0,0	0,0
En nature fournies par des producteurs marchands	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	-48,4	-45,2	-89,2	-69,8
Transferts courants aux entreprises	121,8	123,8	129,4	133,3
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	-76,1	44,6	79,4	69,5
Charges d'intérêts	102,7	76,2	109,6	127,7
Dépenses en capital	1.847,1	1.977,4	2.119,3	2.147,9
Formation brute de capital fixe	1.936,8	2.051,8	2.205,5	2.250,7
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	-89,7	-74,4	-86,2	-102,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>2.125,0</b>	<b>2.362,9</b>	<b>2.534,5</b>	<b>2.598,0</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>1.847,9</b>	<b>1.974,1</b>	<b>2.139,2</b>	<b>2.151,6</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>0,1</b>	<b>-3,8</b>	<b>19,2</b>	<b>3,6</b>

## 1.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	6.369,7	6.616,1	7.024,1	7.650,4	7.007,7	8.125,5	8.017,5	8.389,4	8.062,1	8.521,5
Impôts directs	2.398,9	2.506,2	2.764,1	3.238,1	2.525,7	3.558,4	3.265,3	3.455,7	3.100,7	3.294,2
Ménages	2.398,9	2.506,2	2.764,1	3.238,1	2.525,7	3.558,4	3.265,3	3.455,7	3.100,7	3.294,2
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.912,1	4.938,8	5.204,9
Cotisations sociales effectives	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,6	22,4
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	1.100,1	1.046,6	1.269,1	1.365,2	1.398,9	1.440,5	1.476,9	1.553,3	1.616,1	1.699,3
Intérêts reçus	161,4	176,0	184,6	241,2	270,6	198,2	180,8	189,8	168,4	128,5
Autres revenus de la propriété	698,5	765,6	1.033,9	921,8	971,6	903,2	833,5	827,1	909,2	815,2
Transferts courants en provenance des autres secteurs	206,4	215,2	249,7	271,1	397,5	365,7	379,3	387,6	550,7	545,1
Ventes courantes de biens et services produits	1.418,0	1.487,2	1.474,8	1.588,4	1.632,1	1.665,5	1.759,8	1.909,7	1.910,2	1.980,0
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	8.468,8	9.027,0	9.484,8	9.909,4	10.749,6	10.882,1	11.177,2	11.491,3	11.838,0	12.581,9
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	65,9	56,4	49,2	32,4	40,2	37,0	28,8	46,9	34,0	58,3
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	754,6	757,1	654,8	602,9	1.417,9	575,9	619,2	775,6	847,9	834,8
<b>Total Recettes</b>	<b>19.385,0</b>	<b>20.296,1</b>	<b>21.571,0</b>	<b>22.708,9</b>	<b>23.997,3</b>	<b>24.332,6</b>	<b>24.621,7</b>	<b>25.723,1</b>	<b>26.087,4</b>	<b>27.328,5</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	16.259,9	17.125,7	18.347,1	18.935,5	19.756,4	20.758,3	21.582,0	22.557,1	23.747,2	24.632,0
Rémunérations des salariés	10.403,6	11.063,1	11.761,4	12.246,5	12.890,7	13.406,5	14.007,9	14.566,6	15.206,9	15.767,3
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.846,3	3.058,9	3.203,1	3.122,9	3.245,0	3.509,6	3.589,5	3.691,2	3.920,4	3.991,3
Subventions aux entreprises	278,1	278,7	321,2	317,1	190,8	153,3	222,3	255,5	278,1	305,7
Prestations sociales	1.949,2	1.926,8	2.149,5	2.231,1	2.422,1	2.536,3	2.615,8	2.839,8	3.027,5	3.124,1
En espèces	1.701,5	1.674,0	1.908,6	1.990,9	2.135,6	2.247,6	2.299,2	2.499,8	2.648,0	2.768,8
En nature fournies par des producteurs marchands	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	340,0	379,5	355,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	523,8	551,5	666,6	703,7	749,2	828,4	840,8	884,3	982,7	1.093,4
Transferts courants aux entreprises	73,5	76,1	76,2	76,6	86,1	92,6	90,4	91,3	97,6	102,3
Transferts courants au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	215,3	228,4	234,0	247,9
Charges d'intérêts	608,9	508,7	461,9	614,3	692,5	515,3	533,2	545,5	493,8	433,2
Dépenses en capital	2.498,2	2.750,3	3.063,8	2.686,8	2.788,9	3.457,9	2.880,8	3.338,1	3.760,0	3.236,5
Formation brute de capital fixe	2.115,1	2.467,7	2.856,2	2.482,9	2.442,3	2.667,4	2.635,7	2.931,2	3.371,0	2.908,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-38,2	-29,8	-90,5	-84,0	-55,8	-47,7	-90,3	-99,7	-45,0	-57,2
Transferts en capital aux autres secteurs	415,2	305,5	292,8	282,4	391,0	822,8	319,5	483,3	423,5	375,9
Transferts en capital aux autres administrations publiques	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,9	23,3	10,5	9,6
<b>Total Dépenses</b>	<b>19.367,0</b>	<b>20.384,7</b>	<b>21.872,8</b>	<b>22.236,6</b>	<b>23.237,8</b>	<b>24.731,5</b>	<b>24.996,0</b>	<b>26.440,7</b>	<b>28.001,0</b>	<b>28.301,7</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>1.695,7</b>	<b>1.848,2</b>	<b>2.058,0</b>	<b>2.523,8</b>	<b>2.090,3</b>	<b>2.446,1</b>	<b>1.858,5</b>	<b>1.798,0</b>	<b>964,5</b>	<b>1.370,2</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>18,0</b>	<b>-88,6</b>	<b>-301,8</b>	<b>472,3</b>	<b>759,5</b>	<b>-398,9</b>	<b>-374,3</b>	<b>-717,6</b>	<b>-1.913,6</b>	<b>-973,2</b>

## 1.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Recettes</b>										
Recettes fiscales et parafiscales	40.302,5	41.297,8	43.036,9	45.489,4	48.208,5	49.140,0	50.254,4	52.872,5	55.121,3	56.479,0
Impôts directs	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.349,8	1.411,5	1.422,4
Ménages	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
Sociétés	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.425,4	1.423,5	1.467,3
Cotisations sociales effectives	38.021,7	39.001,8	40.635,0	43.061,7	45.641,8	46.531,7	47.583,0	50.097,3	52.286,3	53.589,3
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Intérêts reçus	323,7	321,9	328,3	353,7	376,0	367,0	347,8	418,2	475,7	401,8
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	138,6	118,6	134,2
Ventes courantes de biens et services produits	41,0	38,2	43,1	47,5	48,1	54,0	59,6	62,0	66,5	71,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,6	12.109,3	13.553,1
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4	36,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Recettes</b>	<b>55.692,9</b>	<b>57.911,4</b>	<b>60.947,4</b>	<b>64.266,6</b>	<b>69.208,9</b>	<b>70.131,0</b>	<b>75.090,4</b>	<b>79.443,9</b>	<b>83.095,3</b>	<b>86.112,0</b>
<b>Dépenses</b>										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	55.565,3	58.096,1	59.879,0	62.503,7	67.551,9	72.447,3	75.143,3	78.829,2	82.796,2	85.495,2
Rémunérations des salariés	1.170,8	1.220,2	1.275,2	1.319,4	1.379,4	1.460,9	1.497,1	1.538,6	1.564,9	1.617,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	676,8	697,9	713,4	723,0	751,5	775,3	782,0	782,0	802,1	815,5
Subventions aux entreprises	1.454,9	1.792,5	2.196,9	2.687,1	3.197,9	3.365,0	3.844,4	4.504,6	4.512,2	4.443,0
Prestations sociales	51.761,3	53.863,2	55.224,1	57.213,0	61.572,7	66.195,3	68.242,6	71.244,9	75.107,2	77.961,1
En espèces	33.532,3	34.767,9	35.747,8	36.684,9	39.031,8	42.099,5	43.415,3	45.089,8	47.861,3	49.997,9
En nature fournies par des producteurs marchands	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.155,1	27.245,9	27.963,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	377,4	443,9	266,0
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants au reste du monde	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	26,7	30,5
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	247,4	270,4	200,8	232,6	270,4	303,2	345,6	350,8	339,2	361,9
Charges d'intérêts	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,7	7,2	60,1	16,5	7,5
Dépenses en capital	176,0	344,5	332,6	294,3	313,1	227,1	542,9	328,4	712,4	825,1
Formation brute de capital fixe	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	57,9	60,9	66,0	72,3	57,3
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	135,3	294,3	190,1	235,0	263,6	169,2	482,0	262,4	640,1	767,8
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Dépenses</b>	<b>55.749,0</b>	<b>58.441,3</b>	<b>60.212,1</b>	<b>62.799,0</b>	<b>67.865,5</b>	<b>72.677,1</b>	<b>75.693,4</b>	<b>79.217,7</b>	<b>83.525,1</b>	<b>86.327,8</b>
<b>Epargne brute</b>	<b>-141,4</b>	<b>-246,3</b>	<b>1.038,1</b>	<b>1.723,4</b>	<b>1.418,7</b>	<b>-2.382,3</b>	<b>-93,2</b>	<b>512,9</b>	<b>251,2</b>	<b>573,3</b>
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-56,1</b>	<b>-529,9</b>	<b>735,3</b>	<b>1.467,6</b>	<b>1.343,4</b>	<b>-2.546,1</b>	<b>-603,0</b>	<b>226,2</b>	<b>-429,8</b>	<b>-215,8</b>

## 1.6 DÉTAIL DU SOLDE DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Communauté flamande	247,7	359,6	647,8	1.179,9	-47,0	-1.314,3	-1.333,8	91,0	338,4	-367,1
Communauté française	-23,6	7,6	15,6	-32,6	59,6	-280,0	-708,7	-145,6	-152,9	-142,8
Région wallonne	-264,7	-64,3	-75,9	103,4	-426,3	-817,9	-397,8	-682,7	-317,8	-285,1
Région de Bruxelles-Capitale	-72,3	94,7	-19,2	70,8	-37,7	-314,3	-239,2	-390,0	-59,6	126,1
Communauté germanophone	2,8	1,2	0,2	2,1	3,9	-11,7	-7,2	-5,1	-1,5	-66,2
Commission communautaire française	-7,3	1,6	-8,9	5,5	0,1	-6,7	-0,3	0,8	-9,1	13,0
Commission communautaire flamande	14,7	20,9	0,9	-5,2	20,1	4,9	3,2	-2,7	-3,5	16,4
Commission communautaire commune	-7,6	-4,2	6,0	10,3	3,0	4,8	-0,2	2,2	2,6	-2,8
Unités interrégionales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-3,8	19,2	3,6
Ajustement statistique	55,9	37,2	-7,3	-33,1	-13,7	-21,3	0,0	-0,2	0,4	0,3
<b>Total</b>	<b>-54,3</b>	<b>454,3</b>	<b>559,1</b>	<b>1.301,1</b>	<b>-438,0</b>	<b>-2.756,4</b>	<b>-2.683,7</b>	<b>-1.136,2</b>	<b>-183,7</b>	<b>-704,5</b>

## 2. Comptes

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	51.598,0	54.173,3	56.900,2	58.840,4	62.443,0	64.438,9	66.186,1	69.038,6	71.866,1	74.016,2
Production marchande (P.11)	1.602,9	1.676,5	1.728,3	1.750,5	1.732,0	1.758,1	1.831,9	1.951,9	2.086,9	2.202,5
Production pour usage final propre (P.12)	1.659,2	1.726,6	1.718,8	1.856,9	2.073,2	2.203,7	2.349,3	2.482,3	2.684,7	2.738,4
Autre production non marchande (P.13)	48.335,9	50.770,2	53.453,1	55.233,0	58.637,8	60.477,1	62.004,9	64.604,4	67.094,5	69.075,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	2.697,2	2.976,3	3.213,4	3.294,5	3.521,9	3.210,1	3.476,3	3.718,3	3.827,9	3.967,4
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	45.638,7	47.793,9	50.239,7	51.938,5	55.115,9	57.267,0	58.528,6	60.886,1	63.266,6	65.107,9
<b>Total Ressources</b>	<b>51.598,0</b>	<b>54.173,3</b>	<b>56.900,2</b>	<b>58.840,4</b>	<b>62.443,0</b>	<b>64.438,9</b>	<b>66.186,1</b>	<b>69.038,6</b>	<b>71.866,1</b>	<b>74.016,2</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	11.557,3	11.874,7	12.419,5	12.403,0	13.398,8	14.031,0	14.259,8	14.849,9	15.491,2	15.635,3
Valeur ajoutée brute (B.1b)	40.040,7	42.298,6	44.480,7	46.437,4	49.044,2	50.407,9	51.926,3	54.188,7	56.374,9	58.380,9
Consommation de capital fixe (P.51C)	5.913,5	6.408,8	6.903,0	7.245,2	7.610,0	7.341,8	7.712,7	8.189,3	8.585,1	9.022,9
Valeur ajoutée nette (B.1n)	34.127,2	35.889,8	37.577,7	39.192,2	41.434,2	43.066,1	44.213,6	45.999,4	47.789,8	49.358,0
<b>Total Emplois</b>	<b>51.598,0</b>	<b>54.173,3</b>	<b>56.900,2</b>	<b>58.840,4</b>	<b>62.443,0</b>	<b>64.438,9</b>	<b>66.186,1</b>	<b>69.038,6</b>	<b>71.866,1</b>	<b>74.016,2</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	34.127,2	35.889,8	37.577,7	39.192,2	41.434,2	43.066,1	44.213,6	45.999,4	47.789,8	49.358,0
<b>Total Ressources</b>	<b>34.127,2</b>	<b>35.889,8</b>	<b>37.577,7</b>	<b>39.192,2</b>	<b>41.434,2</b>	<b>43.066,1</b>	<b>44.213,6</b>	<b>45.999,4</b>	<b>47.789,8</b>	<b>49.358,0</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	34.098,3	35.853,2	37.541,6	39.156,9	41.396,4	43.027,4	44.174,0	45.956,1	47.742,8	49.309,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	24.038,8	25.448,1	26.511,2	27.594,6	29.162,4	30.098,6	30.702,6	31.657,3	32.657,6	33.276,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	10.059,5	10.405,1	11.030,4	11.562,3	12.234,0	12.928,8	13.471,4	14.298,8	15.085,2	16.033,1
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	3.927,7	4.129,1	4.249,2	4.428,7	4.685,8	4.991,6	5.272,2	5.567,6	5.942,3	6.361,0
A destination des administrations publiques	3.580,8	3.755,0	3.921,9	4.085,6	4.327,0	4.619,1	4.839,2	5.112,6	5.678,1	6.093,6
A destination des autres secteurs	346,9	374,1	327,3	343,1	358,8	372,5	433,0	455,0	264,2	267,4
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	6.131,8	6.276,0	6.781,2	7.133,6	7.548,2	7.937,2	8.199,2	8.731,2	9.142,9	9.672,1
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	28,9	36,6	36,1	35,3	37,8	38,7	39,6	43,3	47,0	48,6
<b>Total Emplois</b>	<b>34.127,2</b>	<b>35.889,8</b>	<b>37.577,7</b>	<b>39.192,2</b>	<b>41.434,2</b>	<b>43.066,1</b>	<b>44.213,6</b>	<b>45.999,4</b>	<b>47.789,8</b>	<b>49.358,0</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	28,9	36,6	36,1	35,3	37,8	38,7	39,6	43,3	47,0	48,6
Impôts sur la production et les importations (D.2)	38.037,8	39.985,8	41.840,8	43.774,9	44.281,3	43.558,9	46.623,1	48.289,7	50.742,0	51.011,7
Impôts sur les produits (D.21)	32.447,4	34.427,8	35.967,3	37.815,6	37.822,0	36.911,8	39.604,4	40.734,1	41.772,6	42.341,2
Taxe du type TVA (D.211)	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	11.547,5	12.223,3	12.569,2	13.044,1	12.820,7	12.428,3	13.451,0	13.831,6	13.928,1	14.090,0
Autres impôts sur la production (D.29)	5.590,4	5.558,0	5.873,5	5.959,3	6.459,3	6.647,1	7.018,7	7.555,6	8.969,4	8.670,5
Subventions (D.3)	-4.159,5	-5.677,1	-6.477,3	-7.661,4	-8.478,2	-8.757,7	-10.471,4	-11.517,3	-11.461,0	-11.616,7
Subventions sur les produits (D.31)	-1.158,6	-2.094,8	-2.069,3	-2.281,3	-2.164,6	-1.765,5	-2.141,0	-2.313,7	-1.982,9	-2.003,8
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.158,6	-2.094,8	-2.069,3	-2.281,3	-2.164,6	-1.765,5	-2.141,0	-2.313,7	-1.982,9	-2.003,8
Autres subventions sur la production (D.39)	-3.000,9	-3.582,3	-4.408,0	-5.380,1	-6.313,6	-6.992,2	-8.330,4	-9.203,6	-9.478,1	-9.612,9

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenus de la propriété (D.4)	2.171,5	2.497,9	2.720,1	2.954,4	3.454,4	3.038,4	3.641,6	4.413,1	4.582,4	4.718,0
Intérêts (D.41)	1.031,5	1.004,5	1.073,8	1.244,5	1.496,4	1.292,5	1.214,6	1.311,3	1.384,2	1.244,2
En provenance des administrations publiques	372,2	359,5	371,7	379,0	347,3	371,4	348,3	385,5	474,6	367,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	283,6	296,4	298,2	308,9	249,8	300,3	286,3	346,9	434,7	339,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5	71,1	62,0	38,6	39,9	28,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	659,3	645,0	702,1	865,5	1.149,1	921,1	866,3	925,8	909,6	876,8
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	634,3	593,3	641,7	777,4	1.077,5	733,3	703,1	802,1	807,3	802,5
Revenus distribués des sociétés (D.42)	886,8	1.260,3	1.424,7	1.478,3	1.718,4	1.510,4	2.130,1	2.806,8	2.883,1	3.171,2
Dividendes (D.421)	854,4	1.226,3	1.377,5	1.424,8	1.647,6	1.471,0	2.095,4	2.757,2	2.837,7	3.129,9
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	32,4	34,0	47,2	53,5	70,8	39,4	34,7	49,6	45,4	41,3
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	19,0	18,6	19,5	21,6	27,1	19,6	20,6	17,5	17,2	17,7
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	19,0	18,6	19,5	21,6	27,1	19,6	20,6	17,5	17,2	17,7
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	234,2	214,5	202,1	210,0	212,5	215,9	276,3	277,5	297,9	284,9
<b>Total Ressources</b>	<b>36.078,7</b>	<b>36.843,2</b>	<b>38.119,7</b>	<b>39.103,2</b>	<b>39.295,3</b>	<b>37.878,3</b>	<b>39.832,9</b>	<b>41.228,8</b>	<b>43.910,4</b>	<b>44.161,6</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	14.206,3	13.414,3	13.186,0	13.497,2	13.783,0	13.051,3	12.876,4	13.259,1	13.736,0	12.882,7
Intérêts (D.41)	14.200,6	13.408,8	13.175,7	13.490,8	13.780,2	13.047,5	12.871,6	13.254,3	13.731,2	12.877,9
Versés aux administrations publiques	372,2	359,5	371,7	379,0	347,3	371,4	348,3	385,5	474,6	367,4
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0	9,8
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2	5,2
Versés aux administrations locales	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,1	4,6	3,5	3,4
Versés aux administrations de sécurité sociale	283,5	282,2	265,9	271,5	240,9	305,2	301,0	361,7	445,9	349,0
Versés aux autres secteurs	13.828,4	13.049,3	12.804,0	13.111,8	13.432,9	12.676,1	12.523,3	12.868,8	13.256,6	12.510,5
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	13.985,0	13.379,4	13.279,1	13.398,9	13.571,2	12.934,8	12.732,0	13.092,9	13.648,7	12.980,3
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	5,7	5,5	10,3	6,4	2,8	3,8	4,8	4,8	4,8	4,8
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	5,7	5,5	10,3	6,4	2,8	3,8	4,8	4,8	4,8	4,8
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	21.872,4	23.428,9	24.933,7	25.606,0	25.512,3	24.827,0	26.956,5	27.969,7	30.174,4	31.278,9
<b>Total Emplois</b>	<b>36.078,7</b>	<b>36.843,2</b>	<b>38.119,7</b>	<b>39.103,2</b>	<b>39.295,3</b>	<b>37.878,3</b>	<b>39.832,9</b>	<b>41.228,8</b>	<b>43.910,4</b>	<b>44.161,6</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	21.872,4	23.428,9	24.933,7	25.606,0	25.512,3	24.827,0	26.956,5	27.969,7	30.174,4	31.278,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	48.301,0	50.676,2	52.659,9	54.704,6	57.118,3	52.047,0	55.523,0	59.706,7	62.413,6	66.033,4
Impôts sur le revenu (D.51)	46.609,0	48.943,8	50.809,6	52.882,4	55.279,6	50.254,7	53.672,0	57.772,6	60.472,2	64.066,4
En provenance des administrations publiques	27,5	29,8	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,5	24,5
En provenance des autres secteurs	46.581,5	48.914,0	50.764,4	52.827,1	55.280,3	50.240,1	53.663,3	57.768,9	60.463,7	64.041,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	8.989,7	9.814,0	11.368,6	11.760,1	11.598,4	8.112,5	9.260,9	10.692,0	11.689,3	12.294,1
En provenance des ménages	37.429,4	38.962,3	39.304,8	40.936,6	43.570,0	41.996,5	44.278,2	46.980,6	48.690,3	51.703,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance du reste du monde	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1	44,7
Autres impôts courants (D.59)	1.692,0	1.732,4	1.850,3	1.822,2	1.838,7	1.792,3	1.851,0	1.934,1	1.941,4	1.967,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.692,0	1.732,4	1.850,3	1.822,2	1.838,7	1.792,3	1.851,0	1.934,1	1.941,4	1.967,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	231,1	229,3	324,6	232,4	280,0	268,8	294,0	286,9	317,8	307,8
En provenance des ménages	1.422,6	1.462,4	1.482,1	1.557,5	1.526,5	1.495,1	1.524,5	1.612,0	1.588,0	1.620,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6	38,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales nettes (D.61)	46.038,5	47.242,0	49.448,3	52.508,9	55.550,7	56.932,5	58.312,8	61.358,0	63.845,6	65.660,3
p.m. Cotisations sociales effectives	39.906,7	40.966,0	42.667,1	45.375,3	48.002,5	48.995,3	50.113,6	52.626,8	54.702,7	55.988,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	23.933,1	24.665,3	25.865,7	27.604,6	29.184,7	29.715,1	30.415,7	32.152,7	33.524,0	34.329,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	23.933,1	24.665,3	25.865,7	27.604,6	29.184,7	29.715,1	30.415,7	32.152,7	33.524,0	34.329,3
A charge des administrations publiques	3.580,8	3.755,0	3.921,9	4.085,6	4.327,0	4.619,2	4.839,2	5.112,6	5.678,0	6.093,7
A charge des autres secteurs	20.352,3	20.910,3	21.943,8	23.519,0	24.857,7	25.095,9	25.576,5	27.040,1	27.846,0	28.235,6
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	6.131,8	6.276,0	6.781,2	7.133,6	7.548,2	7.937,2	8.199,2	8.731,2	9.142,9	9.672,1
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	15.973,6	16.300,7	16.801,4	17.770,7	18.817,8	19.280,2	19.697,9	20.474,1	21.178,7	21.658,9
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,6	14.999,4	15.699,8	16.247,5	16.508,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,5	14.998,3	15.698,7	16.246,4	16.507,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	1.096,2	1.158,7	1.207,6	1.240,8	1.344,8	1.398,7	1.356,1	1.374,1	1.392,6	1.450,4
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	1.048,1	1.109,4	1.153,5	1.187,2	1.283,7	1.337,6	1.295,0	1.308,5	1.324,1	1.380,9
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	65,6	68,5	69,5
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants (D.7)	52.755,8	56.644,3	59.575,0	62.575,6	67.794,1	68.295,4	73.052,1	78.243,4	81.886,3	84.904,8
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	120,6	138,0	130,8	131,8	138,7	147,6	158,6	184,7	190,6	196,3
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	51.471,6	55.161,8	58.056,5	61.102,1	66.041,3	66.148,7	70.418,2	75.422,4	78.665,7	81.782,2
Transferts de recettes fiscales	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7	48.902,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7	48.902,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	19.218,7	20.078,3	21.052,3	21.665,6	23.428,4	23.914,0	27.026,2	26.499,1	30.297,0	32.879,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.547,0	21.048,7	23.138,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	6.299,7	6.712,6	7.151,8	7.349,0	7.914,9	8.012,2	8.206,4	8.372,9	8.675,1	9.131,2
En provenance des administrations locales	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	215,3	228,4	234,0	247,9
En provenance des administrations de sécurité sociale	247,4	270,4	200,8	232,6	270,4	303,2	345,6	350,8	339,2	361,9
Coopération internationale courante (D.74)	157,5	226,5	267,1	174,7	191,8	150,0	267,1	283,7	419,7	425,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	101,2	126,9	127,6	97,9	49,2	49,5	31,8	32,1	128,2	121,4
En provenance des institutions de l'Union européenne	55,9	99,2	139,2	76,6	142,3	100,3	235,1	251,4	291,3	303,9
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Transferts courants divers (D.75)	1.006,1	1.118,0	1.120,6	1.167,0	1.422,3	1.849,1	2.208,2	2.352,6	2.610,3	2.500,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.006,1	1.118,0	1.120,6	1.167,0	1.422,3	1.849,1	2.208,2	2.352,6	2.610,3	2.500,7
En provenance des sociétés non financières	429,4	472,9	464,9	427,8	496,4	493,6	531,2	583,8	593,3	686,5
En provenance des sociétés financières	2,4	1,6	1,2	2,6	14,4	292,6	419,9	400,1	399,5	362,3
En provenance des ménages	574,3	643,5	654,5	736,6	901,4	845,1	980,1	1.033,1	1.260,7	1.264,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8	187,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8	187,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>168.967,7</b>	<b>177.991,4</b>	<b>186.616,9</b>	<b>195.395,1</b>	<b>205.975,4</b>	<b>202.101,9</b>	<b>213.844,4</b>	<b>227.277,8</b>	<b>238.319,9</b>	<b>247.877,4</b>
<b>Emplois</b>										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	27,5	29,7	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,6	24,5
Impôts sur le revenu (D.51)	27,5	29,7	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,6	24,5
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	44.849,8	46.505,9	48.121,7	50.576,1	53.827,6	57.860,7	59.422,2	61.901,3	65.079,5	68.024,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	35.316,6	36.672,3	37.765,6	39.607,6	42.131,7	45.352,1	46.754,3	48.638,9	51.359,6	53.642,3
Autres prestations d'assurance sociale (D.622)	6.340,0	6.510,7	6.961,0	7.304,1	7.713,4	8.093,9	8.378,1	8.859,8	9.250,0	9.744,2
Prestations d'assurance sociale de fonds de pension	39,0	41,8	43,5	45,9	48,7	52,1	54,1	54,1	54,1	54,1
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	6.301,0	6.468,9	6.917,5	7.258,2	7.664,7	8.041,8	8.324,0	8.805,7	9.195,9	9.690,1
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.623)	3.193,2	3.322,9	3.395,1	3.664,4	3.982,5	4.414,7	4.289,8	4.402,6	4.469,9	4.638,3
Autres transferts courants (D.7)	58.387,3	62.476,5	65.556,9	68.340,2	74.022,7	75.381,5	79.921,2	85.266,6	88.844,2	92.353,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	174,7	180,8	178,6	178,8	190,1	202,9	210,4	213,9	223,5	230,2
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	51.471,6	55.161,8	58.056,5	61.102,1	66.041,3	66.148,7	70.418,2	75.422,4	78.665,7	81.782,2
Transferts de recettes fiscales	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7	48.902,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
Aux administrations locales	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
Aux administrations de sécurité sociale	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	19.218,7	20.078,3	21.052,3	21.665,6	23.428,4	23.914,0	27.026,2	26.499,1	30.297,0	32.879,8
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6	182,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3.795,9	4.027,5	4.234,4	4.554,3	4.847,5	5.210,9	5.485,0	5.792,5	6.181,1	6.562,8
Aux administrations locales	8.468,8	9.027,0	9.484,8	9.909,4	10.749,6	10.882,1	11.177,2	11.491,3	11.838,0	12.581,9
Aux administrations de sécurité sociale	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,6	12.109,3	13.553,1
Coopération internationale courante (D.74)	666,8	703,1	710,9	713,0	784,8	743,1	881,8	907,0	810,4	909,7
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5	38,9	28,7	101,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	114,1	111,1	119,0	149,6	185,5	149,8	176,5	144,0	123,6	144,3
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	552,7	592,0	591,9	563,4	598,1	591,5	685,8	724,1	658,1	664,4
Transferts courants divers (D.75)	3.516,0	3.767,4	3.983,3	3.668,9	4.200,3	4.973,4	5.122,9	5.447,2	5.468,5	5.482,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	3.516,0	3.767,4	3.983,3	3.668,9	4.200,3	4.973,4	5.122,9	5.447,2	5.468,5	5.482,2
Versés aux sociétés non financières	513,4	526,7	547,2	1,3	6,1	7,7	2,3	1,2	3,5	5,4

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux sociétés financières	39,4	41,9	44,8	48,1	50,9	52,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	588,7	762,3	526,5	487,2	545,1	1.110,3	859,5	934,0	1.090,4	959,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	2.223,5	2.282,1	2.702,5	2.965,9	3.352,7	3.517,8	3.975,1	4.194,5	4.150,0	4.243,6
Versés au reste du monde	151,0	154,4	162,3	166,4	245,5	285,5	286,0	317,5	224,6	273,9
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0	0,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	150,5	153,8	161,9	165,6	244,6	284,7	285,2	316,6	223,6	273,1
Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB (D.76)	2.558,2	2.663,4	2.627,6	2.677,4	2.806,2	3.313,4	3.287,9	3.276,1	3.676,1	3.949,1
Troisième ressource propre de l'UE fondée sur la TVA	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2	507,2
Quatrième ressource propre de l'UE fondée sur le RNB	1.960,5	2.014,4	1.932,6	1.985,8	2.041,7	2.638,0	2.681,8	2.651,5	2.900,9	3.269,5
Rabais britannique	262,3	227,6	249,2	232,5	303,2	251,1	172,6	177,5	266,0	172,4
Contributions non fiscales diverses versées par les administrations publiques aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	65.703,1	68.979,3	72.893,1	76.423,5	78.125,8	68.845,1	74.492,3	80.106,2	84.387,6	87.474,7
<b>Total Emplois</b>	<b>168.967,7</b>	<b>177.991,4</b>	<b>186.616,9</b>	<b>195.395,1</b>	<b>205.975,4</b>	<b>202.101,9</b>	<b>213.844,4</b>	<b>227.277,8</b>	<b>238.319,9</b>	<b>247.877,4</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	65.703,1	68.979,3	72.893,1	76.423,5	78.125,8	68.845,1	74.492,3	80.106,2	84.387,6	87.474,7
<b>Total Ressources</b>	<b>65.703,1</b>	<b>68.979,3</b>	<b>72.893,1</b>	<b>76.423,5</b>	<b>78.125,8</b>	<b>68.845,1</b>	<b>74.492,3</b>	<b>80.106,2</b>	<b>84.387,6</b>	<b>87.474,7</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	40.493,1	42.474,3	44.407,6	46.408,6	50.181,2	52.623,3	54.358,3	57.240,0	59.240,2	60.277,2
Transferts sociaux en nature - production non marchande (D.631)	20.161,1	21.144,9	22.580,6	23.398,1	24.820,1	25.505,7	26.450,0	27.643,2	28.265,2	28.881,6
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	20.332,0	21.329,4	21.827,0	23.010,5	25.361,1	27.117,6	27.908,3	29.596,8	30.975,0	31.395,6
Revenu disponible ajusté (B.7n)	25.210,0	26.505,0	28.485,5	30.014,9	27.944,6	16.221,8	20.134,0	22.866,2	25.147,4	27.197,5
<b>Total Emplois</b>	<b>65.703,1</b>	<b>68.979,3</b>	<b>72.893,1</b>	<b>76.423,5</b>	<b>78.125,8</b>	<b>68.845,1</b>	<b>74.492,3</b>	<b>80.106,2</b>	<b>84.387,6</b>	<b>87.474,7</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	65.703,1	68.979,3	72.893,1	76.423,5	78.125,8	68.845,1	74.492,3	80.106,2	84.387,6	87.474,7
<b>Total Ressources</b>	<b>65.703,1</b>	<b>68.979,3</b>	<b>72.893,1</b>	<b>76.423,5</b>	<b>78.125,8</b>	<b>68.845,1</b>	<b>74.492,3</b>	<b>80.106,2</b>	<b>84.387,6</b>	<b>87.474,7</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	65.970,7	69.123,3	72.066,7	74.949,0	80.477,0	84.384,6	86.436,9	90.482,9	94.241,6	96.503,4
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	40.493,1	42.474,3	44.407,6	46.408,6	50.181,2	52.623,3	54.358,3	57.240,0	59.240,2	60.277,2
Dépenses de consommation collective (P.32)	25.477,6	26.649,0	27.659,1	28.540,4	30.295,8	31.761,3	32.078,6	33.242,9	35.001,4	36.226,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,9	1,0	2,9	-1,2	3,7	-6,0	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2
Epargne (B.8n)	-271,5	-145,0	823,5	1.475,7	-2.354,9	-15.533,5	-11.937,4	-10.369,5	-9.846,8	-9.021,5
<b>Total Emplois</b>	<b>65.703,1</b>	<b>68.979,3</b>	<b>72.893,1</b>	<b>76.423,5</b>	<b>78.125,8</b>	<b>68.845,1</b>	<b>74.492,3</b>	<b>80.106,2</b>	<b>84.387,6</b>	<b>87.474,7</b>
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	25.210,0	26.505,0	28.485,5	30.014,9	27.944,6	16.221,8	20.134,0	22.866,2	25.147,4	27.197,5
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	25.477,6	26.649,0	27.659,1	28.540,4	30.295,8	31.761,3	32.078,6	33.242,9	35.001,4	36.226,2
Consommation collective effective (P.42)	25.477,6	26.649,0	27.659,1	28.540,4	30.295,8	31.761,3	32.078,6	33.242,9	35.001,4	36.226,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	3,9	1,0	2,9	-1,2	3,7	-6,0	-7,2	-7,2	-7,2	-7,2
Epargne (B.8n)	-271,5	-145,0	823,5	1.475,7	-2.354,9	-15.533,5	-11.937,4	-10.369,5	-9.846,8	-9.021,5
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Epargne nette (B.8n)	-271,5	-145,0	823,5	1.475,7	-2.354,9	-15.533,5	-11.937,4	-10.369,5	-9.846,8	-9.021,5
Transferts en capital à recevoir (D.9R)	3.816,1	3.183,0	3.213,2	3.024,9	4.225,6	3.110,9	3.571,4	3.962,0	4.795,4	5.500,0
Impôts en capital (D.91R)	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.596,3	2.771,7	3.318,0	3.973,0
en provenance des ménages	2.176,6	1.872,8	2.153,3	2.215,7	2.370,1	2.234,7	2.596,3	2.771,7	3.202,3	3.971,3
en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	115,7	1,7
Aides à l'investissement (D.92R)	803,9	780,1	694,1	651,6	855,2	663,5	785,5	903,7	948,0	906,2
En provenance des administrations publiques	799,9	775,1	690,1	647,6	855,2	653,5	747,2	893,3	933,4	891,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	58,7	59,8	50,9	56,8	82,1	104,8	158,9	142,0	118,3	96,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	741,2	715,3	639,2	590,8	773,1	548,7	588,3	751,3	815,1	794,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	38,3	10,4	14,6	14,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	38,3	10,4	14,6	14,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99R)	835,6	530,1	365,8	157,6	1.000,3	212,7	189,6	286,6	529,4	620,8
En provenance des administrations publiques	623,6	109,3	104,5	6,4	837,1	35,2	15,9	23,3	10,5	81,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	617,5	102,4	4,9	0,9	0,1	19,8	0,0	0,0	0,0	72,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	825,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	6,1	6,9	5,3	5,5	11,4	15,4	15,9	23,3	10,5	9,6
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	212,0	420,8	261,3	151,2	163,2	177,5	173,7	263,3	518,9	539,2
En provenance des sociétés non financières	157,4	358,6	108,7	84,3	90,3	121,1	98,0	152,6	428,1	305,5
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	29,9	31,1	27,7	37,4	34,1	41,6	44,5	86,3	62,3	72,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	24,7	31,1	124,9	29,5	38,8	14,8	31,2	24,4	28,5	161,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	21,2	19,1	22,5	154,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	10,0	5,3	6,0	7,4
Transferts en capital à payer (-) (D.9P)	-4.045,9	-11.737,2	-4.312,2	-4.802,8	-5.923,7	-6.073,3	-5.798,1	-7.681,8	-9.903,1	-8.406,9
Impôts en capital (-) (D.91P)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92P)	-2.572,6	-3.601,8	-3.551,5	-3.686,3	-4.295,5	-4.564,9	-5.229,5	-6.107,0	-6.220,9	-7.206,3
Versées aux administrations publiques	-799,9	-775,1	-690,1	-647,6	-855,2	-653,5	-747,2	-893,3	-933,4	-891,6
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0	-117,7	-85,5	-56,8
Versées aux administrations locales	-754,2	-729,7	-649,9	-602,0	-792,2	-575,7	-619,2	-775,6	-847,9	-834,8
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.772,7	-2.826,7	-2.861,4	-3.038,7	-3.440,3	-3.911,4	-4.482,3	-5.213,7	-5.287,5	-6.314,7
Versées aux sociétés non financières	-1.405,4	-2.421,1	-2.509,6	-2.629,4	-2.937,0	-3.217,6	-3.562,2	-3.725,0	-3.574,2	-4.498,1
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-130,1	-152,5	-106,8	-162,3	-212,4	-285,5	-602,6	-1.126,8	-1.377,6	-1.469,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-110,2	-90,1	-76,6	-80,0	-92,2	-99,1	-91,7	-126,9	-112,6	-118,1
Versées au reste du monde	-127,0	-163,0	-168,4	-167,0	-198,7	-309,2	-225,8	-235,0	-223,1	-229,5
Versées aux états membres de l'Union européenne	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0	-11,4
Versées aux institutions de l'Union européenne	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0	0,0	-0,8	-0,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0	-234,4	-221,3	-217,4
Autres transferts en capital (-) (D.99P)	-1.473,3	-8.135,4	-760,7	-1.116,5	-1.628,2	-1.508,4	-568,6	-1.574,8	-3.682,2	-1.200,6
Versés aux administrations publiques	-623,6	-109,3	-104,5	-6,4	-837,1	-35,2	-15,9	-23,3	-10,5	-81,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-3,2	-4,0	-97,5	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1	0,0	0,0	0,0

## 2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-445,3	-77,9	-2,1	-2,4	-6,3	-28,4	-9,8	-23,3	-10,5	-81,6
Versés aux administrations locales	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-625,7	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-174,7	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-849,7	-8.026,1	-656,2	-1.110,1	-791,1	-1.473,2	-552,7	-1.551,5	-3.671,7	-1.119,0
Versés aux sociétés non financières	151,7	-7.543,7	-275,8	-430,8	-318,1	-846,4	-174,8	-461,8	-362,6	-727,4
Versés aux sociétés financières	-720,1	-247,6	-66,7	-392,9	-114,2	-35,9	-82,3	-630,1	-2.932,6	-67,0
Versés aux ménages	-143,3	-9,7	-46,7	-44,6	-46,1	-359,6	-37,3	-44,4	-130,4	-54,1
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-1,0	-0,5
Versés au reste du monde	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-258,3	-414,9	-245,1	-270,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-25,9	-9,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4	-7,8	-11,0	-19,8
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-248,9	-407,1	-208,2	-240,4
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-501,3</b>	<b>-8.699,2</b>	<b>-275,5</b>	<b>-302,2</b>	<b>-4.053,0</b>	<b>-18.495,9</b>	<b>-14.164,1</b>	<b>-14.089,3</b>	<b>-14.954,5</b>	<b>-11.928,4</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-501,3	-8.699,2	-275,5	-302,2	-4.053,0	-18.495,9	-14.164,1	-14.089,3	-14.954,5	-11.928,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-501,3</b>	<b>-8.699,2</b>	<b>-275,5</b>	<b>-302,2</b>	<b>-4.053,0</b>	<b>-18.495,9</b>	<b>-14.164,1</b>	<b>-14.089,3</b>	<b>-14.954,5</b>	<b>-11.928,4</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-501,3	-8.699,2	-275,5	-302,2	-4.053,0	-18.495,9	-14.164,1	-14.089,3	-14.954,5	-11.928,4
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-501,3</b>	<b>-8.699,2</b>	<b>-275,5</b>	<b>-302,2</b>	<b>-4.053,0</b>	<b>-18.495,9</b>	<b>-14.164,1</b>	<b>-14.089,3</b>	<b>-14.954,5</b>	<b>-11.928,4</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	5.955,0	6.483,8	6.277,3	6.781,8	7.376,9	7.934,4	8.372,4	9.092,3	9.539,7	8.802,8
Formation brute de capital fixe (P.51)	6.016,0	6.534,6	6.308,0	6.851,9	7.253,4	7.593,8	8.056,7	8.607,8	9.056,8	8.589,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	4.391,3	4.838,0	4.625,2	5.037,5	5.219,1	5.427,8	5.748,1	6.164,0	6.414,9	5.884,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	5.073,1	5.175,6	5.472,4	5.269,3	5.408,4	5.711,7	5.911,7	6.384,2	6.695,7	6.107,9
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2	3,1	3,8	7,8
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-682,3	-337,8	-847,3	-232,4	-199,7	-286,9	-167,8	-223,3	-284,6	-231,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	1.624,7	1.696,6	1.682,8	1.814,4	2.034,3	2.166,0	2.308,6	2.443,8	2.641,9	2.704,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	1.624,7	1.696,6	1.682,8	1.814,4	2.034,3	2.166,0	2.308,6	2.443,8	2.641,9	2.704,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (P.51C)	-5.913,5	-6.408,8	-6.903,0	-7.245,2	-7.610,0	-7.341,8	-7.712,7	-8.189,3	-8.585,1	-9.022,9
Variation des stocks (P.52)	-61,0	-50,8	-30,7	-70,1	123,5	340,6	315,7	484,5	482,9	213,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (NP)	27,6	-661,3	-465,7	4,4	39,2	20,0	-280,8	-110,8	13,1	-243,9
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (NP.1)	27,2	-51,7	-466,3	3,0	12,1	10,6	-157,3	-75,8	69,4	138,5
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (NP.2)	0,4	-609,6	0,6	1,4	27,1	9,4	-123,5	-35,0	-56,3	-382,4
Achats moins ventes de fonds commerciaux et d'autres actifs commerciaux (NP.3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-570,4	-8.112,9	815,9	156,8	-3.859,1	-19.108,5	-14.543,0	-14.881,5	-15.922,2	-11.464,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-501,3</b>	<b>-8.699,2</b>	<b>-275,5</b>	<b>-302,2</b>	<b>-4.053,0</b>	<b>-18.495,9</b>	<b>-14.164,1</b>	<b>-14.089,3</b>	<b>-14.954,5</b>	<b>-11.928,4</b>

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	10.231,7	10.995,5	11.282,0	11.664,4	12.698,7	12.447,8	12.668,7	13.104,1	13.361,8	13.621,8
Production marchande (P.11)	37,5	45,2	44,3	43,5	46,0	46,7	47,6	51,1	54,8	55,6
Production pour usage final propre (P.12)	292,9	309,6	320,0	335,2	368,7	339,0	346,1	365,3	406,6	423,3
Autre production non marchande (P.13)	9.901,3	10.640,7	10.917,7	11.285,7	12.284,0	12.062,1	12.275,0	12.687,7	12.900,4	13.142,9
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	798,9	1.070,0	1.158,9	1.195,2	1.304,0	962,1	1.014,4	1.115,7	1.242,1	1.311,4
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	9.102,4	9.570,7	9.758,8	10.090,5	10.980,0	11.100,0	11.260,6	11.572,0	11.658,3	11.831,5
<b>Total Ressources</b>	<b>10.231,7</b>	<b>10.995,5</b>	<b>11.282,0</b>	<b>11.664,4</b>	<b>12.698,7</b>	<b>12.447,8</b>	<b>12.668,7</b>	<b>13.104,1</b>	<b>13.361,8</b>	<b>13.621,8</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.254,6	2.331,1	2.311,5	2.424,5	2.968,8	2.785,7	2.954,8	3.085,8	3.136,9	3.162,1
Valeur ajoutée brute (B.1b)	7.977,1	8.664,4	8.970,5	9.239,9	9.729,9	9.662,1	9.713,9	10.018,3	10.224,9	10.459,7
Consommation de capital fixe (P.51C)	788,1	1.074,3	1.123,3	1.135,2	1.158,4	930,7	946,8	975,4	1.006,6	1.053,7
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.189,0	7.590,1	7.847,2	8.104,7	8.571,5	8.731,4	8.767,1	9.042,9	9.218,3	9.406,0
<b>Total Emplois</b>	<b>10.231,7</b>	<b>10.995,5</b>	<b>11.282,0</b>	<b>11.664,4</b>	<b>12.698,7</b>	<b>12.447,8</b>	<b>12.668,7</b>	<b>13.104,1</b>	<b>13.361,8</b>	<b>13.621,8</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.189,0	7.590,1	7.847,2	8.104,7	8.571,5	8.731,4	8.767,1	9.042,9	9.218,3	9.406,0
<b>Total Ressources</b>	<b>7.189,0</b>	<b>7.590,1</b>	<b>7.847,2</b>	<b>8.104,7</b>	<b>8.571,5</b>	<b>8.731,4</b>	<b>8.767,1</b>	<b>9.042,9</b>	<b>9.218,3</b>	<b>9.406,0</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	7.160,2	7.553,5	7.811,0	8.069,6	8.533,7	8.692,9	8.727,7	8.999,7	9.171,1	9.357,4
Salaires et traitements bruts (D.11)	5.034,9	5.437,5	5.582,1	5.774,1	6.116,9	6.164,2	6.154,6	6.274,4	6.335,7	6.362,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.125,3	2.116,0	2.228,9	2.295,5	2.416,8	2.528,7	2.573,1	2.725,3	2.835,4	2.995,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	398,9	393,2	421,6	429,0	459,0	479,9	484,3	497,0	516,9	524,2
A destination des administrations publiques	398,9	393,2	421,6	429,0	459,0	479,9	484,3	497,0	516,9	524,2
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,5	2.471,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4	43,2	47,2	48,6
<b>Total Emplois</b>	<b>7.189,0</b>	<b>7.590,1</b>	<b>7.847,2</b>	<b>8.104,7</b>	<b>8.571,5</b>	<b>8.731,4</b>	<b>8.767,1</b>	<b>9.042,9</b>	<b>9.218,3</b>	<b>9.406,0</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	28,8	36,6	36,2	35,1	37,8	38,5	39,4	43,2	47,2	48,6
Impôts sur la production et les importations (D.2)	29.084,5	30.510,8	31.893,4	33.492,6	33.897,1	33.474,7	35.871,7	36.942,6	39.419,9	39.247,2
Impôts sur les produits (D.21)	28.595,7	29.989,6	31.229,9	32.894,5	33.072,1	32.627,9	34.874,4	35.674,5	36.747,7	37.221,3
Taxe du type TVA (D.211)	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	7.695,8	7.785,1	7.831,8	8.123,0	8.070,8	8.144,4	8.721,0	8.772,0	8.903,2	8.970,1
Autres impôts sur la production (D.29)	488,8	521,2	663,5	598,1	825,0	846,8	997,3	1.268,1	2.672,2	2.025,9
Subventions (D.3)	-1.247,9	-2.018,8	-2.348,0	-2.954,2	-3.367,5	-3.614,4	-4.477,7	-4.881,0	-4.641,2	-4.743,3
Subventions sur les produits (D.31)	-1.019,1	-1.689,7	-1.641,7	-1.801,6	-1.905,2	-1.697,4	-1.889,0	-2.101,9	-1.748,9	-1.797,4
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.019,1	-1.689,7	-1.641,7	-1.801,6	-1.905,2	-1.697,4	-1.889,0	-2.101,9	-1.748,9	-1.797,4

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres subventions sur la production (D.39)	-228,8	-329,1	-706,3	-1.152,6	-1.462,3	-1.917,0	-2.588,7	-2.779,1	-2.892,3	-2.945,9
Revenus de la propriété (D.4)	728,1	977,6	942,4	1.096,6	1.502,3	1.272,0	1.850,5	2.228,9	2.240,1	2.585,2
Intérêts (D.41)	436,8	421,7	442,2	453,7	612,6	546,1	448,5	416,4	467,9	441,7
En provenance des administrations publiques	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0	9,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0	9,8
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	410,2	393,7	400,1	420,0	547,1	490,7	409,4	402,8	447,9	431,9
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	411,9	379,1	381,2	378,6	521,2	424,6	376,9	377,7	429,4	418,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	224,0	521,2	497,8	640,5	887,9	723,4	1.398,3	1.809,0	1.769,6	2.140,3
Dividendes (D.421)	221,6	517,2	489,2	638,7	883,9	722,8	1.398,0	1.809,0	1.765,2	2.138,6
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	2,4	4,0	8,6	1,8	4,0	0,6	0,3	0,0	4,4	1,7
Bénéficiaires réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	67,3	34,7	2,4	2,4	1,8	2,5	3,7	3,5	2,6	3,2
<b>Total Ressources</b>	<b>28.593,5</b>	<b>29.506,2</b>	<b>30.524,0</b>	<b>31.670,1</b>	<b>32.069,7</b>	<b>31.170,8</b>	<b>33.283,9</b>	<b>34.333,7</b>	<b>37.066,0</b>	<b>37.137,7</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	12.952,3	12.400,1	12.294,3	12.360,4	12.497,8	11.858,7	11.590,3	11.853,3	12.370,6	11.659,4
Intérêts (D.41)	12.952,3	12.400,1	12.294,3	12.360,4	12.497,8	11.858,7	11.590,3	11.853,3	12.370,6	11.659,4
Versés aux administrations publiques	283,6	296,4	298,2	308,9	249,8	300,3	286,3	346,9	434,7	339,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2	5,2
Versés aux administrations locales	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,1	2,2	2,6	2,6
Versés aux administrations de sécurité sociale	258,5	263,4	250,3	257,3	228,0	291,7	279,1	339,1	426,9	331,3
Versés aux autres secteurs	12.668,7	12.103,7	11.996,1	12.051,5	12.248,0	11.558,4	11.304,0	11.506,4	11.935,9	11.320,3
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	12.676,7	12.145,5	12.027,5	12.069,6	12.263,3	11.580,9	11.318,5	11.529,4	11.984,2	11.359,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéficiaires réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	15.641,2	17.106,1	18.229,7	19.309,7	19.571,9	19.312,1	21.693,6	22.480,4	24.695,4	25.478,3
<b>Total Emplois</b>	<b>28.593,5</b>	<b>29.506,2</b>	<b>30.524,0</b>	<b>31.670,1</b>	<b>32.069,7</b>	<b>31.170,8</b>	<b>33.283,9</b>	<b>34.333,7</b>	<b>37.066,0</b>	<b>37.137,7</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	15.641,2	17.106,1	18.229,7	19.309,7	19.571,9	19.312,1	21.693,6	22.480,4	24.695,4	25.478,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	43.829,9	46.066,9	47.751,6	49.124,0	52.221,9	46.060,3	49.808,5	53.692,0	56.727,5	60.119,6
Impôts sur le revenu (D.51)	43.628,7	45.870,0	47.514,1	49.038,8	52.175,3	46.031,0	49.772,5	53.649,3	56.690,8	60.080,4
En provenance des administrations publiques	27,5	29,8	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,5	24,5
En provenance des autres secteurs	43.601,2	45.840,2	47.468,9	48.983,5	52.176,0	46.016,4	49.763,8	53.645,6	56.682,3	60.055,9
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	8.989,7	9.814,0	11.368,6	11.760,1	11.598,4	8.112,5	9.260,9	10.692,0	11.689,3	12.294,1
En provenance des ménages	34.449,1	35.888,5	36.009,3	37.093,0	40.465,7	37.772,8	40.378,7	42.857,3	44.908,9	47.717,1

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1	44,7
Autres impôts courants (D.59)	201,2	196,9	237,5	85,2	46,6	29,3	36,0	42,7	36,7	39,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	201,2	196,9	237,5	85,2	46,6	29,3	36,0	42,7	36,7	39,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0	6,3	0,0	0,0
En provenance des ménages	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	3,5	1,2	1,1	0,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6	38,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales nettes(D.61)	3.551,9	3.627,0	3.779,2	4.122,0	4.251,7	4.450,8	4.557,1	4.695,6	4.671,7	4.806,9
p.m. Cotisations sociales effectives	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.353,2	2.335,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0	713,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0	713,4
A charge des administrations publiques	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4	606,5	516,1	481,2
A charge des autres secteurs	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2	240,7	232,9	232,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,5	2.471,0
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	1.212,3	1.296,0	1.357,8	1.500,4	1.525,1	1.567,5	1.586,7	1.620,1	1.604,2	1.622,5
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,4	1.396,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,4	1.396,8
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8	225,7
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8	225,7
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants (D.7)	850,9	946,9	955,5	906,8	992,9	1.493,0	1.729,4	1.824,7	1.943,3	1.881,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6	182,0
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	192,1	158,8	128,0	146,1	150,6	163,7	179,8	170,7	168,6	182,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4	6,6	6,7	6,2
En provenance des administrations locales	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2	41,3	51,3	44,9
En provenance des administrations de sécurité sociale	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2	122,8	110,6	130,9
Coopération internationale courante (D.74)	96,1	129,7	119,0	89,0	57,7	68,0	33,2	49,2	124,3	124,2
En provenance des états membres de l'Union européenne	86,2	111,6	112,0	82,0	33,0	33,0	15,0	15,0	110,8	103,7
En provenance des institutions de l'Union européenne	9,5	17,7	6,7	6,8	24,4	34,8	18,0	34,0	13,3	20,2
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts courants divers (D.75)	562,7	658,4	708,5	671,7	784,6	1.261,3	1.516,4	1.604,8	1.650,4	1.575,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	562,7	658,4	708,5	671,7	784,6	1.261,3	1.516,4	1.604,8	1.650,4	1.575,2
En provenance des sociétés non financières	279,7	339,1	374,7	330,6	387,1	375,4	409,6	428,4	459,3	536,4
En provenance des sociétés financières	2,4	1,6	1,2	2,6	14,4	292,6	419,9	400,1	399,5	362,3
En provenance des ménages	280,6	317,7	332,6	338,5	373,0	375,5	409,9	440,7	434,8	489,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8	187,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1	217,8	277,0	335,6	356,8	187,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>63.873,9</b>	<b>67.746,9</b>	<b>70.716,0</b>	<b>73.462,5</b>	<b>77.038,4</b>	<b>71.316,2</b>	<b>77.788,6</b>	<b>82.692,7</b>	<b>88.037,9</b>	<b>92.286,2</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	8,5	17,4	34,9	46,5	-11,0	1,8	1,3	0,3	1,6	1,1
Impôts sur le revenu (D.51)	8,5	17,4	34,9	46,5	-11,0	1,8	1,3	0,3	1,6	1,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	5.790,5	6.004,7	6.189,4	7.254,2	7.730,9	8.203,8	8.305,0	8.677,9	8.734,9	9.119,5
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	1.819,7	1.940,5	2.061,3	2.962,0	3.141,8	3.297,0	3.392,2	3.606,7	3.558,6	3.707,0
Autres prestations d'assurance sociale (D.622)	1.876,4	1.895,8	1.927,4	1.974,6	2.056,9	2.135,9	2.196,3	2.285,6	2.353,3	2.471,0
Prestations d'assurance sociale de fonds de pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	1.876,4	1.895,8	1.927,4	1.974,6	2.056,9	2.135,9	2.196,3	2.285,6	2.353,3	2.471,0
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.623)	2.094,4	2.168,4	2.200,7	2.317,6	2.532,2	2.770,9	2.716,5	2.785,6	2.823,0	2.941,5
Autres transferts courants (D.7)	49.051,8	52.610,6	55.099,8	57.269,8	61.939,6	62.595,9	66.707,9	71.687,3	74.876,3	77.921,1
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	44.739,1	48.008,2	50.534,8	53.282,9	57.683,5	57.601,7	61.650,9	66.470,3	69.417,4	72.041,2
Transferts de recettes fiscales	32.252,9	35.083,5	37.004,2	39.436,5	42.612,9	42.234,7	43.392,0	48.923,3	48.368,7	48.902,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
Aux administrations locales	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
Aux administrations de sécurité sociale	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	12.486,2	12.924,7	13.530,6	13.846,4	15.070,6	15.367,0	18.258,9	17.547,0	21.048,7	23.138,8
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6	5.401,5	5.793,9	6.153,0
Aux administrations locales	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.111,3	3.289,4	3.350,5	3.654,0
Aux administrations de sécurité sociale	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,0	8.856,1	11.904,3	13.331,8
Coopération internationale courante (D.74)	624,8	642,2	650,6	615,2	679,6	676,5	777,9	806,6	712,4	822,7
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,8	19,5	38,9	28,7	101,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	92,6	92,0	99,3	97,0	124,2	130,1	138,5	113,1	96,9	113,8
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	532,2	550,2	551,3	518,2	554,2	544,6	619,9	654,6	586,8	607,9
Transferts courants divers (D.75)	1.129,7	1.296,8	1.286,8	694,3	770,3	1.004,3	991,2	1.134,3	1.070,4	1.108,1
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux autres secteurs	1.129,7	1.296,8	1.286,8	694,3	770,3	1.004,3	991,2	1.134,3	1.070,4	1.108,1
Versés aux sociétés non financières	513,4	526,7	546,2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	39,4	41,9	44,8	48,1	50,9	52,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	79,9	231,1	170,8	102,4	95,6	273,7	312,8	373,2	408,9	422,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	346,0	342,7	362,7	377,4	378,3	392,5	391,9	443,6	436,9	411,7
Versés au reste du monde	151,0	154,4	162,3	166,4	245,5	285,5	286,0	317,5	224,6	273,9
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,5	0,6	0,4	0,8	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0	0,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	150,5	153,8	161,9	165,6	244,6	284,7	285,2	316,6	223,6	273,1
Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB (D.76)	2.558,2	2.663,4	2.627,6	2.677,4	2.806,2	3.313,4	3.287,9	3.276,1	3.676,1	3.949,1
Troisième ressource propre de l'UE fondée sur la TVA	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2	507,2
Quatrième ressource propre de l'UE fondée sur le RNB	1.960,5	2.014,4	1.932,6	1.985,8	2.041,7	2.638,0	2.681,8	2.651,5	2.900,9	3.269,5
Rabais britannique	262,3	227,6	249,2	232,5	303,2	251,1	172,6	177,5	266,0	172,4
Contributions non fiscales diverses versées par les administrations publiques aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	9.023,1	9.114,2	9.391,9	8.892,0	7.378,9	514,7	2.774,4	2.327,2	4.425,1	5.244,5
<b>Total Emplois</b>	<b>63.873,9</b>	<b>67.746,9</b>	<b>70.716,0</b>	<b>73.462,5</b>	<b>77.038,4</b>	<b>71.316,2</b>	<b>77.788,6</b>	<b>82.692,7</b>	<b>88.037,9</b>	<b>92.286,2</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.023,1	9.114,2	9.391,9	8.892,0	7.378,9	514,7	2.774,4	2.327,2	4.425,1	5.244,5
<b>Total Ressources</b>	<b>9.023,1</b>	<b>9.114,2</b>	<b>9.391,9</b>	<b>8.892,0</b>	<b>7.378,9</b>	<b>514,7</b>	<b>2.774,4</b>	<b>2.327,2</b>	<b>4.425,1</b>	<b>5.244,5</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	135,2	135,9	155,5	176,6	236,9	231,3	362,6	484,8	496,8	335,5
Transferts sociaux en nature - production non marchande (D.631)	69,8	75,4	75,6	80,4	83,6	86,1	93,0	93,0	93,0	93,0
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	65,4	60,5	79,9	96,2	153,3	145,2	269,6	391,8	403,8	242,5
Revenu disponible ajusté (B.7n)	8.887,9	8.978,3	9.236,4	8.715,4	7.142,0	283,4	2.411,8	1.842,4	3.928,3	4.909,0
<b>Total Emplois</b>	<b>9.023,1</b>	<b>9.114,2</b>	<b>9.391,9</b>	<b>8.892,0</b>	<b>7.378,9</b>	<b>514,7</b>	<b>2.774,4</b>	<b>2.327,2</b>	<b>4.425,1</b>	<b>5.244,5</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.023,1	9.114,2	9.391,9	8.892,0	7.378,9	514,7	2.774,4	2.327,2	4.425,1	5.244,5
<b>Total Ressources</b>	<b>9.023,1</b>	<b>9.114,2</b>	<b>9.391,9</b>	<b>8.892,0</b>	<b>7.378,9</b>	<b>514,7</b>	<b>2.774,4</b>	<b>2.327,2</b>	<b>4.425,1</b>	<b>5.244,5</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	9.167,8	9.631,2	9.838,7	10.186,7	11.133,3	11.245,2	11.530,2	11.963,8	12.062,1	12.074,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	135,2	135,9	155,5	176,6	236,9	231,3	362,6	484,8	496,8	335,5
Dépenses de consommation collective (P.32)	9.032,6	9.495,3	9.683,2	10.010,1	10.896,4	11.013,9	11.167,6	11.479,0	11.565,3	11.738,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-144,7	-517,0	-446,8	-1.294,7	-3.754,4	-10.730,5	-8.755,8	-9.636,6	-7.637,0	-6.829,5
<b>Total Emplois</b>	<b>9.023,1</b>	<b>9.114,2</b>	<b>9.391,9</b>	<b>8.892,0</b>	<b>7.378,9</b>	<b>514,7</b>	<b>2.774,4</b>	<b>2.327,2</b>	<b>4.425,1</b>	<b>5.244,5</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	8.887,9	8.978,3	9.236,4	8.715,4	7.142,0	283,4	2.411,8	1.842,4	3.928,3	4.909,0
<b>Total Ressources</b>	<b>8.887,9</b>	<b>8.978,3</b>	<b>9.236,4</b>	<b>8.715,4</b>	<b>7.142,0</b>	<b>283,4</b>	<b>2.411,8</b>	<b>1.842,4</b>	<b>3.928,3</b>	<b>4.909,0</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	9.032,6	9.495,3	9.683,2	10.010,1	10.896,4	11.013,9	11.167,6	11.479,0	11.565,3	11.738,5
Consommation collective effective (P.42)	9.032,6	9.495,3	9.683,2	10.010,1	10.896,4	11.013,9	11.167,6	11.479,0	11.565,3	11.738,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-144,7	-517,0	-446,8	-1.294,7	-3.754,4	-10.730,5	-8.755,8	-9.636,6	-7.637,0	-6.829,5
<b>Total Emplois</b>	<b>8.887,9</b>	<b>8.978,3</b>	<b>9.236,4</b>	<b>8.715,4</b>	<b>7.142,0</b>	<b>283,4</b>	<b>2.411,8</b>	<b>1.842,4</b>	<b>3.928,3</b>	<b>4.909,0</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-144,7	-517,0	-446,8	-1.294,7	-3.754,4	-10.730,5	-8.755,8	-9.636,6	-7.637,0	-6.829,5
Transferts en capital à recevoir (D.9R)	650,6	400,2	441,7	208,7	221,7	229,6	384,6	379,9	931,0	937,0
Impôts en capital (D.91R)	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	300,2	308,4	579,0	637,7
en provenance des ménages	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	300,2	308,4	463,3	636,0
en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	115,7	1,7
Aides à l'investissement (D.92R)	4,0	5,0	4,1	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0	4,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0	4,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	4,0	5,0	4,0	4,0	0,0	10,0	37,8	0,0	1,0	4,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99R)	32,3	271,8	234,1	42,0	50,1	34,7	46,6	71,5	351,0	295,3
En provenance des administrations publiques	3,2	4,0	97,5	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	3,2	4,0	3,2	3,1	5,1	6,6	6,1	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	29,1	267,8	136,6	38,9	45,0	28,1	40,5	71,5	351,0	295,3
En provenance des sociétés non financières	0,1	236,7	19,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	301,2	123,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	6,1	5,7	13,2	20,4	18,2	23,9	30,5	65,4	43,8	38,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	10,0	5,3	6,0	133,9
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	126,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	22,9	25,4	104,3	18,5	26,8	4,2	10,0	5,3	6,0	7,4
Transferts en capital à payer (-) (D.9P)	-1.092,5	-8.881,0	-1.542,0	-2.208,8	-1.886,6	-2.432,6	-2.371,3	-3.587,6	-6.277,1	-3.876,7
Impôts en capital (-) (D.91P)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92P)	-186,3	-1.067,6	-1.162,8	-1.358,4	-1.493,7	-1.777,1	-2.090,8	-3.037,6	-2.859,7	-3.032,0
Versées aux administrations publiques	-58,7	-59,8	-50,9	-56,8	-82,1	-104,8	-158,9	-142,0	-118,3	-96,9
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-45,7	-45,4	-40,1	-45,6	-63,0	-77,8	-128,0	-117,7	-85,5	-56,8
Versées aux administrations locales	-13,0	-14,4	-10,8	-11,2	-19,1	-27,0	-30,9	-24,3	-32,8	-40,1
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-127,6	-1.007,8	-1.111,9	-1.301,6	-1.411,6	-1.672,3	-1.931,9	-2.895,6	-2.741,4	-2.935,1
Versées aux sociétés non financières	-44,2	-855,9	-944,1	-1.134,5	-1.212,4	-1.372,0	-1.441,3	-1.810,8	-1.429,9	-1.492,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-266,4	-850,3	-1.089,1	-1.224,8
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1	-0,3	-0,2
Versées au reste du monde	-83,3	-151,8	-167,7	-167,0	-198,6	-300,0	-224,0	-234,4	-222,1	-218,1
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-22,7	-39,5	-22,8	-22,8	-22,7	-85,9	0,0	0,0	-0,8	-0,7
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-60,6	-112,3	-144,9	-144,2	-175,9	-214,1	-224,0	-234,4	-221,3	-217,4

## 2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres transferts en capital (-) (D.99P)	-906,2	-7.813,4	-379,2	-850,4	-392,9	-655,5	-280,5	-550,0	-3.417,4	-844,7
Versés aux administrations publiques	-617,5	-102,4	-4,9	-0,9	-0,1	-19,8	0,0	0,0	0,0	-72,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-442,4	-75,0	0,0	0,0	0,0	-19,6	0,0	0,0	0,0	-72,0
Versés aux administrations locales	-0,4	-27,4	-4,9	-0,9	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	-174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-288,7	-7.711,0	-374,3	-849,5	-392,8	-635,7	-280,5	-550,0	-3.417,4	-772,7
Versés aux sociétés non financières	44,1	-7.428,6	-31,2	-214,9	-22,0	-38,0	27,9	-76,1	-141,8	-453,1
Versés aux sociétés financières	-53,4	-48,9	-42,3	-356,0	-20,6	-17,1	-26,1	-29,1	-2.923,3	-9,8
Versés aux ménages	-141,4	-8,4	-33,8	-36,8	-37,5	-349,3	-24,0	-29,6	-106,2	-39,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	-1,0	-0,5
Versés au reste du monde	-138,0	-225,1	-267,0	-241,8	-312,7	-231,3	-258,3	-414,9	-245,1	-270,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-25,9	-9,8
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	-12,2	-6,3	-8,8	-9,4	-5,7	-9,4	-7,8	-11,0	-19,8
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-138,0	-212,9	-260,7	-233,0	-303,3	-225,6	-248,9	-407,1	-208,2	-240,4
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-586,6</b>	<b>-8.997,8</b>	<b>-1.547,1</b>	<b>-3.294,8</b>	<b>-5.419,3</b>	<b>-12.933,5</b>	<b>-10.742,5</b>	<b>-12.844,3</b>	<b>-12.983,1</b>	<b>-9.769,2</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-586,6	-8.997,8	-1.547,1	-3.294,8	-5.419,3	-12.933,5	-10.742,5	-12.844,3	-12.983,1	-9.769,2
Total Variations des actifs	-586,6	-8.997,8	-1.547,1	-3.294,8	-5.419,3	-12.933,5	-10.742,5	-12.844,3	-12.983,1	-9.769,2
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-586,6	-8.997,8	-1.547,1	-3.294,8	-5.419,3	-12.933,5	-10.742,5	-12.844,3	-12.983,1	-9.769,2
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-586,6</b>	<b>-8.997,8</b>	<b>-1.547,1</b>	<b>-3.294,8</b>	<b>-5.419,3</b>	<b>-12.933,5</b>	<b>-10.742,5</b>	<b>-12.844,3</b>	<b>-12.983,1</b>	<b>-9.769,2</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	671,2	717,3	181,2	914,8	1.228,3	1.398,7	1.250,9	1.389,3	1.462,1	1.220,4
Formation brute de capital fixe (P.51)	671,2	717,3	181,2	914,8	1.063,0	1.020,9	885,0	836,5	902,1	943,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	378,3	407,7	-138,8	579,6	694,3	681,9	538,9	471,2	495,5	520,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	618,5	547,7	518,1	661,5	766,9	795,1	586,1	567,1	537,2	578,6
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,5	0,2	0,1	0,6	10,4	3,0	4,2	3,1	3,8	7,8
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-240,7	-140,2	-657,0	-82,5	-83,0	-116,2	-51,4	-99,0	-45,5	-66,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	292,9	309,6	320,0	335,2	368,7	339,0	346,1	365,3	406,6	423,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	292,9	309,6	320,0	335,2	368,7	339,0	346,1	365,3	406,6	423,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (P.51C)	-788,1	-1.074,3	-1.123,3	-1.135,2	-1.158,4	-930,7	-946,8	-975,4	-1.006,6	-1.053,7
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	165,3	377,8	365,9	552,8	560,0	277,1
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (NP)	8,6	-692,1	-428,5	10,1	34,7	5,5	-164,4	-4,1	-44,0	-365,1
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (NP.1)	8,2	-82,5	-429,1	8,7	7,6	-3,9	-40,9	30,9	12,3	17,3
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (NP.2)	0,4	-609,6	0,6	1,4	27,1	9,4	-123,5	-35,0	-56,3	-382,4
Achats moins ventes de fonds commerciaux et d'autres actifs commerciaux (NP.3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-478,3	-7.948,7	-176,5	-3.084,5	-5.523,9	-13.407,0	-10.882,2	-13.254,1	-13.394,6	-9.570,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-586,6</b>	<b>-8.997,8</b>	<b>-1.547,1</b>	<b>-3.294,8</b>	<b>-5.419,3</b>	<b>-12.933,5</b>	<b>-10.742,5</b>	<b>-12.844,3</b>	<b>-12.983,1</b>	<b>-9.769,2</b>

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	24.845,7	25.616,4	26.969,5	27.918,7	29.494,5	30.891,0	31.538,1	33.089,0	34.608,7	35.681,2
Production marchande (P.11)	766,1	798,2	848,9	844,8	842,1	849,6	908,5	927,3	990,7	1.055,7
Production pour usage final propre (P.12)	1.347,3	1.395,4	1.371,1	1.490,7	1.671,2	1.835,4	1.968,4	2.084,2	2.246,7	2.282,5
Autre production non marchande (P.13)	22.732,3	23.422,8	24.749,5	25.583,2	26.981,2	28.206,0	28.661,2	30.077,5	31.371,3	32.343,0
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.257,6	1.235,6	1.399,4	1.356,6	1.414,9	1.419,6	1.553,1	1.637,2	1.681,9	1.727,9
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	21.474,7	22.187,2	23.350,1	24.226,6	25.566,3	26.786,4	27.108,1	28.440,3	29.689,4	30.615,1
<b>Total Ressources</b>	<b>24.845,7</b>	<b>25.616,4</b>	<b>26.969,5</b>	<b>27.918,7</b>	<b>29.494,5</b>	<b>30.891,0</b>	<b>31.538,1</b>	<b>33.089,0</b>	<b>34.608,7</b>	<b>35.681,2</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	5.791,0	5.798,1	6.199,7	6.139,8	6.441,4	6.972,8	6.942,9	7.304,3	7.650,4	7.686,7
Valeur ajoutée brute (B.1b)	19.054,7	19.818,3	20.769,8	21.778,9	23.053,1	23.918,2	24.595,2	25.784,7	26.958,3	27.994,5
Consommation de capital fixe (P.51C)	3.690,9	3.801,9	4.075,8	4.257,4	4.460,5	4.451,0	4.653,9	4.933,4	5.158,5	5.427,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	15.363,8	16.016,4	16.694,0	17.521,5	18.592,6	19.467,2	19.941,3	20.851,3	21.799,8	22.567,5
<b>Total Emplois</b>	<b>24.845,7</b>	<b>25.616,4</b>	<b>26.969,5</b>	<b>27.918,7</b>	<b>29.494,5</b>	<b>30.891,0</b>	<b>31.538,1</b>	<b>33.089,0</b>	<b>34.608,7</b>	<b>35.681,2</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	15.363,8	16.016,4	16.694,0	17.521,5	18.592,6	19.467,2	19.941,3	20.851,3	21.799,8	22.567,5
<b>Total Ressources</b>	<b>15.363,8</b>	<b>16.016,4</b>	<b>16.694,0</b>	<b>17.521,5</b>	<b>18.592,6</b>	<b>19.467,2</b>	<b>19.941,3</b>	<b>20.851,3</b>	<b>21.799,8</b>	<b>22.567,5</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	15.363,7	16.016,4	16.694,0	17.521,4	18.592,6	19.467,1	19.941,3	20.851,2	21.799,9	22.567,5
Salaires et traitements bruts (D.11)	10.663,4	11.114,4	11.523,3	12.064,6	12.767,5	13.296,2	13.519,7	14.003,8	14.674,0	15.087,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	4.700,3	4.902,0	5.170,7	5.456,8	5.825,1	6.170,9	6.421,6	6.847,4	7.125,9	7.480,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.400,7	1.401,3	1.472,1	1.561,3	1.640,3	1.729,9	1.795,1	1.904,8	1.924,6	1.985,8
A destination des administrations publiques	1.387,3	1.389,0	1.454,5	1.532,8	1.621,9	1.714,4	1.771,9	1.881,7	1.898,9	1.958,1
A destination des autres secteurs	13,4	12,3	17,6	28,5	18,4	15,5	23,2	23,1	25,7	27,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	3.299,6	3.500,7	3.698,6	3.895,5	4.184,8	4.441,0	4.626,5	4.942,6	5.201,3	5.494,7
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>15.363,8</b>	<b>16.016,4</b>	<b>16.694,0</b>	<b>17.521,5</b>	<b>18.592,6</b>	<b>19.467,2</b>	<b>19.941,3</b>	<b>20.851,3</b>	<b>21.799,8</b>	<b>22.567,5</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.774,9	4.145,5	4.408,2	4.668,3	4.604,0	4.246,7	4.675,4	5.009,6	4.959,8	5.092,3
Impôts sur les produits (D.21)	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7	3.874,2
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7	3.874,2
Autres impôts sur la production (D.29)	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.093,6	1.167,1	1.144,1	1.218,1
Subventions (D.3)	-1.178,6	-1.587,1	-1.611,2	-1.703,0	-1.722,0	-1.625,0	-1.927,0	-1.876,2	-2.029,5	-2.124,7
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-202,6	-30,9	-198,9	-166,8	-193,5	-161,4
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	-263,1	-264,3	-306,2	-202,6	-30,9	-198,9	-166,8	-193,5	-161,4

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.178,6	-1.324,0	-1.346,9	-1.396,8	-1.519,4	-1.594,1	-1.728,1	-1.709,4	-1.836,0	-1.963,3
Revenus de la propriété (D.4)	259,8	256,8	230,9	341,1	333,9	298,0	429,0	749,1	789,0	787,3
Intérêts (D.41)	109,6	84,9	118,7	195,9	237,2	181,2	237,5	286,9	272,2	272,2
En provenance des administrations publiques	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2	5,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	10,5	10,5	11,4	11,9	10,7	5,8	5,1	5,6	5,2	5,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	99,1	74,4	107,3	184,0	226,5	175,4	232,4	281,3	267,0	267,0
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	95,5	70,5	104,4	178,0	219,4	144,1	186,0	241,6	233,3	242,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	111,8	128,8	59,3	89,1	33,6	61,6	96,6	382,3	418,3	435,5
Dividendes (D.421)	111,8	128,8	59,3	89,1	33,6	61,6	96,6	382,3	418,3	435,5
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	11,0	10,8	11,3	12,5	15,7	11,3	11,9	10,1	10,0	10,2
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	11,0	10,8	11,3	12,5	15,7	11,3	11,9	10,1	10,0	10,2
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	27,4	32,3	41,6	43,6	47,4	43,9	83,0	69,8	88,5	69,4
<b>Total Ressources</b>	<b>2.856,2</b>	<b>2.815,2</b>	<b>3.027,9</b>	<b>3.306,5</b>	<b>3.215,9</b>	<b>2.919,8</b>	<b>3.177,4</b>	<b>3.882,6</b>	<b>3.719,2</b>	<b>3.754,9</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	635,4	502,7	427,5	519,4	590,4	673,6	744,8	799,3	854,2	781,7
Intérêts (D.41)	631,7	499,3	419,0	515,1	589,4	670,8	740,9	795,4	850,3	777,8
Versés aux administrations publiques	88,6	63,1	73,5	70,1	97,5	71,1	62,0	38,6	39,9	28,3
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	26,6	28,0	42,1	33,7	65,5	55,4	39,1	13,6	20,0	9,8
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0	2,4	0,9	0,8
Versés aux administrations de sécurité sociale	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9	22,6	19,0	17,7
Versés aux autres secteurs	543,1	436,2	345,5	445,0	491,9	599,7	678,9	756,8	810,4	749,5
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	604,4	542,3	501,9	536,6	533,8	683,9	778,4	856,0	975,7	955,4
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	3,7	3,4	8,5	4,3	1,0	2,8	3,9	3,9	3,9	3,9
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	3,7	3,4	8,5	4,3	1,0	2,8	3,9	3,9	3,9	3,9
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.220,8	2.312,5	2.600,4	2.787,1	2.625,5	2.246,2	2.432,6	3.083,3	2.865,0	2.973,2
<b>Total Emplois</b>	<b>2.856,2</b>	<b>2.815,2</b>	<b>3.027,9</b>	<b>3.306,5</b>	<b>3.215,9</b>	<b>2.919,8</b>	<b>3.177,4</b>	<b>3.882,6</b>	<b>3.719,2</b>	<b>3.754,9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.220,8	2.312,5	2.600,4	2.787,1	2.625,5	2.246,2	2.432,6	3.083,3	2.865,0	2.973,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales nettes(D.61)	3.337,4	3.538,2	3.740,3	3.933,1	4.230,2	4.481,1	4.667,1	4.983,2	5.241,9	5.535,3
p.m. Cotisations sociales effectives	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6	40,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
A charge des administrations publiques	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	3.299,6	3.500,7	3.698,6	3.895,5	4.184,8	4.441,0	4.626,5	4.942,6	5.201,3	5.494,7
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.613)	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants (D.7)	28.329,4	30.119,6	31.235,9	33.031,1	35.211,1	34.915,8	35.229,0	38.344,9	40.010,1	40.616,3
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	69,7	79,8	75,6	76,2	80,2	85,3	91,7	106,8	110,2	113,5
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	28.026,9	29.739,4	30.834,5	32.633,9	34.777,0	34.571,2	34.627,6	37.704,1	39.233,5	39.872,4
Transferts de recettes fiscales	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	3.795,9	4.027,5	4.234,4	4.554,3	4.847,5	5.210,9	5.485,0	5.792,5	6.181,1	6.562,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	3.526,5	3.762,2	4.012,7	4.249,9	4.576,8	4.861,4	5.120,6	5.401,5	5.793,9	6.153,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	176,1	187,1	182,7	203,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	84,6	96,2	98,4	104,5	138,7	156,0	188,3	203,9	204,5	206,8
Coopération internationale courante (D.74)	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	217,1	217,4	278,0	283,7
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	46,4	81,5	132,5	69,8	117,9	65,5	217,1	217,4	278,0	283,7
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts courants divers (D.75)	186,4	218,9	193,3	251,2	236,0	193,8	292,6	316,6	388,4	346,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	186,4	218,9	193,3	251,2	236,0	193,8	292,6	316,6	388,4	346,7
En provenance des sociétés non financières	33,5	35,1	42,9	43,3	21,4	4,5	12,1	12,9	13,7	14,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	152,9	183,8	150,4	207,9	214,6	189,3	280,5	303,7	374,7	332,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>34.908,3</b>	<b>37.019,5</b>	<b>38.616,6</b>	<b>40.888,3</b>	<b>43.190,4</b>	<b>42.755,0</b>	<b>43.452,0</b>	<b>47.620,6</b>	<b>49.290,9</b>	<b>50.322,0</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	7,6	1,0	2,1	1,6	2,4	0,4	-2,0	-10,0	-11,6	3,1
Impôts sur le revenu (D.51)	7,6	1,0	2,1	1,6	2,4	0,4	-2,0	-10,0	-11,6	3,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	3.825,5	4.059,3	4.275,9	4.646,1	4.929,3	5.309,8	5.402,7	5.633,8	5.835,3	6.138,6
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations d'assurance sociale (D.622)	3.332,7	3.536,5	3.735,9	3.934,7	4.226,6	4.485,6	4.672,8	4.988,9	5.247,6	5.541,0
Prestations d'assurance sociale de fonds de pension	33,1	35,8	37,3	39,2	41,8	44,6	46,3	46,3	46,3	46,3
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	3.299,6	3.500,7	3.698,6	3.895,5	4.184,8	4.441,0	4.626,5	4.942,6	5.201,3	5.494,7
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.623)	492,8	522,8	540,0	711,4	702,7	824,2	729,9	644,9	587,7	597,6
Autres transferts courants (D.7)	8.052,6	8.546,8	9.076,1	9.493,8	10.426,7	10.981,7	11.289,0	11.615,6	11.843,2	12.329,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	101,2	104,7	103,4	103,5	110,1	117,5	121,8	123,8	129,4	133,3
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	6.299,7	6.712,6	7.151,8	7.349,0	7.914,9	8.012,2	8.206,4	8.372,9	8.675,1	9.131,2
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.299,7	6.712,6	7.151,8	7.349,0	7.914,9	8.012,2	8.206,4	8.372,9	8.675,1	9.131,2
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	54,1	8,1	6,3	8,3	6,5	6,7	9,4	6,6	6,7	6,2
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	6.154,9	6.605,4	6.890,7	7.214,7	7.779,4	7.854,7	8.039,8	8.177,8	8.463,4	8.903,7
Aux administrations de sécurité sociale	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2	188,5	205,0	221,3
Coopération internationale courante (D.74)	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	65,9	69,5	71,3	56,5
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	20,5	41,8	40,6	45,2	43,9	46,9	65,9	69,5	71,3	56,5
Transferts courants divers (D.75)	1.631,2	1.687,7	1.780,3	1.996,1	2.357,8	2.805,1	2.894,9	3.049,4	2.967,4	3.008,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux autres secteurs	1.631,2	1.687,7	1.780,3	1.996,1	2.357,8	2.805,1	2.894,9	3.049,4	2.967,4	3.008,7
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.631,2	1.687,7	1.780,3	1.996,1	2.357,8	2.455,1	2.894,9	3.049,4	2.967,4	3.008,7
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB (D.76)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Troisième ressource propre de l'UE fondée sur la TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Quatrième ressource propre de l'UE fondée sur le RNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rabais britannique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contributions non fiscales diverses versées par les administrations publiques aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	23.022,6	24.412,4	25.262,5	26.746,8	27.832,0	26.463,1	26.762,3	30.381,2	31.624,0	31.850,6
<b>Total Emplois</b>	<b>34.908,3</b>	<b>37.019,5</b>	<b>38.616,6</b>	<b>40.888,3</b>	<b>43.190,4</b>	<b>42.755,0</b>	<b>43.452,0</b>	<b>47.620,6</b>	<b>49.290,9</b>	<b>50.322,0</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	23.022,6	24.412,4	25.262,5	26.746,8	27.832,0	26.463,1	26.762,3	30.381,2	31.624,0	31.850,6
<b>Total Ressources</b>	<b>23.022,6</b>	<b>24.412,4</b>	<b>25.262,5</b>	<b>26.746,8</b>	<b>27.832,0</b>	<b>26.463,1</b>	<b>26.762,3</b>	<b>30.381,2</b>	<b>31.624,0</b>	<b>31.850,6</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	14.449,6	15.226,4	16.120,8	16.686,6	17.704,5	18.357,5	18.805,3	19.867,4	20.458,6	20.654,4
Transferts sociaux en nature - production non marchande (D.631)	12.659,7	13.305,6	14.090,9	14.540,6	15.324,1	15.769,6	16.310,5	17.157,5	17.512,8	17.819,8
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.709,9	2.945,8	2.834,6
Revenu disponible ajusté (B.7n)	8.573,0	9.186,0	9.141,7	10.060,2	10.127,5	8.105,6	7.957,0	10.513,8	11.165,4	11.196,2
<b>Total Emplois</b>	<b>23.022,6</b>	<b>24.412,4</b>	<b>25.262,5</b>	<b>26.746,8</b>	<b>27.832,0</b>	<b>26.463,1</b>	<b>26.762,3</b>	<b>30.381,2</b>	<b>31.624,0</b>	<b>31.850,6</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	23.022,6	24.412,4	25.262,5	26.746,8	27.832,0	26.463,1	26.762,3	30.381,2	31.624,0	31.850,6
<b>Total Ressources</b>	<b>23.022,6</b>	<b>24.412,4</b>	<b>25.262,5</b>	<b>26.746,8</b>	<b>27.832,0</b>	<b>26.463,1</b>	<b>26.762,3</b>	<b>30.381,2</b>	<b>31.624,0</b>	<b>31.850,6</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	23.264,6	24.108,0	25.380,0	26.372,6	27.946,7	29.374,3	29.602,9	31.150,2	32.635,2	33.449,6
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	14.449,6	15.226,4	16.120,8	16.686,6	17.704,5	18.357,5	18.805,3	19.867,4	20.458,6	20.654,4
Dépenses de consommation collective (P.32)	8.815,0	8.881,6	9.259,2	9.686,0	10.242,2	11.016,8	10.797,6	11.282,8	12.176,6	12.795,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	4,6	1,7	4,4	-1,6	3,7	-4,5	-5,7	-5,7	-5,7	-5,7
Épargne (B.8n)	-246,6	302,7	-121,9	375,8	-118,4	-2.906,7	-2.834,9	-763,3	-1.005,5	-1.593,3
<b>Total Emplois</b>	<b>23.022,6</b>	<b>24.412,4</b>	<b>25.262,5</b>	<b>26.746,8</b>	<b>27.832,0</b>	<b>26.463,1</b>	<b>26.762,3</b>	<b>30.381,2</b>	<b>31.624,0</b>	<b>31.850,6</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	8.573,0	9.186,0	9.141,7	10.060,2	10.127,5	8.105,6	7.957,0	10.513,8	11.165,4	11.196,2
<b>Total Ressources</b>	<b>8.573,0</b>	<b>9.186,0</b>	<b>9.141,7</b>	<b>10.060,2</b>	<b>10.127,5</b>	<b>8.105,6</b>	<b>7.957,0</b>	<b>10.513,8</b>	<b>11.165,4</b>	<b>11.196,2</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	8.815,0	8.881,6	9.259,2	9.686,0	10.242,2	11.016,8	10.797,6	11.282,8	12.176,6	12.795,2
Consommation collective effective (P.42)	8.815,0	8.881,6	9.259,2	9.686,0	10.242,2	11.016,8	10.797,6	11.282,8	12.176,6	12.795,2
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	4,6	1,7	4,4	-1,6	3,7	-4,5	-5,7	-5,7	-5,7	-5,7
Épargne (B.8n)	-246,6	302,7	-121,9	375,8	-118,4	-2.906,7	-2.834,9	-763,3	-1.005,5	-1.593,3
<b>Total Emplois</b>	<b>8.573,0</b>	<b>9.186,0</b>	<b>9.141,7</b>	<b>10.060,2</b>	<b>10.127,5</b>	<b>8.105,6</b>	<b>7.957,0</b>	<b>10.513,8</b>	<b>11.165,4</b>	<b>11.196,2</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										



## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	-246,6	302,7	-121,9	375,8	-118,4	-2.906,7	-2.834,9	-763,3	-1.005,5	-1.593,3
Transferts en capital à recevoir (D.9R)	2.083,7	1.908,4	2.037,7	2.142,4	2.308,0	2.205,1	2.505,7	2.717,9	2.951,1	3.633,9
Impôts en capital (D.91R)	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,1	2.463,3	2.739,0	3.335,3
en provenance des ménages	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.296,1	2.463,3	2.739,0	3.335,3
en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92R)	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,5	128,1	99,1	67,4
En provenance des administrations publiques	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0	117,7	85,5	56,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	45,7	45,4	40,1	45,6	63,0	77,8	128,0	117,7	85,5	56,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	10,4	13,6	10,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	10,4	13,6	10,6
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99R)	475,7	113,6	47,8	43,8	46,5	77,5	81,1	126,5	113,0	231,2
En provenance des administrations publiques	445,3	77,9	2,1	2,4	6,3	28,4	9,8	23,3	10,5	81,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	442,4	75,0	0,0	0,0	0,0	19,6	0,0	0,0	0,0	72,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	2,9	2,9	2,1	2,4	6,3	8,8	9,8	23,3	10,5	9,6
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	30,4	35,7	45,7	41,4	40,2	49,1	71,3	103,2	102,5	149,6
En provenance des sociétés non financières	14,2	14,0	16,1	19,7	19,1	29,2	41,3	70,2	70,5	110,5
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	14,4	16,0	9,0	10,7	9,1	9,3	8,8	13,9	9,5	11,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	21,2	19,1	22,5	27,5
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	1,8	5,7	20,6	11,0	12,0	10,6	21,2	19,1	22,5	27,5
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9P)	-2.396,8	-2.249,5	-2.187,7	-2.071,1	-3.371,1	-2.633,3	-2.609,4	-3.325,2	-2.551,9	-3.376,9
Impôts en capital (-) (D.91P)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92P)	-2.050,4	-1.992,3	-2.152,1	-2.007,6	-2.488,3	-2.575,0	-2.628,2	-2.723,2	-2.716,2	-3.311,1
Versées aux administrations publiques	-741,2	-715,3	-639,2	-590,8	-773,1	-548,7	-588,3	-751,3	-815,1	-794,7
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-741,2	-715,3	-639,1	-590,8	-773,1	-548,7	-588,3	-751,3	-815,1	-794,7
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.309,2	-1.277,0	-1.512,9	-1.416,8	-1.715,2	-2.026,3	-2.039,9	-1.971,9	-1.901,1	-2.516,4
Versées aux sociétés non financières	-1.101,7	-1.114,7	-1.357,7	-1.207,2	-1.442,8	-1.666,5	-1.647,4	-1.615,9	-1.558,1	-2.193,6
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-89,6	-97,0	-101,2	-156,4	-206,5	-280,0	-330,4	-267,0	-269,9	-226,9
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-74,2	-54,1	-53,3	-53,2	-65,8	-70,6	-60,3	-88,4	-72,1	-84,5
Versées au reste du monde	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0	-11,4
Versées aux états membres de l'Union européenne	-43,7	-11,2	-0,7	0,0	-0,1	-9,2	-1,8	-0,6	-1,0	-11,4
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres transferts en capital (-) (D.99P)	-346,4	-257,2	-35,6	-63,5	-882,8	-58,3	18,8	-602,0	164,3	-65,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	-825,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	-625,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	-200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-346,4	-257,2	-35,6	-63,5	-57,2	-58,3	18,8	-602,0	164,3	-65,8
Versés aux sociétés non financières	139,0	-113,8	-35,6	-58,1	-50,9	-58,3	52,0	-25,0	182,6	-61,8
Versés aux sociétés financières	-485,4	-143,4	0,0	-5,4	-6,3	0,0	-33,2	-577,0	-8,0	-4,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-10,3	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-559,7</b>	<b>-38,4</b>	<b>-271,9</b>	<b>447,1</b>	<b>-1.181,5</b>	<b>-3.334,9</b>	<b>-2.938,6</b>	<b>-1.370,6</b>	<b>-606,3</b>	<b>-1.336,3</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-559,7	-38,4	-271,9	447,1	-1.181,5	-3.334,9	-2.938,6	-1.370,6	-606,3	-1.336,3
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-559,7</b>	<b>-38,4</b>	<b>-271,9</b>	<b>447,1</b>	<b>-1.181,5</b>	<b>-3.334,9</b>	<b>-2.938,6</b>	<b>-1.370,6</b>	<b>-606,3</b>	<b>-1.336,3</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-559,7	-38,4	-271,9	447,1	-1.181,5	-3.334,9	-2.938,6	-1.370,6	-606,3	-1.336,3
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-559,7</b>	<b>-38,4</b>	<b>-271,9</b>	<b>447,1</b>	<b>-1.181,5</b>	<b>-3.334,9</b>	<b>-2.938,6</b>	<b>-1.370,6</b>	<b>-606,3</b>	<b>-1.336,3</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	3.185,1	3.302,8	3.244,9	3.402,9	3.716,8	3.872,4	4.489,0	4.769,3	4.708,4	4.694,0
Formation brute de capital fixe (P.51)	3.189,0	3.299,4	3.222,4	3.394,9	3.698,6	3.847,6	4.475,1	4.774,1	4.711,4	4.680,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.876,2	1.934,0	1.884,0	1.942,0	2.058,9	2.045,0	2.538,3	2.722,3	2.505,9	2.430,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.199,4	2.055,4	2.027,9	2.024,2	2.109,4	2.147,0	2.601,9	2.769,5	2.671,0	2.507,7
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-323,2	-121,4	-143,9	-82,2	-50,5	-102,0	-63,6	-47,2	-165,1	-77,6
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	1.312,8	1.365,4	1.338,4	1.452,9	1.639,7	1.802,6	1.936,8	2.051,8	2.205,5	2.250,7
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	1.312,8	1.365,4	1.338,4	1.452,9	1.639,7	1.802,6	1.936,8	2.051,8	2.205,5	2.250,7
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (P.51C)	-3.690,9	-3.801,9	-4.075,8	-4.257,4	-4.460,5	-4.451,0	-4.653,9	-4.933,4	-5.158,5	-5.427,0
Variation des stocks (P.52)	-3,9	3,4	22,5	8,0	18,2	24,8	13,9	-4,8	-3,0	13,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (NP)	0,1	6,4	0,1	0,2	0,3	0,2	-90,2	-70,5	28,0	101,3
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (NP.1)	0,1	6,4	0,1	0,2	0,3	0,2	-90,2	-70,5	28,0	101,3
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (NP.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achats moins ventes de fonds commerciaux et d'autres actifs commerciaux (NP.3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-54,0	454,3	558,9	1.301,4	-438,1	-2.756,5	-2.683,5	-1.136,0	-184,2	-704,6
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-559,7</b>	<b>-38,4</b>	<b>-271,9</b>	<b>447,1</b>	<b>-1.181,5</b>	<b>-3.334,9</b>	<b>-2.938,6</b>	<b>-1.370,6</b>	<b>-606,3</b>	<b>-1.336,3</b>

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	14.626,6	15.603,1	16.617,9	17.169,5	18.071,0	18.815,8	19.650,9	20.474,2	21.476,2	22.225,5
Production marchande (P.11)	787,6	821,4	823,4	850,5	832,2	850,1	864,1	961,8	1.029,7	1.079,5
Production pour usage final propre (P.12)	2,5	4,6	8,9	11,3	12,3	10,2	14,7	11,8	7,7	7,7
Autre production non marchande (P.13)	13.836,5	14.777,1	15.785,6	16.307,7	17.226,5	17.955,5	18.772,1	19.500,6	20.438,8	21.138,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	627,9	661,2	642,5	726,6	787,6	805,2	881,0	936,1	872,8	892,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	13.208,6	14.115,9	15.143,1	15.581,1	16.438,9	17.150,3	17.891,1	18.564,5	19.566,0	20.245,5
<b>Total Ressources</b>	<b>14.626,6</b>	<b>15.603,1</b>	<b>16.617,9</b>	<b>17.169,5</b>	<b>18.071,0</b>	<b>18.815,8</b>	<b>19.650,9</b>	<b>20.474,2</b>	<b>21.476,2</b>	<b>22.225,5</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.834,9	3.047,6	3.194,9	3.115,7	3.237,1	3.497,2	3.580,1	3.677,8	3.901,8	3.971,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	11.791,7	12.555,5	13.423,0	14.053,8	14.833,9	15.318,6	16.070,8	16.796,4	17.574,4	18.254,5
Consommation de capital fixe (P.51C)	1.388,1	1.492,4	1.661,7	1.807,2	1.943,2	1.912,0	2.062,7	2.229,8	2.367,6	2.487,2
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.403,6	11.063,1	11.761,3	12.246,6	12.890,7	13.406,6	14.008,1	14.566,6	15.206,8	15.767,3
<b>Total Emplois</b>	<b>14.626,6</b>	<b>15.603,1</b>	<b>16.617,9</b>	<b>17.169,5</b>	<b>18.071,0</b>	<b>18.815,8</b>	<b>19.650,9</b>	<b>20.474,2</b>	<b>21.476,2</b>	<b>22.225,5</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.403,6	11.063,1	11.761,3	12.246,6	12.890,7	13.406,6	14.008,1	14.566,6	15.206,8	15.767,3
<b>Total Ressources</b>	<b>10.403,6</b>	<b>11.063,1</b>	<b>11.761,3</b>	<b>12.246,6</b>	<b>12.890,7</b>	<b>13.406,6</b>	<b>14.008,1</b>	<b>14.566,6</b>	<b>15.206,8</b>	<b>15.767,3</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	10.403,6	11.063,1	11.761,4	12.246,5	12.890,7	13.406,5	14.007,9	14.566,6	15.206,9	15.767,3
Salaires et traitements bruts (D.11)	7.476,6	7.997,1	8.464,3	8.784,7	9.272,2	9.581,3	9.948,2	10.279,2	10.545,1	10.686,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.927,0	3.066,0	3.297,1	3.461,8	3.618,5	3.825,2	4.059,7	4.287,4	4.661,8	5.080,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.826,9	2.019,4	2.028,0	2.096,6	2.219,6	2.384,7	2.582,8	2.734,1	3.045,7	3.381,4
A destination des administrations publiques	1.524,8	1.689,7	1.751,0	1.815,8	1.913,6	2.063,9	2.210,0	2.340,3	2.845,7	3.181,4
A destination des autres secteurs	302,1	329,7	277,0	280,8	306,0	320,8	372,8	393,8	200,0	200,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.100,1	1.046,6	1.269,1	1.365,2	1.398,9	1.440,5	1.476,9	1.553,3	1.616,1	1.699,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	-0,1	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>10.403,6</b>	<b>11.063,1</b>	<b>11.761,3</b>	<b>12.246,6</b>	<b>12.890,7</b>	<b>13.406,6</b>	<b>14.008,1</b>	<b>14.566,6</b>	<b>15.206,8</b>	<b>15.767,3</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	-0,1	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	3.949,1	4.087,4	4.241,5	4.391,8	4.460,6	4.545,6	4.730,5	4.912,1	4.938,8	5.204,9
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	3.949,1	3.987,0	4.080,1	4.224,8	4.380,6	4.545,6	4.730,5	4.912,1	4.938,8	5.204,9
Subventions (D.3)	-278,1	-278,7	-321,2	-317,1	-190,8	-153,3	-222,3	-255,5	-278,1	-305,7
Subventions sur les produits (D.31)	-139,5	-142,0	-163,3	-173,5	-56,8	-37,2	-53,1	-45,0	-40,5	-45,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-139,5	-142,0	-163,3	-173,5	-56,8	-37,2	-53,1	-45,0	-40,5	-45,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres subventions sur la production (D.39)	-138,6	-136,7	-157,9	-143,6	-134,0	-116,1	-169,2	-210,5	-237,6	-260,7
Revenus de la propriété (D.4)	859,9	941,6	1.218,5	1.163,0	1.242,2	1.101,4	1.014,3	1.016,9	1.077,6	943,7
Intérêts (D.41)	161,4	176,0	184,6	241,2	270,6	198,2	180,8	189,8	168,4	128,5
En provenance des administrations publiques	51,6	38,8	52,3	61,9	30,2	5,0	3,1	4,6	3,5	3,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	14,6	22,5	36,5	39,7	11,1	2,8	2,1	2,2	2,6	2,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	37,0	16,3	15,8	22,2	19,1	2,2	1,0	2,4	0,9	0,8
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	109,8	137,2	132,3	179,3	240,4	193,2	177,7	185,2	164,9	125,1
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	91,1	110,2	103,2	149,1	215,7	124,2	108,7	132,4	122,0	95,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	551,0	610,3	867,6	748,7	796,9	725,4	635,2	615,5	695,2	595,4
Dividendes (D.421)	521,0	580,3	829,0	697,0	730,1	686,6	600,8	565,9	654,2	555,8
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	30,0	30,0	38,6	51,7	66,8	38,8	34,4	49,6	41,0	39,6
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	8,0	7,8	8,2	9,1	11,4	8,3	8,7	7,4	7,2	7,5
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	8,0	7,8	8,2	9,1	11,4	8,3	8,7	7,4	7,2	7,5
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	139,5	147,5	158,1	164,0	163,3	169,5	189,6	204,2	206,8	212,3
<b>Total Ressources</b>	<b>4.530,9</b>	<b>4.750,3</b>	<b>5.138,7</b>	<b>5.237,8</b>	<b>5.512,0</b>	<b>5.493,8</b>	<b>5.522,7</b>	<b>5.673,5</b>	<b>5.738,2</b>	<b>5.842,9</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	610,9	510,8	463,7	616,4	694,3	516,3	534,1	546,4	494,7	434,1
Intérêts (D.41)	608,9	508,7	461,9	614,3	692,5	515,3	533,2	545,5	493,8	433,2
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	608,9	508,7	461,9	614,3	692,5	515,3	533,2	545,5	493,8	433,2
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	696,2	690,9	749,2	791,7	773,6	667,3	626,4	641,3	659,2	638,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	2,0	2,1	1,8	2,1	1,8	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	2,0	2,1	1,8	2,1	1,8	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.920,0	4.239,5	4.675,0	4.621,4	4.817,7	4.977,5	4.988,6	5.127,1	5.243,5	5.408,8
<b>Total Emplois</b>	<b>4.530,9</b>	<b>4.750,3</b>	<b>5.138,7</b>	<b>5.237,8</b>	<b>5.512,0</b>	<b>5.493,8</b>	<b>5.522,7</b>	<b>5.673,5</b>	<b>5.738,2</b>	<b>5.842,9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.920,0	4.239,5	4.675,0	4.621,4	4.817,7	4.977,5	4.988,6	5.127,1	5.243,5	5.408,8
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	2.398,9	2.506,2	2.764,1	3.238,1	2.525,7	3.558,4	3.265,3	3.455,7	3.100,7	3.294,2
Impôts sur le revenu (D.51)	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	401,6	413,0	422,8
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	401,6	413,0	422,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	401,6	413,0	422,8
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales nettes (D.61)	1.121,8	1.069,1	1.287,6	1.385,7	1.420,3	1.462,0	1.498,6	1.574,9	1.638,7	1.721,7
p.m. Cotisations sociales effectives	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,6	22,4
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
A charge des administrations publiques	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	1.100,1	1.046,6	1.269,1	1.365,2	1.398,9	1.440,5	1.476,9	1.553,3	1.616,1	1.699,3
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants (D.7)	8.816,8	9.391,1	9.880,5	10.306,6	11.258,3	11.386,8	11.705,2	12.031,3	12.539,5	13.290,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	50,9	58,2	55,2	55,6	58,5	62,3	66,9	77,9	80,4	82,8
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	8.610,4	9.175,9	9.630,8	10.035,5	10.860,8	11.021,1	11.325,9	11.643,7	11.988,8	12.745,8
Transferts de recettes fiscales	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	8.468,8	9.027,0	9.484,8	9.909,4	10.749,6	10.882,1	11.177,2	11.491,3	11.838,0	12.581,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2.288,5	2.396,6	2.567,6	2.666,7	2.942,1	2.999,1	3.111,3	3.289,4	3.350,5	3.654,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	6.154,9	6.605,4	6.890,7	7.214,7	7.779,4	7.854,7	8.039,8	8.177,8	8.463,4	8.903,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1	24,1	24,1	24,2
Coopération internationale courante (D.74)	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8	17,1	17,4	17,7
En provenance des états membres de l'Union européenne	15,0	15,3	15,6	15,9	16,2	16,5	16,8	17,1	17,4	17,7
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts courants divers (D.75)	140,5	141,7	178,9	199,6	322,8	286,9	295,6	292,6	452,9	444,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	140,5	141,7	178,9	199,6	322,8	286,9	295,6	292,6	452,9	444,6
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	7,7	9,7	9,3	11,6	10,9	12,0	10,0	10,4
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	140,5	141,7	171,2	189,9	313,5	275,3	284,7	280,6	442,9	434,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>16.257,5</b>	<b>17.205,9</b>	<b>18.607,2</b>	<b>19.551,8</b>	<b>20.022,0</b>	<b>21.384,7</b>	<b>21.457,7</b>	<b>22.189,0</b>	<b>22.522,4</b>	<b>23.715,6</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	11,4	11,3	8,2	7,2	7,9	12,4	9,4	13,4	18,6	20,3
Impôts sur le revenu (D.51)	11,4	11,3	8,2	7,2	7,9	12,4	9,4	13,4	18,6	20,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.701,5	1.674,0	1.908,6	1.990,9	2.135,6	2.247,6	2.299,2	2.499,8	2.648,0	2.768,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations d'assurance sociale (D.622)	1.125,2	1.072,5	1.291,5	1.388,4	1.423,2	1.465,5	1.502,0	1.578,3	1.642,1	1.725,1
Prestations d'assurance sociale de fonds de pension	5,9	6,0	6,2	6,7	6,9	7,5	7,8	7,8	7,8	7,8
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	1.119,3	1.066,5	1.285,3	1.381,7	1.416,3	1.458,0	1.494,2	1.570,5	1.634,3	1.717,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.623)	576,3	601,5	617,1	602,5	712,4	782,1	797,2	921,5	1.005,9	1.043,7
Autres transferts courants (D.7)	781,4	796,8	911,6	1.015,4	1.006,0	1.153,1	1.147,1	1.204,6	1.314,9	1.444,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	73,5	76,1	75,2	75,3	80,0	85,4	88,6	90,1	94,1	96,9
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	215,3	228,4	234,0	247,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	185,4	170,6	169,1	237,6	172,5	231,6	215,3	228,4	234,0	247,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,6	1,5	45,8	37,7	40,5	38,1	39,2	41,3	51,3	44,9
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	184,8	169,1	123,3	199,9	132,0	193,5	176,1	187,1	182,7	203,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	522,5	550,1	667,3	702,5	753,5	836,1	843,2	886,1	986,8	1.099,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux autres secteurs	522,5	550,1	667,3	702,5	753,5	836,1	843,2	886,1	986,8	1.099,4
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	1,0	1,3	6,1	7,2	1,8	1,2	3,5	5,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	276,2	298,4	106,8	108,8	130,8	158,7	153,1	183,4	237,6	270,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	246,3	251,7	559,5	592,4	616,6	670,2	688,3	701,5	745,7	823,2
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB (D.76)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Troisième ressource propre de l'UE fondée sur la TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Quatrième ressource propre de l'UE fondée sur le RNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rabais britannique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contributions non fiscales diverses versées par les administrations publiques aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	13.763,2	14.723,8	15.778,8	16.538,3	16.872,5	17.971,6	18.002,0	18.471,2	18.540,9	19.482,3
<b>Total Emplois</b>	<b>16.257,5</b>	<b>17.205,9</b>	<b>18.607,2</b>	<b>19.551,8</b>	<b>20.022,0</b>	<b>21.384,7</b>	<b>21.457,7</b>	<b>22.189,0</b>	<b>22.522,4</b>	<b>23.715,6</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.763,2	14.723,8	15.778,8	16.538,3	16.872,5	17.971,6	18.002,0	18.471,2	18.540,9	19.482,3
<b>Total Ressources</b>	<b>13.763,2</b>	<b>14.723,8</b>	<b>15.778,8</b>	<b>16.538,3</b>	<b>16.872,5</b>	<b>17.971,6</b>	<b>18.002,0</b>	<b>18.471,2</b>	<b>18.540,9</b>	<b>19.482,3</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	5.826,3	6.096,6	6.667,3	6.977,0	7.568,2	7.708,4	8.094,3	8.423,4	8.686,0	8.908,3
Transferts sociaux en nature - production non marchande (D.631)	5.578,6	5.843,8	6.426,4	6.736,8	7.281,7	7.419,7	7.777,7	8.083,4	8.306,5	8.553,0
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	340,0	379,5	355,3
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.936,9	8.627,2	9.111,5	9.561,3	9.304,3	10.263,2	9.907,7	10.047,8	9.854,9	10.574,0
<b>Total Emplois</b>	<b>13.763,2</b>	<b>14.723,8</b>	<b>15.778,8</b>	<b>16.538,3</b>	<b>16.872,5</b>	<b>17.971,6</b>	<b>18.002,0</b>	<b>18.471,2</b>	<b>18.540,9</b>	<b>19.482,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.763,2	14.723,8	15.778,8	16.538,3	16.872,5	17.971,6	18.002,0	18.471,2	18.540,9	19.482,3
<b>Total Ressources</b>	<b>13.763,2</b>	<b>14.723,8</b>	<b>15.778,8</b>	<b>16.538,3</b>	<b>16.872,5</b>	<b>17.971,6</b>	<b>18.002,0</b>	<b>18.471,2</b>	<b>18.540,9</b>	<b>19.482,3</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	13.456,3	14.368,7	15.384,0	15.821,3	16.725,4	17.439,0	18.207,7	18.904,5	19.945,5	20.600,8
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	5.826,3	6.096,6	6.667,3	6.977,0	7.568,2	7.708,4	8.094,3	8.423,4	8.686,0	8.908,3
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.630,0	8.272,1	8.716,7	8.844,3	9.157,2	9.730,6	10.113,4	10.481,1	11.259,5	11.692,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,0	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5
Epargne (B.8n)	307,6	355,8	396,3	716,6	147,1	534,1	-204,2	-431,8	-1.403,1	-1.117,0
<b>Total Emplois</b>	<b>13.763,2</b>	<b>14.723,8</b>	<b>15.778,8</b>	<b>16.538,3</b>	<b>16.872,5</b>	<b>17.971,6</b>	<b>18.002,0</b>	<b>18.471,2</b>	<b>18.540,9</b>	<b>19.482,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	7.936,9	8.627,2	9.111,5	9.561,3	9.304,3	10.263,2	9.907,7	10.047,8	9.854,9	10.574,0
<b>Total Ressources</b>	<b>7.936,9</b>	<b>8.627,2</b>	<b>9.111,5</b>	<b>9.561,3</b>	<b>9.304,3</b>	<b>10.263,2</b>	<b>9.907,7</b>	<b>10.047,8</b>	<b>9.854,9</b>	<b>10.574,0</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.630,0	8.272,1	8.716,7	8.844,3	9.157,2	9.730,6	10.113,4	10.481,1	11.259,5	11.692,5
Consommation collective effective (P.42)	7.630,0	8.272,1	8.716,7	8.844,3	9.157,2	9.730,6	10.113,4	10.481,1	11.259,5	11.692,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	-0,7	-0,7	-1,5	0,4	0,0	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5	-1,5
Epargne (B.8n)	307,6	355,8	396,3	716,6	147,1	534,1	-204,2	-431,8	-1.403,1	-1.117,0
<b>Total Emplois</b>	<b>7.936,9</b>	<b>8.627,2</b>	<b>9.111,5</b>	<b>9.561,3</b>	<b>9.304,3</b>	<b>10.263,2</b>	<b>9.907,7</b>	<b>10.047,8</b>	<b>9.854,9</b>	<b>10.574,0</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										

## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	307,6	355,8	396,3	716,6	147,1	534,1	-204,2	-431,8	-1.403,1	-1.117,0
Transferts en capital à recevoir (D.9R)	820,5	813,5	704,0	635,3	1.458,1	612,9	648,0	822,5	881,9	893,1
Impôts en capital (D.91R)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
en provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92R)	754,2	729,7	649,9	602,0	792,2	575,7	619,2	775,6	847,9	834,8
En provenance des administrations publiques	754,2	729,7	649,9	602,0	792,2	575,7	619,2	775,6	847,9	834,8
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	13,0	14,4	10,8	11,2	19,1	27,0	30,9	24,3	32,8	40,1
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	741,2	715,3	639,1	590,8	773,1	548,7	588,3	751,3	815,1	794,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99R)	66,3	83,8	54,1	33,3	665,9	37,2	28,8	46,9	34,0	58,3
En provenance des administrations publiques	0,4	27,4	4,9	0,9	625,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,4	27,4	4,9	0,9	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	625,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	65,9	56,4	49,2	32,4	40,2	37,0	28,8	46,9	34,0	58,3
En provenance des sociétés non financières	56,5	47,0	43,7	26,1	33,4	28,6	23,6	39,9	25,0	36,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	9,4	9,4	5,5	6,3	6,8	8,4	5,2	7,0	9,0	22,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9P)	-421,3	-312,4	-298,1	-287,9	-402,4	-838,2	-335,4	-506,6	-434,0	-385,5
Impôts en capital (-) (D.91P)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92P)	-206,8	-258,2	-63,7	-100,8	-66,7	-62,8	-43,9	-111,9	-118,8	-110,2
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-206,8	-258,2	-63,7	-100,8	-66,7	-62,8	-43,9	-111,9	-118,8	-110,2
Versées aux sociétés non financières	-130,4	-166,8	-34,9	-68,2	-35,0	-29,1	-6,9	-64,0	-60,0	-59,5
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-40,5	-55,5	-5,6	-5,9	-5,9	-5,5	-5,8	-9,5	-18,6	-17,3
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-35,9	-35,9	-23,2	-26,7	-25,8	-28,2	-31,2	-38,4	-40,2	-33,4
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## 2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Autres transferts en capital (-) (D.99P)	-214,5	-54,2	-234,4	-187,1	-335,7	-775,4	-291,5	-394,7	-315,2	-275,3
Versés aux administrations publiques	-6,1	-6,9	-5,3	-5,5	-11,4	-15,4	-15,9	-23,3	-10,5	-9,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-3,2	-4,0	-3,2	-3,1	-5,1	-6,6	-6,1	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-2,9	-2,9	-2,1	-2,4	-6,3	-8,8	-9,8	-23,3	-10,5	-9,6
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-208,4	-47,3	-229,1	-181,6	-324,3	-760,0	-275,6	-371,4	-304,7	-265,7
Versés aux sociétés non financières	-31,4	-1,3	-209,0	-157,8	-245,2	-750,1	-254,7	-360,7	-303,4	-212,5
Versés aux sociétés financières	-177,0	-46,0	-20,1	-23,8	-79,1	-9,9	-20,9	-10,7	-1,3	-53,2
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>706,8</b>	<b>856,9</b>	<b>802,2</b>	<b>1.064,0</b>	<b>1.202,8</b>	<b>308,8</b>	<b>108,4</b>	<b>-115,9</b>	<b>-955,2</b>	<b>-609,4</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	706,8	856,9	802,2	1.064,0	1.202,8	308,8	108,4	-115,9	-955,2	-609,4
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>706,8</b>	<b>856,9</b>	<b>802,2</b>	<b>1.064,0</b>	<b>1.202,8</b>	<b>308,8</b>	<b>108,4</b>	<b>-115,9</b>	<b>-955,2</b>	<b>-609,4</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	706,8	856,9	802,2	1.064,0	1.202,8	308,8	108,4	-115,9	-955,2	-609,4
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>706,8</b>	<b>856,9</b>	<b>802,2</b>	<b>1.064,0</b>	<b>1.202,8</b>	<b>308,8</b>	<b>108,4</b>	<b>-115,9</b>	<b>-955,2</b>	<b>-609,4</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	2.058,0	2.413,5	2.803,0	2.404,8	2.382,3	2.605,4	2.571,6	2.867,7	3.296,9	2.831,1
Formation brute de capital fixe (P.51)	2.115,1	2.467,7	2.856,2	2.482,9	2.442,3	2.667,4	2.635,7	2.931,2	3.371,0	2.908,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	2.112,6	2.463,1	2.850,6	2.476,3	2.437,4	2.662,1	2.630,1	2.925,5	3.364,9	2.902,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	2.231,0	2.539,3	2.897,0	2.544,0	2.503,6	2.730,8	2.682,9	3.002,6	3.438,9	2.989,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-118,4	-76,2	-46,4	-67,7	-66,2	-68,7	-52,8	-77,1	-74,0	-87,1
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	2,5	4,6	5,6	6,6	4,9	5,3	5,6	5,7	6,1	6,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	2,5	4,6	5,6	6,6	4,9	5,3	5,6	5,7	6,1	6,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (P.51C)	-1.388,1	-1.492,4	-1.661,7	-1.807,2	-1.943,2	-1.912,0	-2.062,7	-2.229,8	-2.367,6	-2.487,2
Variation des stocks (P.52)	-57,1	-54,2	-53,2	-78,1	-60,0	-62,0	-64,1	-63,5	-74,1	-77,1
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (NP)	18,9	24,4	-37,3	-5,9	4,2	14,3	-26,2	-36,2	29,1	19,9
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (NP.1)	18,9	24,4	-37,3	-5,9	4,2	14,3	-26,2	-36,2	29,1	19,9
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (NP.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achats moins ventes de fonds commerciaux et d'autres actifs commerciaux (NP.3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	18,0	-88,6	-301,8	472,3	759,5	-398,9	-374,3	-717,6	-1.913,6	-973,2
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>706,8</b>	<b>856,9</b>	<b>802,2</b>	<b>1.064,0</b>	<b>1.202,8</b>	<b>308,8</b>	<b>108,4</b>	<b>-115,9</b>	<b>-955,2</b>	<b>-609,4</b>

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Compte de production (I)</b>										
Ressources										
Production (P.1)	1.894,0	1.958,3	2.030,8	2.087,8	2.178,8	2.284,3	2.328,4	2.371,3	2.419,4	2.487,7
Production marchande (P.11)	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	21,0	23,7	24,9
Autre production non marchande (P.13)	1.865,8	1.929,6	2.000,3	2.056,4	2.146,1	2.253,5	2.296,6	2.338,6	2.384,0	2.451,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	12,8	9,5	12,6	16,1	15,4	23,2	27,8	29,3	31,1	35,3
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.853,0	1.920,1	1.987,7	2.040,3	2.130,7	2.230,3	2.268,8	2.309,3	2.352,9	2.415,8
<b>Total Ressources</b>	<b>1.894,0</b>	<b>1.958,3</b>	<b>2.030,8</b>	<b>2.087,8</b>	<b>2.178,8</b>	<b>2.284,3</b>	<b>2.328,4</b>	<b>2.371,3</b>	<b>2.419,4</b>	<b>2.487,7</b>
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	676,8	697,9	713,4	723,0	751,5	775,3	782,0	782,0	802,1	815,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	1.217,2	1.260,4	1.317,4	1.364,8	1.427,3	1.509,0	1.546,4	1.589,3	1.617,3	1.672,2
Consommation de capital fixe (P.51C)	46,4	40,2	42,2	45,4	47,9	48,1	49,3	50,7	52,4	55,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.170,8	1.220,2	1.275,2	1.319,4	1.379,4	1.460,9	1.497,1	1.538,6	1.564,9	1.617,2
<b>Total Emplois</b>	<b>1.894,0</b>	<b>1.958,3</b>	<b>2.030,8</b>	<b>2.087,8</b>	<b>2.178,8</b>	<b>2.284,3</b>	<b>2.328,4</b>	<b>2.371,3</b>	<b>2.419,4</b>	<b>2.487,7</b>
<b>Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)</b>										
<b>Compte de distribution primaire du revenu (II.1)</b>										
<b>Compte d'exploitation (II.1.1)</b>										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	1.170,8	1.220,2	1.275,2	1.319,4	1.379,4	1.460,9	1.497,1	1.538,6	1.564,9	1.617,2
<b>Total Ressources</b>	<b>1.170,8</b>	<b>1.220,2</b>	<b>1.275,2</b>	<b>1.319,4</b>	<b>1.379,4</b>	<b>1.460,9</b>	<b>1.497,1</b>	<b>1.538,6</b>	<b>1.564,9</b>	<b>1.617,2</b>
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	1.170,8	1.220,2	1.275,2	1.319,4	1.379,4	1.460,9	1.497,1	1.538,6	1.564,9	1.617,2
Salaires et traitements bruts (D.11)	863,9	899,1	941,5	971,2	1.005,8	1.056,9	1.080,1	1.099,9	1.102,8	1.140,5
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	306,9	321,1	333,7	348,2	373,6	404,0	417,0	438,7	462,1	476,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	301,2	315,2	327,5	341,8	366,9	397,1	410,0	431,7	455,1	469,6
A destination des administrations publiques	269,8	283,1	294,8	308,0	332,5	360,9	373,0	393,6	416,6	429,9
A destination des autres secteurs	31,4	32,1	32,7	33,8	34,4	36,2	37,0	38,1	38,5	39,7
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Autres Impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Emplois</b>	<b>1.170,8</b>	<b>1.220,2</b>	<b>1.275,2</b>	<b>1.319,4</b>	<b>1.379,4</b>	<b>1.460,9</b>	<b>1.497,1</b>	<b>1.538,6</b>	<b>1.564,9</b>	<b>1.617,2</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)</b>										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.229,3	1.242,1	1.297,7	1.222,2	1.319,6	1.291,9	1.345,5	1.425,4	1.423,5	1.467,3
Impôts sur les produits (D.21)	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.217,1	1.209,2	1.245,7
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.217,1	1.209,2	1.245,7
Autres Impôts sur la production (D.29)	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3	221,6
Subventions (D.3)	-1.454,9	-1.792,5	-2.196,9	-2.687,1	-3.197,9	-3.365,0	-3.844,4	-4.504,6	-4.512,2	-4.443,0
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.454,9	-1.792,5	-2.196,9	-2.687,1	-3.197,9	-3.365,0	-3.844,4	-4.504,6	-4.512,2	-4.443,0
Revenus de la propriété (D.4)	323,7	321,9	328,3	353,7	376,0	367,0	347,8	418,2	475,7	401,8

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Intérêts (D.41)	323,7	321,9	328,3	353,7	376,0	367,0	347,8	418,2	475,7	401,8
En provenance des administrations publiques	283,5	282,2	265,9	271,5	240,9	305,2	301,0	361,7	445,9	349,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	258,5	263,4	250,3	257,3	228,0	291,7	279,1	339,1	426,9	331,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	25,0	18,8	15,6	14,2	12,9	13,5	21,9	22,6	19,0	17,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	40,2	39,7	62,4	82,2	135,1	61,8	46,8	56,5	29,8	52,8
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	35,8	33,5	52,9	71,7	121,2	40,4	31,5	50,4	22,6	45,6
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>98,1</b>	<b>-228,5</b>	<b>-570,9</b>	<b>-1.111,2</b>	<b>-1.502,3</b>	<b>-1.706,1</b>	<b>-2.151,1</b>	<b>-2.661,0</b>	<b>-2.613,0</b>	<b>-2.573,9</b>
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,7	7,2	60,1	16,5	7,5
Intérêts (D.41)	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,7	7,2	60,1	16,5	7,5
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,7	7,2	60,1	16,5	7,5
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	7,7	0,7	0,5	1,0	0,5	2,7	8,7	66,2	29,6	27,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres revenus d'investissements (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux assurés (D.441)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements à payer sur des droits à pension (D.442)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus d'investissements attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissement (D.443)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	90,4	-229,2	-571,4	-1.112,2	-1.502,8	-1.708,8	-2.158,3	-2.721,1	-2.629,5	-2.581,4
<b>Total Emplois</b>	<b>98,1</b>	<b>-228,5</b>	<b>-570,9</b>	<b>-1.111,2</b>	<b>-1.502,3</b>	<b>-1.706,1</b>	<b>-2.151,1</b>	<b>-2.661,0</b>	<b>-2.613,0</b>	<b>-2.573,9</b>
<b>Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)</b>										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	90,4	-229,2	-571,4	-1.112,2	-1.502,8	-1.708,8	-2.158,3	-2.721,1	-2.629,5	-2.581,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.051,5	1.053,9	1.104,2	1.205,5	1.247,1	1.316,4	1.325,9	1.349,8	1.411,5	1.422,4
Impôts sur le revenu (D.51)	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Impôts courants (D.59)	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales nettes(D.61)	38.027,4	39.007,7	40.641,2	43.068,1	45.648,5	46.538,6	47.590,0	50.104,3	52.293,3	53.596,4
p.m. Cotisations sociales effectives	38.021,7	39.001,8	40.635,0	43.061,7	45.641,8	46.531,7	47.583,0	50.097,3	52.286,3	53.589,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	23.290,1	24.027,2	25.222,7	26.818,8	28.376,4	28.846,7	29.500,3	31.271,7	32.741,2	33.582,1
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	23.290,1	24.027,2	25.222,7	26.818,8	28.376,4	28.846,7	29.500,3	31.271,7	32.741,2	33.582,1
A charge des administrations publiques	3.070,3	3.243,0	3.401,6	3.522,2	3.759,7	3.988,0	4.163,0	4.472,3	5.128,1	5.578,7
A charge des autres secteurs	20.219,8	20.784,2	21.821,1	23.296,6	24.616,7	24.858,7	25.337,3	26.799,4	27.613,1	28.003,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	14.731,6	14.974,6	15.412,3	16.242,9	17.265,4	17.685,0	18.082,7	18.825,6	19.545,1	20.007,2
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.570,0	14.249,8	14.826,7	15.082,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.568,9	14.248,7	14.825,6	15.081,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	939,7	987,7	1.020,9	1.060,5	1.162,3	1.217,2	1.170,3	1.175,6	1.179,8	1.224,7
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	891,6	938,4	966,8	1.006,9	1.101,2	1.156,1	1.109,2	1.110,0	1.111,3	1.155,2
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	65,6	68,5	69,5
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.615C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants (D.7)	14.758,7	16.186,7	17.503,1	18.331,1	20.331,8	20.499,8	24.388,5	26.042,5	27.393,4	29.116,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	14.642,2	16.087,7	17.463,2	18.286,6	20.252,9	20.392,7	24.284,9	25.903,9	27.274,8	28.982,0
Transferts de recettes fiscales	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.761,9	6.865,0	7.205,1	7.055,8	7.680,7	7.657,3	10.184,2	9.044,6	12.109,3	13.553,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.671,2	6.765,9	6.950,3	6.929,8	7.551,7	7.506,5	10.027,0	8.856,1	11.904,3	13.331,8
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	90,7	99,1	254,8	126,0	129,0	150,8	157,2	188,5	205,0	221,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	138,6	118,6	134,2
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	116,5	99,0	39,9	44,5	78,9	107,1	103,6	138,6	118,6	134,2
En provenance des sociétés non financières	116,2	98,7	39,6	44,2	78,6	102,1	98,6	130,5	110,3	125,3
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	5,0	5,0	8,1	8,3	8,9
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Ressources</b>	<b>53.928,0</b>	<b>56.019,1</b>	<b>58.677,1</b>	<b>61.492,5</b>	<b>65.724,6</b>	<b>66.646,0</b>	<b>71.146,1</b>	<b>74.775,5</b>	<b>78.468,7</b>	<b>81.553,6</b>
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	33.532,3	34.767,9	35.747,8	36.684,9	39.031,8	42.099,5	43.415,3	45.089,8	47.861,3	49.997,9
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	33.496,9	34.731,8	35.704,3	36.645,6	38.989,9	42.055,1	43.362,1	45.032,2	47.801,0	49.935,3
Autres prestations d'assurance sociale (D.622)	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Prestations d'assurance sociale de fonds de pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.623)	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	50,6	53,3	55,5
Autres transferts courants (D.7)	501,5	522,3	469,4	561,2	650,4	650,8	777,2	759,1	809,8	658,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	247,4	270,4	200,8	232,6	270,4	303,2	345,6	350,8	339,2	361,9
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	247,4	270,4	200,8	232,6	270,4	303,2	345,6	350,8	339,2	361,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	137,4	149,2	75,9	100,1	103,6	118,9	131,2	122,8	110,6	130,9
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	84,6	96,2	98,4	104,5	138,7	156,0	188,3	203,9	204,5	206,8
Aux administrations locales	25,4	25,0	26,5	28,0	28,1	28,3	26,1	24,1	24,1	24,2
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	26,7	30,5
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	21,5	19,1	19,7	52,6	61,3	19,7	38,0	30,9	26,7	30,5
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	377,4	443,9	266,0
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	377,4	443,9	266,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	232,6	232,8	248,9	276,0	318,7	327,9	393,6	377,4	443,9	266,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB (D.76)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Troisième ressource propre de l'UE fondée sur la TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Quatrième ressource propre de l'UE fondée sur le RNB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rabais britannique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contributions non fiscales diverses versées par les administrations publiques aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	19.894,2	20.728,9	22.459,9	24.246,4	26.042,4	23.895,7	26.953,6	28.926,6	29.797,6	30.897,3
<b>Total Emplois</b>	<b>53.928,0</b>	<b>56.019,1</b>	<b>58.677,1</b>	<b>61.492,5</b>	<b>65.724,6</b>	<b>66.646,0</b>	<b>71.146,1</b>	<b>74.775,5</b>	<b>78.468,7</b>	<b>81.553,6</b>
<b>Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	19.894,2	20.728,9	22.459,9	24.246,4	26.042,4	23.895,7	26.953,6	28.926,6	29.797,6	30.897,3
<b>Total Ressources</b>	<b>19.894,2</b>	<b>20.728,9</b>	<b>22.459,9</b>	<b>24.246,4</b>	<b>26.042,4</b>	<b>23.895,7</b>	<b>26.953,6</b>	<b>28.926,6</b>	<b>29.797,6</b>	<b>30.897,3</b>
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	20.082,0	21.015,4	21.464,0	22.568,4	24.671,6	26.326,1	27.096,1	28.464,4	29.598,8	30.379,0
Transferts sociaux en nature - production non marchande (D.631)	1.853,0	1.920,1	1.987,7	2.040,3	2.130,7	2.230,3	2.268,8	2.309,3	2.352,9	2.415,8
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée (D.632)	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.155,1	27.245,9	27.963,2
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-187,8	-286,5	995,9	1.678,0	1.370,8	-2.430,4	-142,5	462,2	198,8	518,3
<b>Total Emplois</b>	<b>19.894,2</b>	<b>20.728,9</b>	<b>22.459,9</b>	<b>24.246,4</b>	<b>26.042,4</b>	<b>23.895,7</b>	<b>26.953,6</b>	<b>28.926,6</b>	<b>29.797,6</b>	<b>30.897,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu (II.4)</b>										
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)</b>										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	19.894,2	20.728,9	22.459,9	24.246,4	26.042,4	23.895,7	26.953,6	28.926,6	29.797,6	30.897,3
<b>Total Ressources</b>	<b>19.894,2</b>	<b>20.728,9</b>	<b>22.459,9</b>	<b>24.246,4</b>	<b>26.042,4</b>	<b>23.895,7</b>	<b>26.953,6</b>	<b>28.926,6</b>	<b>29.797,6</b>	<b>30.897,3</b>
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	20.082,0	21.015,4	21.464,0	22.568,4	24.671,6	26.326,1	27.096,1	28.464,4	29.598,8	30.379,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	20.082,0	21.015,4	21.464,0	22.568,4	24.671,6	26.326,1	27.096,1	28.464,4	29.598,8	30.379,0
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-187,8	-286,5	995,9	1.678,0	1.370,8	-2.430,4	-142,5	462,2	198,8	518,3
<b>Total Emplois</b>	<b>19.894,2</b>	<b>20.728,9</b>	<b>22.459,9</b>	<b>24.246,4</b>	<b>26.042,4</b>	<b>23.895,7</b>	<b>26.953,6</b>	<b>28.926,6</b>	<b>29.797,6</b>	<b>30.897,3</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)</b>										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-187,8	-286,5	995,9	1.678,0	1.370,8	-2.430,4	-142,5	462,2	198,8	518,3
<b>Total Ressources</b>	<b>-187,8</b>	<b>-286,5</b>	<b>995,9</b>	<b>1.678,0</b>	<b>1.370,8</b>	<b>-2.430,4</b>	<b>-142,5</b>	<b>462,2</b>	<b>198,8</b>	<b>518,3</b>
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-187,8	-286,5	995,9	1.678,0	1.370,8	-2.430,4	-142,5	462,2	198,8	518,3
<b>Total Emplois</b>	<b>-187,8</b>	<b>-286,5</b>	<b>995,9</b>	<b>1.678,0</b>	<b>1.370,8</b>	<b>-2.430,4</b>	<b>-142,5</b>	<b>462,2</b>	<b>198,8</b>	<b>518,3</b>
<b>Comptes d'accumulation (III)</b>										
<b>Compte de capital (III.1)</b>										
<b>Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Épargne nette (B.8n)	-187,8	-286,5	995,9	1.678,0	1.370,8	-2.430,4	-142,5	462,2	198,8	518,3
Transferts en capital à recevoir (D.9R)	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1	41,7	31,4	36,0
Impôts en capital (D.91R)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
en provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92R)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99R)	261,3	60,9	29,8	38,5	237,8	63,3	33,1	41,7	31,4	36,0
En provenance des administrations publiques	174,7	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	174,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4	36,0
En provenance des sociétés non financières	86,6	60,9	29,8	38,5	37,8	63,3	33,1	41,7	31,4	36,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9P)	-135,3	-294,3	-284,4	-235,0	-263,6	-169,2	-482,0	-262,4	-640,1	-767,8
Impôts en capital (-) (D.91P)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92P)	-129,1	-283,7	-172,9	-219,5	-246,8	-150,0	-466,6	-234,3	-526,2	-753,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-129,1	-283,7	-172,9	-219,5	-246,8	-150,0	-466,6	-234,3	-526,2	-753,0
Versées aux sociétés non financières	-129,1	-283,7	-172,9	-219,5	-246,8	-150,0	-466,6	-234,3	-526,2	-753,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99P)	-6,2	-10,6	-111,5	-15,5	-16,8	-19,2	-15,4	-28,1	-113,9	-14,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	-94,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-6,2	-10,6	-17,2	-15,5	-16,8	-19,2	-15,4	-28,1	-113,9	-14,8
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0	0,0
Versés aux sociétés financières	-4,3	-9,3	-4,3	-7,7	-8,2	-8,9	-2,1	-13,3	0,0	0,0

## 2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Versés aux ménages	-1,9	-1,3	-12,9	-7,8	-8,6	-10,3	-13,3	-14,8	-13,9	-14,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-61,8</b>	<b>-519,9</b>	<b>741,3</b>	<b>1.481,5</b>	<b>1.345,0</b>	<b>-2.536,3</b>	<b>-591,4</b>	<b>241,5</b>	<b>-409,9</b>	<b>-213,5</b>
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-61,8	-519,9	741,3	1.481,5	1.345,0	-2.536,3	-591,4	241,5	-409,9	-213,5
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-61,8</b>	<b>-519,9</b>	<b>741,3</b>	<b>1.481,5</b>	<b>1.345,0</b>	<b>-2.536,3</b>	<b>-591,4</b>	<b>241,5</b>	<b>-409,9</b>	<b>-213,5</b>
<b>Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)</b>										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-61,8	-519,9	741,3	1.481,5	1.345,0	-2.536,3	-591,4	241,5	-409,9	-213,5
<b>Total Variations des passifs et de la valeur nette</b>	<b>-61,8</b>	<b>-519,9</b>	<b>741,3</b>	<b>1.481,5</b>	<b>1.345,0</b>	<b>-2.536,3</b>	<b>-591,4</b>	<b>241,5</b>	<b>-409,9</b>	<b>-213,5</b>
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	57,9	60,9	66,0	72,3	57,3
Formation brute de capital fixe (P.51)	40,7	50,2	48,2	59,3	49,5	57,9	60,9	66,0	72,3	57,3
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	38,8	40,8	45,0	48,6	32,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	24,2	33,2	29,4	39,6	28,5	38,8	40,8	45,0	48,6	32,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	21,0	23,7	24,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	16,5	17,0	18,8	19,7	21,0	19,1	20,1	21,0	23,7	24,9
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (P.51C)	-46,4	-40,2	-42,2	-45,4	-47,9	-48,1	-49,3	-50,7	-52,4	-55,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (NP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (NP.1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (NP.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achats moins ventes de fonds commerciaux et d'autres actifs commerciaux (NP.3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-56,1	-529,9	735,3	1.467,6	1.343,4	-2.546,1	-603,0	226,2	-429,8	-215,8
<b>Total Variations des actifs</b>	<b>-61,8</b>	<b>-519,9</b>	<b>741,3</b>	<b>1.481,5</b>	<b>1.345,0</b>	<b>-2.536,3</b>	<b>-591,4</b>	<b>241,5</b>	<b>-409,9</b>	<b>-213,5</b>



### 3. Impôts et cotisations sociales effectives par type

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>38.037,8</b>	<b>39.985,8</b>	<b>41.840,8</b>	<b>43.774,9</b>	<b>44.281,3</b>	<b>43.558,9</b>	<b>46.623,1</b>	<b>48.289,7</b>	<b>50.742,0</b>	<b>51.011,7</b>
Impôts sur les produits (D.21)	32.447,4	34.427,8	35.967,3	37.815,6	37.822,0	36.911,8	39.604,4	40.734,1	41.772,6	42.341,2
Taxes du type TVA (D.211)	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
TVA grevant les produits	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits d'accises sur les huiles minérales	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6	263,9	319,8	342,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1	174,0	181,1	197,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1	61,0	65,9	77,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9	115,5	115,3	131,4
Droits d'accises sur les bières	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3	25,2	24,4	26,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1	14,3	13,7	15,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8	159,5	158,4	165,5
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	11.547,5	12.223,3	12.569,2	13.044,1	12.820,7	12.428,3	13.451,0	13.831,6	13.928,1	14.090,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	6.295,9	6.422,5	6.309,7	6.513,0	6.396,1	6.417,5	6.877,2	6.997,8	7.014,5	7.024,5
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1	4.082,9	3.952,2	3.815,1
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0	1.431,9	1.589,4	1.854,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0	65,2	67,9	74,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8	173,8	170,8	173,4
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8	30,8	29,8	31,6
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	25,6	24,4	24,0	26,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	51,2	40,2	39,1	40,5
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	8,3	6,8	6,7	7,0
Cotisation sur l'énergie	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	383,2	341,1	328,1	337,1
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	159,6	272,3	284,3	310,6	242,0	175,0	291,6	414,0	425,6	281,3
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4	3,2	3,3	2,9
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0	12,7	13,7	13,9
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6	160,4	159,3	166,5
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9	12,4	13,6	13,6
Ecotaxes	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3	2,4	1,5	0,7
Cotisation FAPETRO	4,9	3,4	3,9	3,9	3,6	4,2	3,1	4,0	4,0	3,8
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	94,1	214,7	156,8	159,2	191,5	185,4	182,3
Droits de timbres (D.214 B)	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.714,3	3.129,2	3.476,4	3.701,1	3.544,9	3.095,9	3.493,0	3.771,2	3.781,8	3.886,1
Droits d'enregistrement	2.393,0	2.861,3	3.118,1	3.324,7	3.271,2	2.820,1	3.209,8	3.495,8	3.466,5	3.542,0
Droits d'hypothèque	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3	75,4	74,4	72,1
Droits de greffe	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4	33,7	34,9	37,2
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7	127,8	163,8	193,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0	0,0	3,7	6,2
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8	38,5	38,5	35,6
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5	360,4
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5	360,4
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3	72,5
Taxes sur les jeux et les paris	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3	72,5
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.566,7	1.622,2	1.818,0	1.929,7	1.970,3	2.018,6	2.122,8	2.109,4	2.222,9	2.285,1
Taxes sur les contrats d'assurance	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6	1.167,2	1.236,6	1.276,3
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4	47,6	48,6	46,1
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3	611,6	637,9	652,2
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4	155,3	167,5	177,3
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9	120,3	124,6	125,4
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2	7,4	7,7	7,8
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	242,5	231,0	241,6	213,8
Bénéfices de la loterie nationale	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	242,5	231,0	241,6	213,8
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	304,2	377,6	319,5	277,1	243,6	238,2	260,1	285,2	233,5	247,6
Taxe d'affichage	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2	278,2	226,4	240,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0	4,1	4,2	4,3
Autres impôts sur la production (D.29)	5.590,4	5.558,0	5.873,5	5.959,3	6.459,3	6.647,1	7.018,7	7.555,6	8.969,4	8.670,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	3.678,9	3.705,2	3.821,7	3.950,7	4.101,7	4.230,1	4.409,5	4.637,2	4.665,3	4.942,4
Précompte immobilier (PP)	2.423,2	2.448,8	2.528,1	2.615,8	2.712,3	2.799,8	2.925,0	3.070,3	3.090,3	3.271,1
Précompte immobilier (Soc)	1.172,9	1.183,8	1.224,3	1.268,9	1.314,6	1.357,9	1.415,9	1.485,3	1.499,0	1.583,5
Taxe d'ouverture	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Taxe de patente	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	68,3	81,3	75,8	87,7
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	651,6	703,6	650,9	697,6	673,7	715,8	706,2	772,9	716,5	756,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	425,5	447,4	439,5	491,4	492,9	518,7	527,5	584,5	555,4	568,2
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8	52,9	46,8	74,1
Eurovignette	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7	135,4	114,2	114,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	39,4	41,9	44,8	48,1	76,0	145,3	252,0	779,9	1.238,5	773,7
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	39,4	41,9	44,8	48,1	50,9	52,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	25,1	93,2	252,0	779,9	1.000,1	606,8
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	238,4	166,9
Taxes sur la pollution (D.29 F)	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6	177,9	176,4	181,4
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0	58,7	52,9	45,6
Taxe sur le lisier (RF)	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7	5,0	5,0	5,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9	114,2	118,5	119,3
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	968,7	923,3	1.150,1	1.075,2	1.420,9	1.371,6	1.456,1	1.188,0	2.172,7	2.016,3
Annuité de brevets	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5	7,3	6,9	10,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	80,8	80,8	114,8	124,3
Cotisation unique des sociétés	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8	194,8	201,5	205,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0	8,5	7,8	13,1
Remboursement biologie clinique et médicaments	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5	5,0	5,0	3,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0	0,0	799,1	480,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7	254,4	247,2	354,2
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,0	96,4
Autres impôts à la production	563,0	575,7	578,0	619,1	625,4	656,9	685,8	637,2	709,4	729,8
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>48.301,0</b>	<b>50.676,2</b>	<b>52.659,9</b>	<b>54.704,6</b>	<b>57.118,3</b>	<b>52.047,0</b>	<b>55.523,0</b>	<b>59.706,7</b>	<b>62.413,6</b>	<b>66.033,4</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	46.609,0	48.943,8	50.809,6	52.882,4	55.279,6	50.254,7	53.672,0	57.772,6	60.472,2	64.066,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	37.429,4	38.962,2	39.304,8	40.936,6	43.570,0	41.996,5	44.278,2	46.980,6	48.690,3	51.703,2
Précompte mobilier (PP)	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.294,5	2.425,6	2.686,7	3.323,0	4.230,8

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	31.932,0	33.198,3	34.946,6	36.625,6	39.011,9	39.714,2	40.440,2	42.823,7	44.090,5	45.395,0
Versements anticipés (PP)	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7	1.519,5	1.420,1	1.516,3
Rôles (PP)	1.127,5	960,3	-575,1	-836,8	-800,9	-2.709,9	-1.270,8	-1.157,0	-1.276,5	-608,3
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	16,8	13,2	9,6	14,1
Cotisation spéciale de sécurité sociale	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8	1.069,0	1.093,4	1.114,4
Cotisation sur les hauts revenus	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8	12,8	7,5	20,2
Autres impôts sur le revenu	18,7	15,3	28,1	33,6	20,1	77,4	8,0	12,5	22,4	20,5
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	8.989,7	9.814,1	11.368,6	11.760,1	11.598,4	8.112,5	9.260,9	10.692,0	11.689,3	12.294,0
Précompte mobilier (Soc)	463,7	556,5	527,5	688,1	679,5	296,7	316,6	397,3	419,5	569,8
Versements anticipés (Soc)	7.975,3	8.397,6	9.003,8	9.742,4	9.635,0	6.844,8	7.701,8	7.870,1	7.926,7	7.939,5
Impôts des non-résidents (Soc)	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0	36,1	120,2	113,4
Rôles (Soc)	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	870,1	1.195,9	2.378,8	3.211,0	3.661,7
Autres impôts sur le revenu	10,4	8,5	16,5	19,1	13,6	38,6	3,6	9,7	11,9	9,6
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	189,9	167,5	136,2	185,7	111,2	145,7	132,9	100,0	92,6	69,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1	44,7
Autres impôts sur le revenu	27,5	29,8	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,5	24,5
Autres impôts courants (D.59)	1.692,0	1.732,4	1.850,3	1.822,2	1.838,7	1.792,3	1.851,0	1.934,1	1.941,4	1.967,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	346,3	359,1	517,5	428,0	504,2	478,0	516,8	503,9	551,8	564,6
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	181,8	198,4	218,5
Taxes sur les ASBL	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6	38,3
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0	6,3	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
Impôts de capitation (D.59 B)	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	35,6	42,5	45,4	46,3
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	35,6	42,5	45,4	46,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	1.199,4	1.216,1	1.172,0	1.235,0	1.166,3	1.148,1	1.187,0	1.275,0	1.231,5	1.256,1
Taxe de circulation payée par les ménages	856,9	893,3	875,5	981,9	984,3	1.036,5	1.053,5	1.177,9	1.120,7	1.147,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2
Redevance radio et télévision (RW)	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0	96,8	110,5	108,3
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	112,7	112,7	100,0
Autres taxes	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	112,7	112,7	100,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>2.176,6</b>	<b>1.872,8</b>	<b>2.153,3</b>	<b>2.215,7</b>	<b>2.370,1</b>	<b>2.234,7</b>	<b>2.596,3</b>	<b>2.771,7</b>	<b>3.318,0</b>	<b>3.973,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.268,8	2.434,3	2.728,4	3.096,1
Droits de succession	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.938,6	2.064,2	2.331,9	2.633,5
Droits sur les donations	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3	370,1	396,5	462,6
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	327,5	337,4	589,6	876,9
Taxe sur l'épargne à long terme	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4	206,9
Déclaration libératoire unique (DLU)	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	133,9	134,3	73,5	614,2
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1

## 3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	115,7	1,7
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>88.515,4</b>	<b>92.534,7</b>	<b>96.654,0</b>	<b>100.695,2</b>	<b>103.769,7</b>	<b>97.840,6</b>	<b>104.742,4</b>	<b>110.767,9</b>	<b>116.473,7</b>	<b>121.018,2</b>
<b>Cotisations sociales nettes (D.61)</b>	<b>46.038,5</b>	<b>47.242,0</b>	<b>49.448,3</b>	<b>52.508,9</b>	<b>55.550,7</b>	<b>56.932,5</b>	<b>58.312,8</b>	<b>61.358,0</b>	<b>63.845,6</b>	<b>65.660,3</b>
p.m. Cotisations sociales effectives	39.906,7	40.966,0	42.667,1	45.375,3	48.002,5	48.995,3	50.113,6	52.626,8	54.702,7	55.988,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	23.933,1	24.665,3	25.865,7	27.604,6	29.184,7	29.715,1	30.415,7	32.152,7	33.524,0	34.329,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	23.933,1	24.665,3	25.865,7	27.604,6	29.184,7	29.715,1	30.415,7	32.152,7	33.524,0	34.329,3
A charge des administrations publiques	3.580,8	3.755,0	3.921,9	4.085,6	4.327,0	4.619,2	4.839,2	5.112,6	5.678,0	6.093,7
A charge des autres secteurs	20.352,3	20.910,3	21.943,8	23.519,0	24.857,7	25.095,9	25.576,5	27.040,1	27.846,0	28.235,6
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	6.131,8	6.276,0	6.781,2	7.133,6	7.548,2	7.937,2	8.199,2	8.731,2	9.142,9	9.672,1
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	15.973,6	16.300,7	16.801,4	17.770,7	18.817,8	19.280,2	19.697,9	20.474,1	21.178,7	21.658,9
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	12.512,4	12.714,7	13.024,4	13.851,5	14.406,9	14.647,6	14.999,4	15.699,8	16.247,5	16.508,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	12.511,1	12.713,4	13.023,3	13.850,5	14.405,9	14.646,5	14.998,3	15.698,7	16.246,4	16.507,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	1.096,2	1.158,7	1.207,6	1.240,8	1.344,8	1.398,7	1.356,1	1.374,1	1.392,6	1.450,4
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	1.048,1	1.109,4	1.153,5	1.187,2	1.283,7	1.337,6	1.295,0	1.308,5	1.324,1	1.380,9
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	65,6	68,5	69,5
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>128.422,1</b>	<b>133.500,7</b>	<b>139.321,1</b>	<b>146.070,5</b>	<b>151.772,2</b>	<b>146.835,9</b>	<b>154.856,0</b>	<b>163.394,7</b>	<b>171.176,4</b>	<b>177.006,3</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	134.553,9	139.776,7	146.102,4	153.204,1	159.320,4	154.773,1	163.055,2	172.126,0	180.319,2	186.678,4
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	164,1	183,0	221,9	347,8	426,4	937,2	874,9	1.445,5	1.639,7	1.795,2
dont partie qui exède les créances des contribuables	111,5	121,7	157,7	269,9	343,6	776,0	419,0	445,3	441,3	469,8

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>29.084,5</b>	<b>30.510,8</b>	<b>31.893,4</b>	<b>33.492,6</b>	<b>33.897,1</b>	<b>33.474,7</b>	<b>35.871,7</b>	<b>36.942,6</b>	<b>39.419,9</b>	<b>39.247,2</b>
Impôts sur les produits (D.21)	28.595,7	29.989,6	31.229,9	32.894,5	33.072,1	32.627,9	34.874,4	35.674,5	36.747,7	37.221,3
Taxes du type TVA (D.211)	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
TVA grevant les produits	20.121,7	21.362,4	22.568,8	23.907,8	24.126,1	23.600,1	25.229,5	26.019,1	26.895,9	27.225,9
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	778,2	842,1	829,3	863,7	875,2	883,4	923,9	883,4	948,6	1.025,3
Droits d'accises sur les huiles minérales	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	263,4	264,0	266,5	294,3	292,2	290,4	312,6	263,9	319,8	342,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	156,1	158,8	163,7	163,8	167,5	166,6	171,1	174,0	181,1	197,7
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	28,9	30,6	33,2	38,7	42,2	49,5	57,1	61,0	65,9	77,1
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	110,9	111,2	113,7	114,5	114,1	115,3	115,9	115,5	115,3	131,4
Droits d'accises sur les bières	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	43,3	22,4	22,1	22,0	22,2	23,7	24,3	25,2	24,4	26,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	13,9	13,6	12,8	12,4	12,8	13,0	13,1	14,3	13,7	15,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	91,7	171,5	147,3	148,0	154,2	154,9	159,8	159,5	158,4	165,5
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	7.695,8	7.785,1	7.831,8	8.123,0	8.070,8	8.144,4	8.721,0	8.772,0	8.903,2	8.970,1
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	6.084,8	6.204,5	6.114,7	6.326,6	6.309,0	6.413,9	6.873,8	6.994,6	7.011,2	7.021,6
Droits d'accises sur les huiles minérales	3.673,7	3.729,4	3.623,9	3.705,3	3.616,1	3.700,2	3.917,1	4.082,9	3.952,2	3.815,1
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	1.373,2	1.401,0	1.476,9	1.526,3	1.449,4	1.520,9	1.572,0	1.431,9	1.589,4	1.854,6
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	58,4	59,5	61,3	61,4	62,6	62,4	64,0	65,2	67,9	74,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	186,8	183,5	183,4	181,1	175,3	173,1	177,8	173,8	170,8	173,4
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	53,0	27,3	27,0	27,0	27,3	29,0	29,8	30,8	29,8	31,6
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	29,8	28,2	27,4	27,7	27,6	26,0	0,0	24,4	24,0	26,1
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	43,8	56,5	59,0	43,2	51,2	44,3	0,0	40,2	39,1	40,5
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	8,4	5,8	5,7	7,5	8,2	0,0	6,8	6,7	7,0
Cotisation sur l'énergie	367,9	345,4	362,3	341,0	330,9	335,2	0,0	341,1	328,1	337,1
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	159,6	171,9	122,9	143,6	162,0	175,0	0,0	414,0	425,6	281,3
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	20,8	17,3	13,2	12,9	12,4	10,7	15,0	12,7	13,7	13,9
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	112,1	172,4	147,4	147,9	154,1	155,4	160,6	160,4	159,3	166,5
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	4,7	13,5	12,1	14,9	12,4	13,6	13,6
Ecotaxes	0,7	0,3	0,3	0,8	0,8	0,3	0,3	2,4	1,5	0,7
Cotisation FAPETRO	4,9	3,4	3,9	3,9	3,6	4,2	3,1	4,0	4,0	3,8
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	94,1	214,7	156,8	159,2	191,5	185,4	182,3
Droits de timbres (D.214 B)	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	134,7	119,1	45,4	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	443,7	401,4	441,5	461,4	410,3	351,8	370,0	368,9	403,2	447,7
Droits d'enregistrement	122,4	133,5	83,2	85,0	136,6	76,0	86,8	93,5	87,9	103,6
Droits d'hypothèque	61,5	80,6	79,7	75,7	69,7	74,4	75,3	75,4	74,4	72,1
Droits de greffe	30,4	30,6	31,2	31,2	31,6	33,5	34,4	33,7	34,9	37,2
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	166,2	146,9	241,8	233,9	129,0	129,4	133,7	127,8	163,8	193,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	63,2	9,8	5,6	3,1	0,3	0,0	0,0	0,0	3,7	6,2
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	32,5	43,1	38,5	39,8	38,5	38,5	35,6
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	810,8	833,5	1.005,3	1.104,5	1.109,4	1.135,4	1.231,8	1.174,6	1.244,3	1.284,1
Taxes sur les contrats d'assurance	804,0	826,2	997,9	1.097,0	1.102,1	1.128,0	1.224,6	1.167,2	1.236,6	1.276,3
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	6,8	7,3	7,4	7,5	7,3	7,4	7,2	7,4	7,7	7,8
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	242,5	231,0	241,6	213,8
Bénéfices de la loterie nationale	218,8	224,8	223,0	224,9	239,9	240,4	242,5	231,0	241,6	213,8
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Taxe d'affichage	3,0	1,8	1,9	2,8	2,2	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9



## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	488,8	521,2	663,5	598,1	825,0	846,8	997,3	1.268,1	2.672,2	2.025,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	5,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	1,7	0,5	0,5	0,4
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,4	0,4	0,3
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	81,4	78,1	62,0	34,7	5,8	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	21,5	19,7	12,4	9,6	7,3	5,2	2,3	-0,3	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	39,4	41,9	44,8	48,1	76,0	145,3	252,0	779,9	1.238,5	773,7
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	39,4	41,9	44,8	48,1	50,9	52,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	25,1	93,2	252,0	779,9	1.000,1	606,8
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	238,4	166,9
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	341,2	381,4	544,2	505,7	735,9	695,9	741,3	488,0	1.433,2	1.251,8
Annuité de brevets	8,7	7,5	7,7	7,2	11,2	9,0	5,5	7,3	6,9	10,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	74,0	73,7	75,9	73,7	73,7	73,7	80,8	80,8	114,8	124,3
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	250,0	250,0	0,0	799,1	480,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	150,8	188,8	209,1	252,5	243,3	208,6	236,7	254,4	247,2	354,2
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,0	96,4
Autres impôts à la production	107,7	111,4	139,5	172,3	157,7	154,6	168,3	145,5	184,2	186,9
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>43.829,9</b>	<b>46.066,9</b>	<b>47.751,6</b>	<b>49.124,0</b>	<b>52.221,9</b>	<b>46.060,3</b>	<b>49.808,5</b>	<b>53.692,0</b>	<b>56.727,5</b>	<b>60.119,6</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	43.628,7	45.870,0	47.514,1	49.038,8	52.175,3	46.031,0	49.772,5	53.649,3	56.690,8	60.080,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	34.449,1	35.888,4	36.009,3	37.093,0	40.465,7	37.772,8	40.378,7	42.857,3	44.908,9	47.717,2
Précompte mobilier (PP)	1.773,9	2.063,7	2.225,1	2.351,1	2.604,8	2.294,5	2.425,6	2.686,7	3.323,0	4.230,8

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	31.932,0	33.198,3	34.946,6	36.625,6	39.011,9	39.714,2	40.440,2	42.823,7	44.090,5	45.395,0
Versements anticipés (PP)	1.732,6	1.861,2	1.788,4	1.756,2	1.728,0	1.546,9	1.617,7	1.519,5	1.420,1	1.516,3
Rôles (PP)	-1.032,4	-1.288,9	-3.021,0	-3.723,8	-2.935,3	-5.886,0	-4.138,4	-4.211,1	-3.964,2	-3.479,7
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	7,4	8,7	11,3	18,5	15,9	10,7	0,0	13,2	9,6	14,1
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	16,9	30,1	30,8	31,8	20,3	15,1	8,8	12,8	7,5	20,2
Autres impôts sur le revenu	18,7	15,3	28,1	33,6	20,1	77,4	8,0	12,5	22,4	20,5
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	8.989,7	9.814,1	11.368,6	11.760,1	11.598,4	8.112,5	9.260,9	10.692,0	11.689,3	12.294,0
Précompte mobilier (Soc)	463,7	556,5	527,5	688,1	679,5	296,7	316,6	397,3	419,5	569,8
Versements anticipés (Soc)	7.975,3	8.397,6	9.003,8	9.742,4	9.635,0	6.844,8	7.701,8	7.870,1	7.926,7	7.939,5
Impôts des non-résidents (Soc)	-6,3	34,5	57,1	40,9	46,1	62,3	43,0	36,1	120,2	113,4
Rôles (Soc)	546,6	817,0	1.763,7	1.269,6	1.224,2	870,1	1.195,9	2.378,8	3.211,0	3.661,7
Autres impôts sur le revenu	10,4	8,5	16,5	19,1	13,6	38,6	3,6	9,7	11,9	9,6
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	189,9	167,5	136,2	185,7	111,2	145,7	132,9	100,0	92,6	69,2
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	162,4	137,7	91,0	130,4	111,9	131,1	124,2	96,3	84,1	44,7
Autres impôts sur le revenu	27,5	29,8	45,2	55,3	-0,7	14,6	8,7	3,7	8,5	24,5
Autres impôts courants (D.59)	201,2	196,9	237,5	85,2	46,6	29,3	36,0	42,7	36,7	39,2
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	38,3	40,7	113,6	15,8	35,0	28,4	32,5	41,5	35,6	38,3
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	38,3	40,7	43,6	32,3	32,2	28,4	32,5	35,2	35,6	38,3
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	70,0	-16,5	2,8	0,0	0,0	6,3	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	3,5	1,2	1,1	0,9
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,9	0,8	0,7
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	162,9	156,2	123,9	69,4	11,6	0,9	0,5	0,3	0,3	0,2
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>614,3</b>	<b>123,4</b>	<b>203,5</b>	<b>162,7</b>	<b>171,6</b>	<b>184,9</b>	<b>300,2</b>	<b>308,4</b>	<b>579,0</b>	<b>637,7</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	614,3	123,4	203,5	162,7	171,6	184,9	300,2	308,4	579,0	637,7
Taxe sur l'épargne à long terme	116,2	123,4	153,4	162,7	171,6	184,9	193,6	203,1	400,4	206,9
Déclaration libératoire unique (DLU)	498,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	50,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	106,6	105,3	62,9	375,0
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1

## 3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	115,7	1,7
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>73.528,7</b>	<b>76.701,0</b>	<b>79.848,5</b>	<b>82.779,3</b>	<b>86.290,6</b>	<b>79.719,9</b>	<b>85.980,4</b>	<b>90.943,0</b>	<b>96.726,4</b>	<b>100.004,5</b>
<b>Cotisations sociales nettes (D.61)</b>	<b>3.551,9</b>	<b>3.627,0</b>	<b>3.779,2</b>	<b>4.122,0</b>	<b>4.251,7</b>	<b>4.450,8</b>	<b>4.557,1</b>	<b>4.695,6</b>	<b>4.671,7</b>	<b>4.806,9</b>
p.m. Cotisations sociales effectives	1.825,5	1.904,2	1.971,9	2.255,5	2.293,9	2.402,0	2.468,3	2.467,3	2.353,2	2.335,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0	713,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	613,2	608,2	614,1	755,1	768,8	834,5	881,6	847,2	749,0	713,4
A charge des administrations publiques	480,7	482,1	491,4	532,7	527,8	597,3	642,4	606,5	516,1	481,2
A charge des autres secteurs	132,5	126,1	122,7	222,4	241,0	237,2	239,2	240,7	232,9	232,2
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	1.726,4	1.722,8	1.807,3	1.866,5	1.957,8	2.048,8	2.088,8	2.228,3	2.318,5	2.471,0
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	1.212,3	1.296,0	1.357,8	1.500,4	1.525,1	1.567,5	1.586,7	1.620,1	1.604,2	1.622,5
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,4	1.396,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	1.055,8	1.125,0	1.171,1	1.320,1	1.342,6	1.386,0	1.400,9	1.421,6	1.391,4	1.396,8
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8	225,7
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	156,5	171,0	186,7	180,3	182,5	181,5	185,8	198,5	212,8	225,7
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>75.354,2</b>	<b>78.605,2</b>	<b>81.820,4</b>	<b>85.034,8</b>	<b>88.584,5</b>	<b>82.121,9</b>	<b>88.448,7</b>	<b>93.410,3</b>	<b>99.079,6</b>	<b>102.340,4</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	77.080,6	80.328,0	83.627,7	86.901,3	90.542,3	84.170,7	90.537,5	95.638,6	101.398,1	104.811,4
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	164,1	183,0	221,9	226,1	251,7	388,6	714,5	1.395,8	1.636,4	1.795,2
dont partie qui exède les créances des contribuables	111,5	121,7	157,7	148,2	168,9	227,4	258,6	395,6	438,0	469,8

## 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>3.774,9</b>	<b>4.145,5</b>	<b>4.408,2</b>	<b>4.668,3</b>	<b>4.604,0</b>	<b>4.246,7</b>	<b>4.675,4</b>	<b>5.009,6</b>	<b>4.959,8</b>	<b>5.092,3</b>
Impôts sur les produits (D.21)	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7	3.874,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	2.794,6	3.173,3	3.445,7	3.654,6	3.567,6	3.165,4	3.581,8	3.842,5	3.815,7	3.874,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	3,4	3,2	3,3	2,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	211,1	117,6	33,6	19,4	7,1	3,6	0,0	3,2	3,3	2,9
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation FAPETRO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0	3.402,3	3.378,6	3.438,4
Droits d'enregistrement	2.270,6	2.727,8	3.034,9	3.239,7	3.134,6	2.744,1	3.123,0	3.402,3	3.378,6	3.438,4
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5	360,4
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	266,9	279,5	319,8	331,8	357,8	343,3	378,6	378,6	370,5	360,4
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3	72,5
Taxes sur les jeux et les paris	46,0	48,4	57,4	63,7	68,1	74,4	76,8	58,4	63,3	72,5
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	980,3	972,2	962,5	1.013,7	1.036,4	1.081,3	1.093,6	1.167,1	1.144,1	1.218,1
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	195,8	195,4	191,6	188,4	202,8	204,6	209,5	230,9	220,1	245,0
Précompte immobilier (PP)	104,7	109,0	108,1	107,6	113,0	116,3	124,9	132,8	126,8	139,5
Précompte immobilier (Soc)	13,6	13,9	14,3	14,8	15,0	15,9	16,0	16,5	17,3	17,7
Taxe d'ouverture	3,4	3,2	2,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	74,1	69,3	66,9	65,6	74,5	72,1	68,3	81,3	75,8	87,7
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	531,5	584,8	548,9	618,2	623,1	668,2	656,5	719,3	665,5	704,6
Taxe de circulation payée par les entreprises	386,8	406,7	399,5	446,7	448,1	471,5	478,0	531,0	504,5	516,2
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	46,3	49,5	41,8	55,8	53,9	48,6	57,8	52,9	46,8	74,1
Eurovignette	98,4	128,6	107,6	115,7	121,1	148,1	120,7	135,4	114,2	114,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	230,3	164,3	193,6	178,1	179,7	179,1	192,6	177,9	176,4	181,4
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	62,2	66,4	76,0	68,2	71,5	56,0	54,0	58,7	52,9	45,6
Taxe sur le lisier (RF)	7,2	9,9	9,7	10,7	7,6	4,4	4,7	5,0	5,0	5,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	160,9	88,0	107,9	99,2	100,6	118,7	133,9	114,2	118,5	119,3
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	35,0	39,0	82,1	87,1
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	22,7	27,7	28,4	29,0	30,8	29,4	35,0	39,0	82,1	87,1
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>1.020,7</b>	<b>1.049,2</b>	<b>1.040,0</b>	<b>1.137,0</b>	<b>1.123,6</b>	<b>1.111,9</b>	<b>1.123,3</b>	<b>1.209,2</b>	<b>1.173,9</b>	<b>1.197,2</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	1.020,7	1.049,2	1.040,0	1.137,0	1.123,6	1.111,9	1.123,3	1.209,2	1.173,9	1.197,2
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	62,1	70,5	71,5	60,7	58,4	58,9	35,6	42,5	45,4	46,3
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	3,4	2,4	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	58,7	68,1	70,5	60,7	58,4	58,9	35,6	42,5	45,4	46,3
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	958,6	978,7	968,5	1.076,3	1.065,2	1.053,0	1.087,7	1.166,7	1.128,5	1.150,9
Taxe de circulation payée par les ménages	779,0	812,1	795,9	892,6	894,8	942,3	954,7	1.069,9	1.018,0	1.042,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	179,6	166,6	172,6	183,7	170,4	110,7	133,0	96,8	110,5	108,3
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>1.562,3</b>	<b>1.749,4</b>	<b>1.949,8</b>	<b>2.053,0</b>	<b>2.198,5</b>	<b>2.049,8</b>	<b>2.296,1</b>	<b>2.463,3</b>	<b>2.739,0</b>	<b>3.335,3</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	1.562,3	1.749,4	1.949,8	2.053,0	2.198,5	2.049,8	2.268,8	2.434,3	2.728,4	3.096,1
Droits de succession	1.395,8	1.484,9	1.611,1	1.702,2	1.881,7	1.779,9	1.938,6	2.064,2	2.331,9	2.633,5
Droits sur les donations	166,5	264,5	338,7	350,8	316,8	269,9	330,3	370,1	396,5	462,6
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3	29,0	10,6	239,2
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3	29,0	10,6	239,2
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

### 3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>6.357,9</b>	<b>6.944,1</b>	<b>7.398,0</b>	<b>7.858,3</b>	<b>7.926,1</b>	<b>7.408,4</b>	<b>8.094,8</b>	<b>8.682,0</b>	<b>8.872,8</b>	<b>9.624,8</b>
<b>Cotisations sociales nettes (D.61)</b>	<b>3.337,4</b>	<b>3.538,2</b>	<b>3.740,3</b>	<b>3.933,1</b>	<b>4.230,2</b>	<b>4.481,1</b>	<b>4.667,1</b>	<b>4.983,2</b>	<b>5.241,9</b>	<b>5.535,3</b>
p.m. Cotisations sociales effectives	37,8	37,5	41,7	37,6	45,4	40,1	40,6	40,6	40,6	40,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
A charge des administrations publiques	27,3	27,3	26,6	26,7	35,5	29,9	29,4	29,4	29,4	29,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	3.299,6	3.500,7	3.698,6	3.895,5	4.184,8	4.441,0	4.626,5	4.942,6	5.201,3	5.494,7
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	10,5	10,2	15,1	10,9	9,9	10,2	11,2	11,2	11,2	11,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>6.395,7</b>	<b>6.981,6</b>	<b>7.439,7</b>	<b>7.895,9</b>	<b>7.971,5</b>	<b>7.448,5</b>	<b>8.135,4</b>	<b>8.722,6</b>	<b>8.913,4</b>	<b>9.665,4</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	9.695,3	10.482,3	11.138,3	11.791,4	12.156,3	11.889,5	12.761,9	13.665,2	14.114,7	15.160,1
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	0,0	0,0	0,0	121,7	174,7	548,6	160,4	49,7	3,3	0,0
dont partie qui exède les créances des contribuables	0,0	0,0	0,0	121,7	174,7	548,6	160,4	49,7	3,3	0,0



## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>3.949,1</b>	<b>4.087,4</b>	<b>4.241,5</b>	<b>4.391,8</b>	<b>4.460,6</b>	<b>4.545,6</b>	<b>4.730,5</b>	<b>4.912,1</b>	<b>4.938,8</b>	<b>5.204,9</b>
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	100,4	161,4	167,0	80,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation FAPETRO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	3.949,1	3.987,0	4.080,1	4.224,8	4.380,6	4.545,6	4.730,5	4.912,1	4.938,8	5.204,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	3.477,8	3.509,7	3.630,0	3.762,3	3.898,9	4.025,5	4.200,0	4.406,3	4.445,2	4.697,4
Précompte immobilier (PP)	2.318,5	2.339,8	2.420,0	2.508,2	2.599,3	2.683,5	2.800,1	2.937,5	2.963,5	3.131,6
Précompte immobilier (Soc)	1.159,3	1.169,9	1.210,0	1.254,1	1.299,6	1.342,0	1.399,9	1.468,8	1.481,7	1.565,8
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0	53,1	50,5	51,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	38,7	40,7	40,0	44,7	44,8	47,2	48,0	53,1	50,5	51,7
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	432,6	436,6	410,1	417,8	436,9	472,9	482,5	452,7	443,1	455,8
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	432,6	436,6	410,1	417,8	436,9	472,9	482,5	452,7	443,1	455,8
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>2.398,9</b>	<b>2.506,2</b>	<b>2.764,1</b>	<b>3.238,1</b>	<b>2.525,7</b>	<b>3.558,4</b>	<b>3.265,3</b>	<b>3.455,7</b>	<b>3.100,7</b>	<b>3.294,2</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	2.159,9	2.249,2	2.445,9	2.887,0	2.134,4	3.176,1	2.867,6	3.054,1	2.687,7	2.871,4
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	239,0	257,0	318,2	351,1	391,3	382,3	397,7	401,6	413,0	422,8
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	181,8	198,4	218,5
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	76,9	89,1	149,3	163,3	192,0	180,8	190,3	181,8	198,4	218,5
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8	107,1	101,9	104,3
Taxe de circulation payée par les ménages	77,9	81,2	79,6	89,3	89,5	94,2	95,8	107,1	101,9	104,3
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	112,7	112,7	100,0
Autres taxes	84,2	86,7	89,3	98,5	109,8	107,3	111,6	112,7	112,7	100,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>6.348,0</b>	<b>6.593,6</b>	<b>7.005,6</b>	<b>7.629,9</b>	<b>6.986,3</b>	<b>8.104,0</b>	<b>7.995,8</b>	<b>8.367,7</b>	<b>8.039,5</b>	<b>8.499,2</b>
<b>Cotisations sociales nettes (D.61)</b>	<b>1.121,8</b>	<b>1.069,1</b>	<b>1.287,6</b>	<b>1.385,7</b>	<b>1.420,3</b>	<b>1.462,0</b>	<b>1.498,6</b>	<b>1.574,9</b>	<b>1.638,7</b>	<b>1.721,7</b>
p.m. Cotisations sociales effectives	21,7	22,5	18,5	20,5	21,4	21,5	21,7	21,6	22,6	22,4
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
A charge des administrations publiques	2,5	2,6	2,3	4,0	4,0	4,0	4,4	4,4	4,4	4,4
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	1.100,1	1.046,6	1.269,1	1.365,2	1.398,9	1.440,5	1.476,9	1.553,3	1.616,1	1.699,3
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	19,2	19,9	16,2	16,5	17,4	17,5	17,3	17,2	18,2	18,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>6.369,7</b>	<b>6.616,1</b>	<b>7.024,1</b>	<b>7.650,4</b>	<b>7.007,7</b>	<b>8.125,5</b>	<b>8.017,5</b>	<b>8.389,3</b>	<b>8.062,1</b>	<b>8.521,5</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	7.469,8	7.662,7	8.293,3	9.015,6	8.406,6	9.566,0	9.494,4	9.942,7	9.678,1	10.220,8
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont partie qui exède les créances des contribuables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.229,3</b>	<b>1.242,1</b>	<b>1.297,7</b>	<b>1.222,2</b>	<b>1.319,6</b>	<b>1.291,9</b>	<b>1.345,5</b>	<b>1.425,4</b>	<b>1.423,5</b>	<b>1.467,3</b>
Impôts sur les produits (D.21)	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.217,1	1.209,2	1.245,7
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	1.057,1	1.164,5	1.130,3	1.099,5	1.102,3	1.118,5	1.148,2	1.217,1	1.209,2	1.245,7
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation FAPETRO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	755,9	788,7	812,7	825,2	860,9	883,2	891,0	934,8	978,6	1.001,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	50,1	50,4	52,4	53,7	56,8	53,1	44,4	47,6	48,6	46,1
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	518,6	545,9	551,1	559,8	563,0	570,3	581,3	611,6	637,9	652,2
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	127,4	128,9	129,7	141,1	152,6	155,2	156,4	155,3	167,5	177,3
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	59,8	63,5	79,5	70,6	88,5	104,6	108,9	120,3	124,6	125,4
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	301,2	375,8	317,6	274,3	241,4	235,3	257,2	282,3	230,6	244,7
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	298,2	372,8	314,5	271,1	238,0	231,7	253,2	278,2	226,4	240,4
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	3,0	3,0	3,1	3,2	3,4	3,6	4,0	4,1	4,2	4,3
Autres impôts sur la production (D.29)	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3	221,6
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	172,2	77,6	167,4	122,7	217,3	173,4	197,3	208,3	214,3	221,6
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	138,1	148,6	161,2	166,0	172,0	176,8	184,8	194,8	201,5	205,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	4,7	6,2	5,5	5,8	5,9	7,0	8,5	7,8	13,1
Remboursement biologie clinique et médicaments	34,1	-75,7	0,0	-48,8	39,5	-9,3	5,5	5,0	5,0	3,5
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>1.051,5</b>	<b>1.053,9</b>	<b>1.104,2</b>	<b>1.205,5</b>	<b>1.247,1</b>	<b>1.316,4</b>	<b>1.325,9</b>	<b>1.349,8</b>	<b>1.411,5</b>	<b>1.422,4</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	820,4	824,6	849,6	956,6	969,9	1.047,6	1.031,9	1.069,2	1.093,7	1.114,6
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	820,1	824,1	849,3	956,3	969,6	1.047,4	1.031,8	1.069,0	1.093,4	1.114,4
Cotisation sur les hauts revenus	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	231,1	229,3	254,6	248,9	277,2	268,8	294,0	280,6	317,8	307,8
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>2.280,8</b>	<b>2.296,0</b>	<b>2.401,9</b>	<b>2.427,7</b>	<b>2.566,7</b>	<b>2.608,3</b>	<b>2.671,4</b>	<b>2.775,2</b>	<b>2.835,0</b>	<b>2.889,7</b>
Cotisations sociales nettes (D.61)	38.027,4	39.007,7	40.641,2	43.068,1	45.648,5	46.538,6	47.590,0	50.104,3	52.293,3	53.596,4
p.m. Cotisations sociales effectives	38.021,7	39.001,8	40.635,0	43.061,7	45.641,8	46.531,7	47.583,0	50.097,3	52.286,3	53.589,3
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	23.290,1	24.027,2	25.222,7	26.818,8	28.376,4	28.846,7	29.500,3	31.271,7	32.741,2	33.582,1
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	23.290,1	24.027,2	25.222,7	26.818,8	28.376,4	28.846,7	29.500,3	31.271,7	32.741,2	33.582,1
A charge des administrations publiques	3.070,3	3.243,0	3.401,6	3.522,2	3.759,7	3.988,0	4.163,0	4.472,3	5.128,1	5.578,7
A charge des autres secteurs	20.219,8	20.784,2	21.821,1	23.296,6	24.616,7	24.858,7	25.337,3	26.799,4	27.613,1	28.003,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	14.731,6	14.974,6	15.412,3	16.242,9	17.265,4	17.685,0	18.082,7	18.825,6	19.545,1	20.007,2
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	11.426,9	11.559,6	11.822,0	12.504,0	13.037,0	13.233,9	13.570,0	14.249,8	14.826,7	15.082,9
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	11.425,6	11.558,3	11.820,9	12.503,0	13.036,0	13.232,8	13.568,9	14.248,7	14.825,6	15.081,9
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	1,3	1,3	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	2.365,0	2.427,3	2.569,4	2.678,4	3.066,1	3.233,9	3.342,4	3.400,2	3.538,6	3.699,6
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	939,7	987,7	1.020,9	1.060,5	1.162,3	1.217,2	1.170,3	1.175,6	1.179,8	1.224,7
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	891,6	938,4	966,8	1.006,9	1.101,2	1.156,1	1.109,2	1.110,0	1.111,3	1.155,2
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	48,1	49,3	54,1	53,6	61,1	61,1	61,1	65,6	68,5	69,5
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>40.302,5</b>	<b>41.297,8</b>	<b>43.036,9</b>	<b>45.489,4</b>	<b>48.208,5</b>	<b>49.140,0</b>	<b>50.254,4</b>	<b>52.872,5</b>	<b>55.121,3</b>	<b>56.479,0</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	40.308,2	41.303,7	43.043,1	45.495,8	48.215,2	49.146,9	50.261,4	52.879,5	55.128,3	56.486,1
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont partie qui exède les créances des contribuables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Impôts sur la production et les importations (D.2)</b>	<b>1.180,3</b>	<b>1.265,4</b>	<b>1.300,3</b>	<b>1.450,1</b>	<b>1.619,6</b>	<b>1.204,4</b>	<b>1.275,0</b>	<b>1.325,1</b>	<b>1.292,3</b>	<b>1.223,2</b>
Impôts sur les produits (D.21)	1.180,3	1.265,4	1.300,3	1.450,1	1.619,6	1.204,4	1.275,0	1.325,1	1.292,3	1.223,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	1.141,2	1.208,3	1.287,9	1.388,0	1.419,8	1.146,5	1.233,5	1.316,3	1.283,5	1.230,0
Droits sur les importations (D.2121)	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.120,9	1.210,4	1.288,6	1.236,2	1.193,9
Droits d'entrée, y compris droits CECA	1.118,3	1.191,6	1.269,4	1.365,2	1.395,3	1.120,9	1.210,4	1.288,6	1.236,2	1.193,9
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3	36,1
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3	36,1
Prélèvements agricoles	22,9	16,7	18,5	22,8	24,5	25,6	23,1	27,7	47,3	36,1
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5	8,8	8,8	-6,8
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	41,5	8,8	8,8	-6,8
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les produits pétroliers de chauffage (Fonds Chauffage)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	39,1	57,1	12,4	62,1	199,8	57,9	0,0	8,8	8,8	-6,8
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Sanitel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation environnementale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation FAPETRO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation APETRA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'écriture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de stabilité financière au Fonds de résolution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation annuelle pour mandats publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution de répartition à charge des exploitants nucléaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution unique à charge du secteur gazier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</b>	<b>234,4</b>	<b>243,5</b>	<b>254,2</b>	<b>270,3</b>	<b>284,5</b>	<b>310,8</b>	<b>345,2</b>	<b>330,3</b>	<b>335,1</b>	<b>339,2</b>
Impôts sur le revenu (D.51)	234,4	243,5	254,2	270,3	284,5	310,8	345,2	330,3	335,1	339,2
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	234,4	243,5	254,2	270,3	284,5	310,8	345,2	330,3	335,1	339,2
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Précompte professionnel (PP)	234,4	243,5	254,2	270,3	284,5	310,8	345,2	330,3	335,1	339,2
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts en capital (D.91)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique 'secteur du diamant'	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU bis)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régularisation fiscale (DLU ter)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Contribution spéciale des associations de crédit en cas de sortie du réseau du Crédit professionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes</b>	<b>1.414,7</b>	<b>1.508,9</b>	<b>1.554,5</b>	<b>1.720,4</b>	<b>1.904,1</b>	<b>1.515,2</b>	<b>1.620,2</b>	<b>1.655,4</b>	<b>1.627,4</b>	<b>1.562,4</b>
Cotisations sociales nettes (D.61)	534,2	535,3	580,5	681,3	699,8	759,9	830,2	856,8	847,4	856,5
p.m. Cotisations sociales effectives	197,2	193,8	219,9	250,4	259,5	275,4	339,9	326,7	330,8	334,7
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.6111C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.6111V)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.612)	337,1	341,5	360,6	430,9	440,3	484,5	490,3	530,1	516,5	521,8
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages (D.613)	197,2	193,8	219,9	250,4	259,5	275,4	339,9	326,7	330,8	334,7
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	197,2	193,8	219,9	250,4	259,5	275,4	339,9	326,7	330,8	334,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.613CE)	197,2	193,8	219,9	250,4	259,5	275,4	339,9	326,7	330,8	334,7
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.613VE)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants (D.613CS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants (D.613VS)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives des personnes n'occupant pas d'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613CN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des personnes n'occupant pas d'emploi (D.613VN)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages (D.614)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rémunération du service des régimes d'assurance sociale (D.61SC)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total des taxes et contributions sociales</b>	<b>1.948,9</b>	<b>2.044,2</b>	<b>2.135,0</b>	<b>2.401,7</b>	<b>2.603,9</b>	<b>2.275,1</b>	<b>2.450,4</b>	<b>2.512,2</b>	<b>2.474,8</b>	<b>2.418,9</b>
Total des taxes et contributions sociales nettes (y compris cotisations sociales imputées)	1.948,9	2.044,2	2.135,0	2.401,7	2.603,9	2.275,1	2.450,4	2.512,2	2.474,8	2.418,9
Total des crédits d'impôt remboursables à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
dont partie qui exède les créances des contribuables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

## 3.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS / SECTEURS

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Transferts de recettes fiscales</b>	<b>32.588,3</b>	<b>35.504,9</b>	<b>37.450,0</b>	<b>39.895,6</b>	<b>43.074,2</b>	<b>42.659,0</b>	<b>43.825,5</b>	<b>49.370,3</b>	<b>48.877,9</b>	<b>49.409,6</b>
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	24.231,0	25.711,9	26.600,1	28.079,6	29.929,5	29.360,3	29.142,6	31.911,6	33.052,4	33.309,6
TVA grevant les produits	10.607,8	11.345,6	11.847,4	12.288,9	13.205,2	13.002,7	12.950,6	14.237,1	14.778,0	14.893,1
Précompte professionnel (PP)	13.623,2	14.366,3	14.752,7	15.790,7	16.724,3	16.357,6	16.192,0	17.674,5	18.274,4	18.416,5
Aux administrations locales	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
TVA grevant les produits	141,6	148,9	146,0	126,1	111,2	139,0	148,7	152,4	150,8	163,9
Aux administrations de sécurité sociale	7.880,3	9.222,7	10.258,1	11.230,8	12.572,2	12.735,4	14.100,7	16.859,3	15.165,5	15.428,9
TVA grevant les produits	7.607,8	8.432,1	9.019,2	9.728,4	10.992,4	8.737,8	11.312,8	11.146,2	11.175,5	10.938,0
Droits d'accise	208,2	741,9	754,2	870,4	893,3	938,5	893,0	928,9	964,5	995,8
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	208,2	611,9	624,2	740,4	763,3	808,5	763,0	798,9	834,5	865,8
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0	130,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2.333,3	1.170,7	4.026,8	2.200,3	2.488,9
Précompte mobilier	0,0	0,0	430,4	447,4	494,2	457,7	464,6	482,5	532,2	687,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	1,5	2,1	2,5	2,5	2,6	2,7	2,8	3,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	76,6	74,6	121,3	119,5	120,8	123,8	124,7
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	51,1	53,0	54,5	53,6	52,6	52,3	53,5
Rôles (NR)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4
Rôles (PP) - Stock options	55,8	33,6	37,4	38,8	51,9	82,2	79,4	92,0	109,9	127,5
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	8,5	15,1	15,4	15,9	10,2	7,5	4,4	6,4	3,8	10,1
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux institutions de l'Union européenne	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2	507,2
TVA grevant les produits	335,4	421,4	445,8	459,1	461,3	424,3	433,5	447,1	509,2	507,2



#### 4. Détail des prestations sociales

## 4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>65.181,8</b>	<b>67.835,3</b>	<b>69.948,7</b>	<b>73.586,6</b>	<b>79.188,6</b>	<b>84.978,4</b>	<b>87.330,6</b>	<b>91.498,0</b>	<b>96.054,5</b>	<b>99.420,3</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	20.332,0	21.329,4	21.827,0	23.010,5	25.361,1	27.117,6	27.908,3	29.596,8	30.975,0	31.395,6
Soins de santé	18.052,8	18.896,1	19.255,6	20.285,8	22.262,3	23.778,0	24.487,7	25.809,2	26.879,7	27.573,8
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8	19,4
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9	23,9	23,9	24,5
Assurance soins	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7	303,1	315,7	330,2
Autres prestations sociales en nature	2.110,6	2.247,3	2.372,9	2.507,2	2.853,5	3.060,6	3.129,9	3.484,5	3.779,6	3.491,6
Prestations sociales en espèces	44.849,8	46.505,9	48.121,7	50.576,1	53.827,5	57.860,8	59.422,3	61.901,2	65.079,5	68.024,7
Indemnités maladie-invalidité	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.334,7	5.802,1	6.171,6	6.620,4
Salariés	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.013,5	5.458,8	5.812,4	6.239,9
Indépendants	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	321,2	343,3	359,2	380,5
Chômage	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.817,4	6.605,0	6.816,4	7.101,5
Pré pensions	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.591,5	1.637,3	1.626,4	1.610,4
Interruption de carrière et crédit-temps	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,7	814,3	831,8	832,7
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.506,6	22.724,1	24.127,5	25.241,0
Salariés	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.372,9	19.434,5	20.692,8	21.688,2
Indépendants	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.805,4	2.952,1	3.096,5	3.207,7
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3	337,5	338,2	345,1
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	8.115,1	8.600,1	9.198,7	10.454,2	11.144,7	11.830,3	12.360,3	13.120,7	13.900,4	14.653,2
Fonds des veuves et orphelins	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2	1.115,7	1.141,7	1.151,2
Pool des parastataux	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2	345,4	375,5	402,3
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales - Pool I et Pool II). A partir de 2012, Fonds de pension solidarisé de l'ONSSAPL.	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.838,9	1.984,0
Personnel statutaire de LA POSTE	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7	541,6	579,5	613,9
Fonds des Pensions de la Police intégrée. A partir de 2012, Fonds des pensions de la police fédérale.	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2	349,4	150,6	171,6
Personnel statutaire de BELGACOM	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0	302,9	321,7	340,5
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7	901,8	939,2	975,4
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3	60,8	61,1	62,3
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	5.192,1	5.379,0	5.834,0	6.219,8	6.612,4	6.962,5	7.182,8	7.614,0	8.013,6	8.498,6
Régime d'employeurs: pré pensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	506,7	491,2	454,0	395,7	379,2	400,1	457,3	482,7	478,6	453,4
Allocations familiales (secteur privé)	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.584,2	4.758,6	4.931,8	5.096,9
Salariés	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.124,8	4.285,1	4.441,2	4.607,9
Indépendants	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2	422,9	437,3	433,5
Prestations familiales garanties	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	50,6	53,3	55,5
Allocations familiales (secteur public)	848,1	863,1	885,6	897,7	940,6	965,2	964,6	1.046,5	1.062,8	1.104,8
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	416,7	478,2	502,6	503,0
Régime d'employeurs	513,6	507,7	510,4	518,2	543,7	544,0	547,9	568,3	560,2	601,8

## 4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	193,7	200,1	204,2	214,5
Maladies professionnelles	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	326,3	280,6	282,4	289,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	634,2	708,5	783,4	830,3
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6	450,2	456,4	499,7
Allocations aux handicapés	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4	1.790,5	1.850,1	1.917,0
Pensions de guerre	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	127,0	115,9	104,9	93,7
Fonds de Fermeture d'Entreprises	219,5	194,5	129,6	109,7	119,0	146,9	158,4	176,9	173,5	218,8
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	164,1	183,0	221,9	347,8	426,4	551,5	465,3	397,1	335,7	351,2
Autres prestations sociales en espèces	1.116,4	1.140,0	1.229,6	1.376,9	1.352,3	1.491,7	1.367,4	1.272,8	1.420,2	1.348,9

## 4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>5.855,9</b>	<b>6.065,2</b>	<b>6.269,3</b>	<b>7.350,4</b>	<b>7.884,2</b>	<b>8.349,0</b>	<b>8.574,6</b>	<b>9.069,7</b>	<b>9.138,7</b>	<b>9.362,0</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	65,4	60,5	79,9	96,2	153,3	145,2	269,6	391,8	403,8	242,5
Soins de santé	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8	19,4
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	56,3	51,7	44,0	41,0	34,0	35,8	24,4	30,2	25,8	19,4
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	9,1	8,8	35,9	55,2	119,3	109,4	245,2	361,6	378,0	223,1
Prestations sociales en espèces	5.790,5	6.004,7	6.189,4	7.254,2	7.730,9	8.203,8	8.305,0	8.677,9	8.734,9	9.119,5
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	3.393,7	3.544,6	3.699,6	4.641,3	4.885,6	5.123,4	5.277,9	5.580,0	5.623,4	5.853,1
Fonds des veuves et orphelins	954,6	977,3	996,3	1.019,6	1.054,6	1.082,4	1.085,2	1.115,7	1.141,7	1.151,2
Pool des parastataux	227,3	229,2	239,2	256,7	276,0	297,7	317,2	345,4	375,5	402,3
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales - Pool I et Pool II). A partir de 2012, Fonds de pension solidarisé de l'ONSSAPL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	354,1	372,1	391,2	413,3	457,7	482,2	499,7	541,6	579,5	613,9
Fonds des Pensions de la Police intégrée. A partir de 2012, Fonds des pensions de la police fédérale.	83,5	113,0	147,4	182,6	226,2	266,0	301,2	349,4	150,6	171,6
Personnel statutaire de BELGACOM	200,2	225,7	236,9	253,2	265,2	278,0	285,0	302,9	321,7	340,5
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	788,4	813,1	840,8	854,7	901,8	939,2	975,4
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	10,8	34,2	62,3	60,0	60,6	61,5	60,3	60,8	61,1	62,3
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	1.563,2	1.593,1	1.626,3	1.667,5	1.732,2	1.800,4	1.820,1	1.875,1	1.938,9	2.025,7
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	54,5	87,3	115,2	110,2
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9	231,5	204,6	239,2
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	235,0	222,5	220,3	223,7	237,1	231,3	231,9	231,5	204,6	239,2

## 4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	283,4	275,8	268,8	339,9	429,7	390,3	435,6	450,2	456,4	499,7
Allocations aux handicapés	1.356,0	1.397,4	1.427,1	1.484,4	1.594,8	1.724,8	1.772,4	1.790,5	1.850,1	1.917,0
Pensions de guerre	200,3	190,5	182,0	167,6	157,4	141,5	127,0	115,9	104,9	93,7
Fonds de Fermeture d'Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	164,1	183,0	221,9	226,1	251,7	352,9	304,9	347,4	332,4	351,2
Autres prestations sociales en espèces	158,0	190,9	169,7	171,2	174,6	239,6	155,3	162,4	163,1	165,6

## 4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>5.615,4</b>	<b>5.980,1</b>	<b>6.305,8</b>	<b>6.792,1</b>	<b>7.309,7</b>	<b>7.897,7</b>	<b>7.897,6</b>	<b>8.343,7</b>	<b>8.781,1</b>	<b>8.973,2</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.709,9	2.945,8	2.834,6
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	1.789,9	1.920,8	2.029,9	2.146,0	2.380,4	2.587,9	2.494,8	2.709,9	2.945,8	2.834,6
Prestations sociales en espèces	3.825,5	4.059,3	4.275,9	4.646,1	4.929,3	5.309,8	5.402,8	5.633,8	5.835,3	6.138,6
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	3.054,0	3.249,3	3.443,1	3.636,2	3.914,9	4.165,8	4.349,5	4.647,1	4.888,8	5.176,0
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales - Pool I et Pool II). A partir de 2012, Fonds de pension solidarisé de l'ONSSAPL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée. A partir de 2012, Fonds des pensions de la police fédérale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	2.649,3	2.855,4	3.083,2	3.323,8	3.612,1	3.856,6	4.027,8	4.332,5	4.604,3	4.912,1
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	404,7	393,9	359,9	312,4	302,8	309,2	321,7	314,6	284,5	263,9
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	245,6	251,4	255,5	259,3	269,9	275,2	277,1	295,5	312,5	318,7
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	245,6	251,4	255,5	259,3	269,9	275,2	277,1	295,5	312,5	318,7

## 4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Fermeture d'Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	121,7	174,7	198,6	160,4	49,7	3,3	0,0
Autres prestations sociales en espèces	525,9	558,6	577,3	628,9	569,8	670,2	615,8	641,5	630,7	643,9

## 4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>1.949,2</b>	<b>1.926,8</b>	<b>2.149,5</b>	<b>2.231,1</b>	<b>2.422,0</b>	<b>2.536,4</b>	<b>2.615,8</b>	<b>2.839,7</b>	<b>3.027,5</b>	<b>3.124,0</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	340,0	379,5	355,3
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	247,7	252,8	240,9	240,2	286,5	288,7	316,6	340,0	379,5	355,3
Prestations sociales en espèces	1.701,5	1.674,0	1.908,6	1.990,9	2.135,5	2.247,7	2.299,2	2.499,7	2.648,0	2.768,7
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	1.081,6	1.027,8	1.218,6	1.311,8	1.344,5	1.382,0	1.416,0	1.487,2	1.549,3	1.640,1
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales - Pool I et Pool II). A partir de 2012, Fonds de pension solidarisé de l'ONSSAPL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée. A partir de 2012, Fonds des pensions de la police fédérale.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	979,6	930,5	1.124,5	1.228,5	1.268,1	1.305,5	1.334,9	1.406,4	1.470,4	1.560,8
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	102,0	97,3	94,1	83,3	76,4	76,5	81,1	80,8	78,9	79,3
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	27,3	27,9	28,4	28,8	30,0	30,6	31,9	34,3	36,1	36,8
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	27,3	27,9	28,4	28,8	30,0	30,6	31,9	34,3	36,1	36,8



## 4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	417,7	439,7	462,8	477,7	569,9	631,2	634,2	708,5	783,4	830,3
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Fermeture d'Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	174,9	178,6	198,8	172,6	191,1	203,9	217,1	269,7	279,2	261,5

## 4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Détail des prestations sociales</b>	<b>51.761,3</b>	<b>53.863,2</b>	<b>55.224,1</b>	<b>57.213,0</b>	<b>61.572,7</b>	<b>66.195,3</b>	<b>68.242,6</b>	<b>71.244,9</b>	<b>75.107,2</b>	<b>77.961,1</b>
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	18.229,0	19.095,3	19.476,3	20.528,1	22.540,9	24.095,8	24.827,3	26.155,1	27.245,9	27.963,2
Soins de santé	17.996,5	18.844,4	19.211,6	20.244,8	22.228,3	23.742,2	24.463,3	25.779,0	26.853,9	27.554,4
Salariés (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	16.685,1	17.520,5	17.858,8	18.790,5	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Indépendants (à partir de 2008, plus de distinction entre le régime des travailleurs salariés et celui des indépendants)	1.281,4	1.293,9	1.322,8	1.424,3	n.	n.	n.	n.	n.	n.
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	30,0	30,0	30,0	30,0	30,7	23,9	23,9	23,9	23,9	24,5
Assurance soins	168,6	186,0	198,5	217,5	245,3	279,0	290,7	303,1	315,7	330,2
Autres prestations sociales en nature	63,9	64,9	66,2	65,8	67,3	74,6	73,3	73,0	76,3	78,6
Prestations sociales en espèces	33.532,3	34.767,9	35.747,8	36.684,9	39.031,8	42.099,5	43.415,3	45.089,8	47.861,3	49.997,9
Indemnités maladie-invalidité	3.485,4	3.636,4	3.838,5	4.143,8	4.553,5	4.921,8	5.334,7	5.802,1	6.171,6	6.620,4
Salariés	3.289,5	3.434,0	3.617,0	3.891,9	4.275,3	4.621,5	5.013,5	5.458,8	5.812,4	6.239,9
Indépendants	195,9	202,4	221,5	251,9	278,2	300,3	321,2	343,3	359,2	380,5
Chômage	6.024,2	6.120,8	6.096,9	5.746,4	5.774,2	6.902,9	6.817,4	6.605,0	6.816,4	7.101,5
Prépensions	1.238,9	1.256,6	1.300,7	1.359,2	1.442,7	1.501,9	1.591,5	1.637,3	1.626,4	1.610,4
Interruption de carrière et crédit-temps	487,9	556,4	589,5	646,5	699,9	749,5	782,7	814,3	831,8	832,7
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	16.663,9	17.320,8	17.822,8	18.441,2	19.807,0	20.900,4	21.506,6	22.724,1	24.127,5	25.241,0
Salariés	14.353,6	14.921,1	15.325,2	15.821,8	16.947,9	17.875,9	18.372,9	19.434,5	20.692,8	21.688,2
Indépendants	2.023,3	2.109,3	2.197,4	2.310,7	2.537,2	2.693,7	2.805,4	2.952,1	3.096,5	3.207,7
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	287,0	290,4	300,2	308,7	321,9	330,8	328,3	337,5	338,2	345,1
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.838,9	1.984,0
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales - Pool I et Pool II). A partir de 2012, Fonds de pension solidarisé de l'ONSSAPL.	585,8	778,4	837,4	864,9	999,7	1.159,1	1.316,9	1.406,4	1.838,9	1.984,0
Personnel statutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée. A partir de 2012, Fonds des pensions de la police fédérale.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire du groupe SNCB	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel statutaire d'autres entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: pensions de retraite et de survie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs: prépensions (suspension volontaire de prestations à la défense nationale et disponibilité précédant la pension de retraite des enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.734,2	3.827,6	3.963,8	4.074,9	4.284,9	4.492,8	4.584,2	4.758,6	4.931,8	5.096,9
Salariés	3.377,2	3.469,0	3.589,1	3.687,0	3.859,2	4.040,1	4.124,8	4.285,1	4.441,2	4.607,9
Indépendants	327,3	328,4	337,4	355,0	390,5	415,2	413,2	422,9	437,3	433,5
Prestations familiales garanties	29,7	30,2	37,3	32,9	35,2	37,5	46,2	50,6	53,3	55,5
Allocations familiales (secteur public)	340,2	361,3	381,4	385,9	403,6	428,1	423,7	485,2	509,6	510,1
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	334,5	355,4	375,2	379,5	396,9	421,2	416,7	478,2	502,6	503,0
Régime d'employeurs	5,7	5,9	6,2	6,4	6,7	6,9	7,0	7,0	7,0	7,1

## 4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Accidents de travail	169,2	176,1	178,4	182,7	189,7	188,6	193,7	200,1	204,2	214,5
Maladies professionnelles	325,5	327,1	325,0	325,5	340,8	329,5	326,3	280,6	282,4	289,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Fermeture d'Entreprises	219,5	194,5	129,6	109,7	119,0	146,9	158,4	176,9	173,5	218,8
Transferts sociaux (crédits d'impôts récupérables)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	257,6	211,9	283,8	404,2	416,8	378,0	379,2	199,2	347,2	277,9



# Nouveautés méthodologiques

## 1. Les comptes publics sont dorénavant établis selon les nouvelles normes de comptabilité nationale édictées par le Système européen de comptes (SEC 2010)

Cette édition des comptes non financiers des administrations publiques couvre la période 1995-2013. Ces comptes sont établis pour la première fois selon les définitions du nouveau Système Européen de Comptes nationaux et régionaux SEC 2010 qui remplace le SEC 1995. Ce nouveau système a été approuvé par le Parlement européen et le Conseil et a été publié dans le Journal officiel des Communautés européennes (L174) du 26 juin 2013 sous le règlement (CE) n° 549/2013. Le SEC 2010 est la version communautaire du Système de comptabilité nationale (SCN2008), méthodologie applicable au niveau mondial établie conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économique, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Les principales modifications conceptuelles du nouveau système ont été expliquées dans les actes de la matinée d'études "[Le SEC 2010: des comptes nationaux pour un monde en mutation](#)" du 27 mai 2014.

De son côté, Eurostat a aussi publié un "[Manuel sur les modifications entre le SEC 1995 et le SEC 2010](#)"

Par ailleurs, une description des principales modifications selon une approche plus technique et de leurs répercussions chiffrées sur les comptes nationaux est présentée dans la note générale "[SEC 2010: le nouveau cadre de référence des comptes nationaux](#)"

Les diverses modifications apportées aux comptes des administrations publiques sont expliquées en détail. Une distinction est faite entre celles qui ont un impact sur le solde et/ou la dette, celles qui ne modifient pas le solde mais qui affectent néanmoins le niveau des recettes et des dépenses, et enfin celles qui induisent des changements au sein même des recettes et des dépenses mais sans en modifier le niveau global. Des tableaux présentent une ventilation de l'incidence des révisions dues au SEC 2010 et des autres révisions.

### 1.1 Modifications ayant un impact sur le solde et/ou la dette

#### **Une définition élargie du périmètre des administrations publiques**

Parmi les nombreux sujets que couvre le domaine des finances publiques en comptabilité nationale, il en est un qui est parfois méconnu mais qui, pourtant, est d'une importance cruciale puisqu'il influence directement la dette et le solde de financement des pouvoirs publics. Il s'agit du classement sectoriel des unités publiques. Ce classement, hors ou au sein du secteur des administrations publiques (S.13), répond à des critères définis dans le SEC et, dans certains cas, explicités dans le *Manual on Government Deficit and Debt (MGDD)* d'Eurostat<sup>1</sup> – sorte de jurisprudence de la comptabilité nationale en matière de finances publiques. La bonne application de ces critères

<sup>1</sup> La version la plus récente du MGDD est celle d'août 2014.

garantit la cohérence de traitement nécessaire pour assurer la comparabilité des données entre les différentes entités du pays, mais également au niveau international avec les autres pays européens.

Le classement d'une unité publique repose sur les trois critères que sont l'autonomie, le contrôle et le caractère marchand ou non marchand.

L'autonomie est la caractéristique indispensable d'une unité institutionnelle. Le SEC 2010 définit ainsi une unité institutionnelle comme une entité économique caractérisée par une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale<sup>1</sup>.

Pour jouir de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale, une entité doit:

- a) être en droit de posséder en toute autonomie des biens et des actifs; elle doit être en mesure d'échanger la propriété de biens ou d'actifs lors d'opérations réalisées avec d'autres unités institutionnelles;
- b) avoir la capacité de prendre des décisions économiques et d'exercer des activités économiques dont elle est tenue responsable en droit;
- c) avoir la capacité de souscrire des engagements, de contracter des dettes et d'autres obligations et de passer des contrats en son propre nom;
- d) avoir la capacité d'établir une comptabilité complète, c'est-à-dire un bilan de ses actifs et passifs, et des documents comptables où apparaît la totalité des opérations qu'elle a effectuées au cours de la période de référence des comptes.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'unité doit être consolidée avec l'unité à qui elle se rapporte et son classement sectoriel est dès lors identique à celui de cette dernière. L'autonomie est donc en réalité une condition préalable à toute analyse de classement sectoriel, puisque ce n'est que quand l'autonomie d'une unité est établie qu'il devient nécessaire de définir son classement sur une base individuelle.

La notion de contrôle est parfois confondue avec celle d'autonomie mais les deux concepts ont pourtant un sens bien distinct selon le SEC. En effet, là où l'autonomie permet d'établir l'existence d'une unité institutionnelle distincte, le contrôle est défini comme le pouvoir de déterminer la politique générale d'une unité<sup>2</sup>. Le SEC pointe les huit indicateurs suivants comme facteurs principaux à prendre en considération pour déterminer si une unité est sous contrôle public<sup>3 4</sup>:

- a) une administration publique possède la majorité des droits de vote;
- b) une administration publique contrôle le conseil d'administration ou tout autre organe directeur;
- c) une administration publique contrôle la nomination et la destitution du personnel clé;
- d) une administration publique contrôle les principaux comités de l'entité;
- e) une administration publique détient une action préférentielle;
- f) il existe une disposition réglementaire spécifique;
- g) les administrations publiques sont un client dominant de la société;
- h) la société emprunte auprès d'une administration publique.

Les indicateurs a), b) et d) sont suffisants à eux seuls pour établir le contrôle. Dans d'autres cas, plusieurs indicateurs séparés peuvent indiquer ensemble l'existence d'un contrôle.

La troisième et dernière étape consiste à établir le caractère marchand ou non des activités de l'unité. Pour cela, il est d'abord nécessaire d'opérer une distinction entre les sociétés financières et non financières car les critères d'appréciation du caractère marchand ou non sont différents. Pour les sociétés non financières, le caractère marchand est établi si l'unité vend sa production à des prix économiquement significatifs. Dans le cas des sociétés financières, c'est le degré d'exposition au risque qu'il convient d'examiner.

Des prix économiquement significatifs sont définis comme des prix qui ont un effet sensible sur les volumes de

1 SEC 2010 § 2.12.

2 SEC 2010 § 1.36, 2.35, 20.18, 20.309.

3 SEC 2010 § 2.38 et, de manière plus détaillée, 20.309. À noter que le contrôle par le secteur public (défini comme étant les administrations publiques et les sociétés publiques) est suffisant pour déterminer qu'une unité est sous contrôle public.

4 Par assimilation, ce raisonnement vaut mutatis mutandis pour les institutions sans but lucratif.

produits que les producteurs sont disposés à offrir et sur les volumes de produits que les acheteurs sont prêts à acquérir<sup>1</sup>. Cette définition théorique est heureusement complétée de deux critères pratiques, l'un qualitatif et l'autre quantitatif, qui doivent être satisfaits conjointement. Ce n'est en effet que si le critère qualitatif est rempli que l'on peut passer au critère quantitatif. Le critère qualitatif se rapporte à l'acheteur de la production d'une unité publique<sup>2</sup>. Si l'unité vend la majorité de sa production à l'administration publique, elle est supposée non marchande sauf si elle est mise en situation de concurrence avec des producteurs privés au moyen d'un appel d'offres lancé par les pouvoirs publics dans des conditions commerciales. Si tel est le cas, ou si l'unité vend la majorité de sa production à des acheteurs autres que les administrations publiques, ses ventes sont considérées comme de vraies ventes au sens du SEC et, partant, peuvent être incluses dans le calcul du critère quantitatif.

Le critère quantitatif, également appelé "test marchand/non marchand", "market test" ou encore "test des 50 %", repose sur le ratio des ventes aux coûts de production. Pour être considérée comme marchande, une unité doit couvrir, sur une période continue de plusieurs années (généralement trois minimum), au moins 50 % de ses coûts de production par ses ventes<sup>3</sup>. Par "ventes", on entend les recettes tirées des biens et services produits, desquelles on déduit les subsides sauf si ceux-ci sont directement liés au volume ou à la valeur de la production et sont octroyés à l'ensemble des producteurs sur le marché. Les coûts de production correspondent à la somme de la consommation intermédiaire<sup>4</sup>, de la rémunération des salariés, de la consommation de capital fixe (estimée au coût de remplacement), des autres impôts sur la production et des charges nettes d'intérêts<sup>5</sup>. La production pour compte propre n'est pas considérée comme faisant partie des ventes dans ce contexte.

Le critère des 50 % n'est pas pertinent pour les sociétés financières car leurs ressources proviennent à la fois de revenus de la propriété et de gains de détention<sup>6</sup>, qui ne font pas partie des ventes. Pour ces sociétés, le critère déterminant le caractère marchand ou non marchand est le degré d'exposition au risque<sup>7</sup>. Une société financière sera considérée comme non exposée au risque si les administrations publiques remboursent ses dettes, compensent ses pertes ou octroient des garanties sur ses actifs (sous la forme, par exemple, d'une compensation en cas de faible performance de certains actifs). En revanche, le fait que les administrations publiques soient un actionnaire dominant de la société ou qu'elles octroient des garanties sur ses passifs n'est généralement pas un élément pertinent pour déterminer l'exposition au risque<sup>8</sup>.

Les institutions financières captives constituent un cas particulier important de sociétés financières pour lequel des critères spécifiques s'appliquent<sup>9</sup>. Une institution financière captive est une institution financière qui ne fait pas d'intermédiation financière dans la mesure où la majeure partie de ses actifs ou de ses passifs ne fait pas l'objet d'opérations sur les marchés financiers ouverts. Elle est généralement financée par un sponsor qui lui prête de l'argent ou qui garantit ses emprunts<sup>10</sup>. Le cadre général de ses activités est généralement défini par son unité mère. Quand une institution financière captive est sous le contrôle des administrations publiques, elle doit être classée dans le secteur des administrations publiques. C'est notamment le cas des sept sociétés régionales du logement<sup>11</sup>.

Dans le SEC 2010, l'accent est mis sur des critères d'ordre qualitatif, tels que la motivation économique de l'entité, l'indépendance des activités à but lucratif ou la capacité à s'acquitter de ses dettes sans aide financière de l'État, afin que seules les entités indépendantes, motivées par la concurrence du marché, ne relèvent pas du secteur des administrations publiques. Les modifications des critères visant à déterminer si une entité en fait partie entraînent à la fois une hausse du nombre des unités qui y sont classées ainsi qu'une augmentation de la dette publique en conséquence.

Compte tenu du nombre élevé d'unités publiques dont le classement sectoriel devait être réexaminé, il a été

1 SEC 2010 § 3.19 et 20.19.

2 SEC 2010 § 20.25-28

3 SEC 2010 § 3.19, 3.32-33, 20.29-31.

4 Y compris un loyer imputé pour les infrastructures éventuellement mises gratuitement à disposition de l'unité.

5 Dans le cadre du SEC1995, les coûts du test des 50 % ne prenaient pas en compte les charges nettes d'intérêts.

6 SEC 2010 § 20.34.

7 SEC 2010 § 2.57 et 20.33.

8 MGDD, chapitre I.5 § 17-18.

9 SEC 2010 § 2.21-23 et 2.98-99 et MGDD, chapitre I.6 § 24-38 et 56-58

10 Contrairement aux autres types de sociétés financières, les garanties sur les emprunts jouent donc un rôle important dans l'analyse du classement sectoriel des institutions financières captives.

11 La Société wallonne du Logement, le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, la Société wallonne du Crédit social, la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Fonds du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, la Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen et le Vlaams Woningfonds.

décidé, en accord avec Eurostat, que les modifications relatives aux unités reclassées dans le secteur des administrations publiques ne seraient provisoirement pas apportées au niveau des différentes séries des recettes et des dépenses des comptes non financiers des administrations publiques mais seraient intégralement comptabilisées, sur une base nette, dans les dépenses des administrations publiques et plus précisément au niveau des autres transferts en capital vers les sociétés non financières. De cette manière, le solde de financement des administrations publiques est aussi correct que possible, bien que les grands agrégats de l'économie (PIB, rémunérations des salariés, etc.) ne soient pas adaptés en fonction du reclassement d'unités. De même, dans les comptes financiers des administrations publiques, tous les enregistrements relatifs à la dette publique ont été introduits tandis que ceux concernant les actifs financiers n'ont été effectués que partiellement. Ces modifications, qui ont été enregistrées pour obtenir un solde de financement et une dette corrects et exhaustifs dans le cadre du SEC 2010 pour la période 1995-2013, seront correctement intégrées dans l'ensemble des comptes nationaux et réropolées, si cela s'avère nécessaire et possible, en septembre 2015.

Dans ce cadre, le classement sectoriel de plus de 1 600 unités a été analysé et cet examen a conduit au reclassement de près de 700 unités dans le secteur des administrations publiques (S.13). Il s'agit principalement d'unités actives dans le financement du logement social, d'intercommunales, de régies communales autonomes et d'autres entreprises publiques locales.

La [liste des unités du secteur public](#) au 30 septembre 2014 peut être consultée sur le site de la Banque nationale de Belgique<sup>1</sup>.

### **Versements des entreprises à l'État dans le cadre du transfert à l'État de leurs obligations de pension**

Dans le SEC 1995, les versements d'une entreprise à l'État dans le cadre d'un transfert d'obligations au titre de régimes de pension mis en place par l'entreprise, avec ou sans constitution de réserves et pour ses propres employés, devaient être enregistrés comme recettes des administrations publiques et étaient donc susceptibles d'avoir une incidence positive sur le solde de financement (B.9). Dans les deux cas, avec ou sans constitution de réserves, la contrepartie du montant reçu par l'État est une opération sans contrepartie, classée comme transfert en capital (D.99) et les obligations de pension reprises par l'État ne sont pas enregistrées comme un passif au sens du SEC 1995.

Dans le SEC 2010, ces mêmes versements doivent être vus comme une avance financière (F.8), autrement dit comme le paiement anticipé de transferts courants divers (D.75) qui seront enregistrés plus tard en recettes publiques lorsque les paiements de pensions correspondantes auront lieu et ce jusqu'au moment où les sommes avancées auront été épuisées. Par conséquent, le versement de la somme forfaitaire n'a aucun impact sur le solde de financement des administrations publiques au cours de l'année du transfert des obligations<sup>2</sup>, tandis que le solde des années ultérieures est amélioré (par rapport à la situation prévalant dans le SEC 1995).

### **Opérations de titrisation réalisées par les administrations publiques**

Dans le SEC 1995, les fonds obtenus en contrepartie d'opérations de titrisation<sup>3</sup> d'arriérés fiscaux et parafiscaux étaient traités, sous certaines conditions, comme recettes des administrations publiques et avaient donc une incidence positive sur le solde de financement (B.9). Toutefois, une décision d'Eurostat de 2007 a imposé de traiter dorénavant toutes les nouvelles opérations de titrisation de créances fiscales par des administrations publiques comme un recours à l'emprunt de la part des administrations publiques.

Dans le SEC 2010, qui reprend l'esprit de la décision de 2007, ces fonds sont considérés soit comme la vente d'un actif financier enregistré sous l'instrument "Autres comptes à recevoir" (F.8), soit comme une opération de financement augmentant la dette publique<sup>4</sup> lorsqu'aucun actif financier correspondant aux arriérés n'a été enregistré dans les comptes.

1 Pour rappel, cette liste est censée être exhaustive (selon les informations dont dispose la Banque/ICN) pour ce qui concerne les unités du secteur des administrations publiques (S.13) mais n'est qu'exemplative pour les sociétés publiques classées en dehors du périmètre des administrations publiques.

2 SEC 2010 § 20.275.

3 La titrisation consiste en l'émission de titres de créance pour lesquels le paiement du coupon ou du principal est adossé à des actifs spécifiés ou à des flux de revenus futurs (ex.: prêts hypothécaires, prêts à la consommation, recettes futures, ...).

4 SEC 2010 § 20.262 à 20.268.



Dès lors, les opérations de titrisation d'arriérés fiscaux, qui ont eu lieu en Belgique en 2005 et 2006 ont été traitées dans la présente édition des comptes conformément à la décision d'Eurostat de 2007.

### **Moment d'enregistrement suite à des décisions de justice avec effet rétroactif**

Lorsqu'un tribunal juge qu'une indemnisation doit être versée ou qu'une opération doit être dénouée, suite à des événements passés ou en relation avec de tels événements, le moment d'enregistrement de la dépense ou de la recette correspond au moment où les bénéficiaires disposent d'un droit automatique et incontestable au versement d'un montant donné pouvant être déterminé individuellement, et qu'il est improbable que ces derniers ne réclament pas ce qui leur est dû. Lorsque le tribunal se contente d'établir le principe d'une indemnisation ou que les plaintes doivent être examinées par les services administratifs afin de savoir si elles sont recevables et de déterminer un montant, la dépense ou la recette est enregistrée dès que la valeur de l'obligation est déterminée de manière fiable<sup>1</sup>.

Sur cette base, les remboursements de l'impôt des sociétés liés à l'arrêt Cobelfret sont dorénavant enregistrés au fur et à mesure que les montants à rembourser sont établis et non plus au moment de la décision prise par la Cour européenne de justice en 2009. Cette modification méthodologique affecte le profil des remboursements et par conséquent aussi celui du solde de financement des administrations publiques.

### **Traitement des partenariats public-privé (PPP)**

Comme sous le SEC 1995, le partenaire privé doit supporter le risque lié à la construction, à la demande ainsi qu'à la disponibilité pour qu'une infrastructure réalisée sur la base d'un contrat de partenariat public-privé puisse être enregistrée dans les comptes du partenaire privé. Lorsque les administrations publiques supportent la majorité du financement, ou accordent une garantie couvrant la majorité des fonds collectés, ces risques ne sont pas transférés au partenaire privé.

Le SEC 2010 précise explicitement que les clauses prévoyant un remboursement avantageux en cas de résiliation à l'initiative de l'opérateur privé signifient que ces risques n'ont pas été suffisamment transférés au partenaire privé<sup>2</sup>. De plus, les avis les plus récents d'Eurostat insistent sur la prise en compte du partage des bénéfices, du financement public sous la forme d'instruments financiers présentant plus de risques que ceux utilisés par le partenaire privé et des différents types de garanties publiques lors de l'examen d'un dossier de PPP.

Les nouvelles règles SEC 2010 pour les PPP et la jurisprudence d'Eurostat qui y est relative s'appliquent de manière rétroactive sur toute la période 1995-2013, avec pour conséquence que les investissements de certaines opérations PPP ont été comptabilisés sur le bilan des administrations publiques avec un effet négatif sur le solde les années où les investissements ont eu lieu et positif les années suivantes pour la partie des paiements relatives aux remboursements des prêts imputés.

### **Traitement des licences de mobilophonie**

Dans le SEC 1995, le spectre électromagnétique (les ondes radio) était reconnu comme un actif corporel non produit. La licence associée (permis d'utiliser le spectre pour une période de temps), sauf dans les cas mentionnés ci-dessous, était enregistrée comme un "Actif incorporel non produit" (AN.222). Si le contrat avait une durée de cinq ans ou moins, ou si le contrat ne fixait pas un prix total pour la licence et prévoyait des paiements sur la durée du contrat basés sur la performance économique de la société détentrice de la licence, les paiements aux administrations publiques devaient être enregistrés comme des loyers (D.45).

Dans le SEC 2010, le spectre radioélectrique est explicitement identifié comme une ressource naturelle (AN.2151) et il est précisé que si les administrations publiques délivrent un permis (aussi appelé "licence"), il ne peut être enregistré comme un nouvel actif "Permis d'utiliser les ressources naturelles" (AN.222) qu'à la condition que le transfert des risques et avantages a pour effet la création d'un permis distinct et transférable avec une

1 SEC 2010 § 20.189  
2 SEC 2010 § 20.283.

valeur réalisable<sup>1</sup>. Ainsi, le titulaire de la licence doit être en mesure de la céder à un tiers. Au contraire, si le gouvernement a le droit de s'opposer au transfert pour une raison quelconque ou si le contrat nécessite que le titulaire doive garder la licence jusqu'à son extinction, la licence ne sera pas reconnue comme un actif et les paiements au gouvernement seront enregistrés comme des loyers (D.45).

En Belgique, les droits d'utilisation étaient incessibles avant 2005. Depuis 2005, les opérateurs peuvent céder, entièrement ou partiellement, leurs droits d'utilisation, y compris ceux octroyés avant 2005. Le principe de la portabilité a été introduit par l'article 19 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (à compter du 30 juin 2005).

Dès lors, les paiements uniques reçus lors des octrois de licences de mobilophonie entre 1995 et le début des années 2000 ont été enregistrés pour une partie comme des loyers (D.45) étalés, en tenant compte de la durée des contrats, sur la période comprise entre le moment de l'octroi et le 30 juin 2005 et comme des recettes de ventes de permis d'utiliser des ressources naturelles au 1er juillet 2005 pour le solde. Pour toutes les licences qui ont été octroyées après 2010, le produit des ventes a toujours été enregistré comme des recettes de ventes de permis d'utiliser des ressources naturelles au moment de l'octroi indépendamment des modalités contractuelles de paiement.

### **Garanties standardisées**

Les garanties non standardisées sont les garanties ponctuelles, pour lesquelles il n'est pas possible d'estimer, avec un quelconque degré de précision, le niveau de risque correspondant car on ne dispose pas de cas comparables. Les garanties standardisées sont quant à elles des garanties qui sont émises en grand nombre, généralement pour des montants relativement faibles (ex.: garanties de crédit à l'exportation et garanties de prêt étudiant). Même si la probabilité d'appel d'une garantie standard quelconque est incertaine, le fait qu'il existe un grand nombre de garanties similaires signifie qu'il est possible de procéder à une estimation fiable du nombre d'appels pouvant être effectués dans le cadre de la garantie.

En SEC 1995 et en SEC 2010 pour les garanties non standardisées, l'octroi d'une garantie n'a en général pas d'impact immédiat sur les dépenses publiques. Lors de l'appel d'une garantie, un transfert en capital est enregistré entre l'administration publique et l'unité dont la dette est garantie (et non l'institution financière qui a fourni les fonds) pour un montant égal au montant de la dette reprise.

Dans le SEC 1995, les garanties standardisées étaient traitées de la même manière que les garanties non standardisées. En SEC 2010 pour les garanties standardisées (dans le cas d'activité non commerciale des administrations publiques), il y a dès l'octroi d'une telle garantie l'enregistrement d'un transfert en capital entre l'administration publique et l'institution financière qui a fourni les fonds. Le montant à enregistrer doit être calculé sur la base des données des défauts du passé ou, dans le cas d'une nouvelle activité, estimé à l'aide de prévisions. S'il y a un changement de la situation économique et financière ou si les prévisions se sont révélées erronées, la méthode de calcul doit être réajustée tant pour les nouvelles garanties que pour celles octroyées dans le passé si nécessaire. Lorsqu'il y a un appel de garantie, le paiement indemnifiant l'institution financière ne doit plus être enregistré dans les dépenses mais est uniquement une opération de trésorerie. Si exceptionnellement les appels de garantie sont supérieurs au stock des provisions enregistrées, un transfert en capital supplémentaire doit alors être comptabilisé parmi les dépenses pour couvrir tant la différence entre les montants appelés et le stock des provisions que la reconstitution du stock des provisions.

En pratique, compte tenu de l'impact relativement faible attendu de cette modification méthodologique sur le solde de financement et des délais de traitement des informations collectées sur les garanties standardisées, cette adaptation a été postposée et l'impact sur le solde est donc actuellement égal à zéro.

<sup>1</sup> SEC 2010 § 15.28 et 15.43.

## **Aides conditionnelles à l'investissement**

Dans le SEC, les aides à l'investissement doivent être comptabilisées au moment où naît l'obligation de paiement. Pour la plupart des aides à l'investissement, ce moment coïncide avec la réalisation du projet d'investissement sous-jacent.

En Belgique, une série de situations donnent lieu à l'utilisation d'aides à l'investissement conditionnelles; le niveau annuel des aides à l'investissement, qui couvraient une partie des remboursements de la dette d'investissement du bénéficiaire, pouvant dépendre de paramètres tels que le degré d'occupation des actifs. Le caractère conditionnel de ces aides a été avancé comme argument pour étaler dans le temps leur comptabilisation dans les comptes des administrations publiques. Il faut noter que ce caractère conditionnel est particulièrement faible dans les cas connus de l'ICN. De facto, une faible conditionnalité correspond davantage, dans la réalité économique, à l'obligation de paiement, dans le chef des administrations publiques, dès que l'investissement sous-jacent a été réalisé, l'aide à l'investissement devant alors être comptabilisée dans son intégralité (hors bonification d'intérêts) avec un impact négatif sur le solde de financement et l'enregistrement d'une dette reprise. Les paiements annuels effectués par après par les administrations publiques sont alors scindés entre amortissement de la dette comptabilisée et paiement d'intérêts. La réduction du paiement annuel du fait de la non-réalisation de certaines conditions d'octroi doit être comptabilisée comme un transfert en capital à percevoir par les administrations publiques pendant l'exercice au cours duquel la réduction est constatée.

Pour que la subordination des aides à l'investissement à la réalisation de plusieurs paramètres liés à l'utilisation des actifs joue un rôle quant au moment de l'enregistrement de ces aides, il faut que les conditions soient très strictes. S'il apparaît clairement que les administrations publiques interviennent à hauteur de plus de 50 % dans le service de la dette, il semble économiquement plus correct de comptabiliser la dette auprès des administrations publiques au moment où le droit est constaté pour la première fois. Par ailleurs, même si l'octroi des aides à l'investissement est soumis à une conditionnalité très forte, il convient de noter que si elles sont liées à la fourniture de garanties, l'on peut arguer qu'une partie de la dette peut être supportée par les administrations publiques, parce que d'autres interventions que des subventions sur produits sont accordées.

Les dossiers concernés par ce changement sont celui du financement des infrastructures du secteur social par le Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA) de la Communauté flamande ainsi que celui des parties A1 et A3 du budget des moyens financiers des hôpitaux à charge de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI).

## **Révision du Règlement n° 479/2009**

Jusqu'à présent, dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE), le solde de financement SEC 1995 est corrigé pour inclure les paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de "forward rate agreements". Le concept d'intérêts au sens de la PDE n'a pas été conservé dans le SEC 2010.

En septembre 2014, le règlement (UE) n° 220/2014 de la Commission du 7 mars 2014 modifiant le règlement (CE) n° 479/2009 du Conseil en ce qui concerne les références au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'UE est d'application et la correction relative aux paiements nets d'intérêts résultant d'accords de swaps et de contrats de garantie de taux est supprimée. Il s'ensuit que le solde de financement SEC 2010 et le solde de financement EDP sont strictement égaux: une seule définition du solde de financement des administrations publiques s'appliquant dès lors.

### **Inclusion des crédits commerciaux à long terme dans la dette**

Dans le SEC 2010, les crédits commerciaux à long terme (maturité à l'émission d'un an ou plus) sont assimilés à des crédits<sup>1</sup> et enregistrés sous l'instrument financier Crédits à long terme (F.42), puisqu'en prolongeant considérablement l'échéance de l'obligation de paiement, un fournisseur/constructeur assume un rôle financier qui se distingue de son autre activité de producteur.

En pratique, seule une partie des crédits commerciaux à long terme est actuellement recensée<sup>2</sup> mais les quantités existantes de ces engagements financiers ne devraient pas être considérables.

<sup>1</sup> SEC 2010 § 20.132.

<sup>2</sup> Les données ne sont actuellement disponibles que pour les unités déposant des comptes annuels auprès de la Centrale des bilans.

**TABEAU 1 DÉFICIT: TABLE DE PASSAGE ENTRE LE SEC 1995 ET LE SEC 2010**  
(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
<b>Déficit EDP SEC1995 (mars – avril 2014)</b>	<b>-13 627,1</b>	<b>-14 160,6</b>	<b>-15 235,1</b>	<b>-9 923,5</b>
<b>en % du PIB</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,8</b>	<b>-4,1</b>	<b>-2,6</b>
<b>Changements méthodologiques liés uniquement au SEC2010 (a)</b>	<b>184,7</b>	<b>-149,2</b>	<b>128,5</b>	<b>260,5</b>
Versements des entreprises à l'État dans le cadre du transfert à l'État de leurs obligations de pension	305,9	327,3	349,3	371,0
Opérations de titrisation réalisées par les administrations publiques	65,4	59,0	45,0	54,3
Traitement des licences de mobilophonie	135,2	-33,7	-32,6	24,2
Garanties standardisées <sup>1</sup>	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Révision du Règlement n° 479/2009 (swaps)</i>	<i>-321,8</i>	<i>-501,8</i>	<i>-233,2</i>	<i>-189,0</i>
<i>S1311</i>	<i>-448,4</i>	<i>-573,9</i>	<i>-317,2</i>	<i>-294,6</i>
<i>S1312</i>	<i>126,6</i>	<i>72,1</i>	<i>84,0</i>	<i>105,6</i>
<b>Changements méthodologiques liés au SEC 2010 et à un réexamen de certaines questions<sup>2</sup> (b)</b>	<b>-937,6</b>	<b>-520,8</b>	<b>-646,8</b>	<b>-1 574,3</b>
Sectorisation	87,2	-53,1	72,6	13,3
<i>S1311</i>	<i>11,3</i>	<i>4,5</i>	<i>-21,9</i>	<i>-23,0</i>
<i>S1312</i>	<i>114,2</i>	<i>11,9</i>	<i>186,8</i>	<i>81,2</i>
<i>S1313</i>	<i>-38,3</i>	<i>-69,6</i>	<i>-92,3</i>	<i>-44,9</i>
Traitement des partenariats public-privé	-35,2	-76,9	-66,3	-70,7
<i>S1312</i>	<i>-28,1</i>	<i>-49,5</i>	<i>-8,7</i>	<i>-23,1</i>
<i>S1313</i>	<i>-7,1</i>	<i>-27,4</i>	<i>-57,5</i>	<i>-47,5</i>
Aides "conditionnelles" à l'investissement"	-887,8	-340,4	-652,9	-1 516,9
<i>S1312</i>	<i>-421,2</i>	<i>-106,1</i>	<i>-126,7</i>	<i>-763,9</i>
- VG	-421,2	-106,1	-126,7	-763,9
<i>S1314</i>	<i>-466,6</i>	<i>-234,3</i>	<i>-526,2</i>	<i>-753,0</i>
Arrêt Cobelfret	-101,8	-50,4	-0,3	0,0
<b>Autres changements<sup>3</sup> (c)</b>	<b>-162,9</b>	<b>-50,9</b>	<b>-168,8</b>	<b>-227,3</b>
<b>Total de la révision du déficit (a) + (b) + (c)</b>	<b>-915,9</b>	<b>-720,9</b>	<b>-687,1</b>	<b>-1 541,0</b>
en % du PIB	-0,2	-0,1	0,0	-0,3
due à la révision du déficit	-0,3	-0,2	-0,2	-0,4
due à la révision du PIB	0,1	0,1	0,2	0,0
<b>Déficit SEC 2010 (= déficit EDP SEC 2010)</b>	<b>-14 543,0</b>	<b>-14 881,5</b>	<b>-15 922,2</b>	<b>-11 464,5</b>
<b>en % du PIB</b>	<b>-4,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-4,1</b>	<b>-2,9</b>

Source: ICN.

1 En pratique, l'enregistrement des garanties standardisées n'a pas été modifié et l'impact sur le solde est donc actuellement égal à zéro.

2 Cette rubrique concerne la mise en conformité avec le SEC 2010 de questions qui, jusqu'à présent, n'étaient pas complètement résolues et pour lesquelles les discussions au niveau européen ont apporté une solution définitive.

3 La rubrique "Autres changements" correspond à des corrections d'erreurs du passé, à des changements de méthodes et de sources de calcul ainsi qu'à l'utilisation de données de base plus récentes.

**TABLEAU 2 DETTE: TABLE DE PASSAGE ENTRE LE SEC 1995 ET LE SEC 2010**  
(miljoenen euro's)

	2010	2011	2012	2013
<b>Dette EDP SEC 1995 (mars - avril 2014)</b>	<b>343 724,8</b>	<b>366 248,8</b>	<b>380 157,4</b>	<b>387 158,9</b>
en % du PIB	96,6	99,2	101,1	101,2
<b>Changements méthodologiques liés uniquement au SEC 2010 (a)</b>	<b>87,4</b>	<b>26,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Opérations de titrisation réalisées par les administrations publiques	87,4	26,1	0,0	0,0
Crédits commerciaux à long terme <sup>1</sup>	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
<b>Changements méthodologiques liés au SEC 2010 et à un réexamen de certaines questions<sup>2</sup> (b)</b>	<b>20 227,5</b>	<b>21 746,8</b>	<b>23 630,4</b>	<b>25 969,7</b>
Sectorisation	15 628,7	16 722,2	17 856,0	18 561,6
S1311	50,8	68,3	14,7	24,2
S1312	13 659,9	14 573,5	15 472,7	15 984,4
S1313	1 918,0	2 080,4	2 368,6	2 553,1
Traitement des partenariats public-privé	162,1	247,6	344,5	461,2
S1312	43,1	101,2	140,7	209,9
S1313	118,9	146,3	203,8	251,4
Aides "conditionnelles" à l'investissement	4 436,7	4 777,0	5 429,9	6 946,8
S1312	839,6	945,6	1 072,3	1 836,2
- VG	839,6	945,6	1 072,3	1 836,2
S1314	3 597,1	3 831,4	4 357,6	5 110,6
<b>Autres changements<sup>3</sup> (c)</b>	<b>108,2</b>	<b>105,9</b>	<b>-61,7</b>	<b>117,1</b>
<b>Total de la révision de la dette (a) + (b) + (c)</b>	<b>20 423,1</b>	<b>21 878,8</b>	<b>23 568,8</b>	<b>26 086,7</b>
en % du PIB	3,0	2,9	2,9	3,3
due à la révision de la dette	5,7	5,9	6,3	6,8
due à la révision du PIB	-2,7	-3,0	-3,4	-3,5
<b>Dette EDP SEC 2010</b>	<b>364 147,9</b>	<b>388 127,6</b>	<b>403 726,2</b>	<b>413 245,7</b>
en % du PIB	<b>99,6</b>	<b>102,1</b>	<b>104,0</b>	<b>104,5</b>

Source: ICN.

1 Cette rubrique est pour mémoire: les montants actuellement recensés étant inclus sous la rubrique sectorisation.

2 Cette rubrique concerne la mise en conformité avec le SEC 2010 de questions qui, jusqu'à présent, n'étaient pas complètement résolues et pour lesquelles les discussions au niveau européen ont apporté une solution définitive.

3 La rubrique "Autres changements" correspond à des corrections d'erreurs du passé, à des changements de méthodes et de sources de calcul ainsi qu'à l'utilisation de données de base plus récentes.

L'application des concepts du SEC 2010 entraînant une révision à la hausse du PIB, les ratios des agrégats économiques des administrations publiques (solde, dette et indicateurs de prélèvements obligatoires) sont dès lors doublement affectés: une fois, par les modifications qui s'appliquent directement à leur calcul en valeurs absolues et une seconde fois, par la révision à la hausse du niveau du PIB. Les tableaux précédents distinguent ces deux effets.

**TABLEAU 3 PIB: COMPARAISON ENTRE SEC 1995 ET SEC 2010**  
(millions d'euros)

	2010	2011	2012	2013
PIB selon le SEC 1995	355 790,9	369 258,4	375 852,2	382 692,2
PIB selon le SEC 2010	365 747,0	379 990,6	388 254,3	395 262,1
Différence	9 956,1	10 732,2	12 402,1	12 569,9
(en % du PIB)	(2,8)	(2,9)	(3,3)	(3,3)

Bron: INR.

## 1.2 Modifications ayant un impact sur le niveau des recettes et dépenses (et pas sur le solde)

### **TVA cédée aux Institutions européennes**

Dans le SEC 1995, les impôts sur la production et les importations versés à l'UE comprennent notamment les recettes dérivées de l'assiette "TVA" dans chaque État membre. Cette partie de la TVA, communément appelée TVA cédée, n'est donc pas enregistrée dans les recettes fiscales du secteur des administrations publiques (S.13) mais directement parmi les recettes fiscales perçues par le reste du monde (S.2).

Dans le SEC 2010, les impôts sur la production et les importations versés aux institutions de l'UE ne comprennent pas la troisième ressource propre fondée sur la TVA qui figure dans les recettes d'impôts indirects des administrations publiques et corollairement dans les dépenses des autres transferts courants, à la rubrique "Ressources propres de l'UE fondées sur la TVA et le RNB" (D.76)<sup>1</sup>.

Ce nouveau traitement est sans aucun impact sur le PIB mais, comme lors du passage du PIB au RNB, les impôts à la production et à l'importation (D.2) versés au reste du monde sont diminués de la TVA cédée, il s'ensuit que le RNB est augmenté d'autant.

### **Réductions ciblées de cotisations patronales**

Dans le SEC 1995, Eurostat a constaté que les réductions ciblées de cotisations patronales étaient traitées de manière non uniforme entre les différents États membres soit comme des autres subventions à la production (D.39), soit comme moindres recettes de cotisations sociales.

Eurostat a donc demandé que la méthode d'enregistrement brut de ces réductions soit strictement respectée lors du passage au SEC 2010.

<sup>1</sup> SEC 2010 § 4.140.

Dans le SEC 2010, les réductions de cotisations sociales ciblées ne sont donc plus enregistrées comme des recettes négatives mais sont traitées comme des subventions sur les salaires et la main-d'œuvre: il s'agit soit de subventions liées à la masse salariale, à la main-d'œuvre totale ou à l'emploi de catégories déterminées de personnes (moins valides, chômeurs de longue durée), soit de subventions fondées sur le coût des formations organisées ou financées par les entreprises<sup>1</sup>. Les comptes nationaux de la Belgique ont donc été adaptés: les rémunérations des salariés ont été révisées à la hausse dans leur composante "cotisations sociales", de même que les subventions aux entreprises.

### **Crédits d'impôt remboursables**

Le traitement des crédits d'impôt est modifié. Le SEC 2010 distingue deux sortes de crédits d'impôts: les crédits d'impôts remboursables et non-remboursables. Un crédit d'impôts est dit remboursable si le contribuable peut obtenir un remboursement de l'Etat lorsque l'avantage fiscal excède l'impôt dû. La partie du crédit d'impôt qui ramène l'impôt à zéro est appelée "dépense fiscale" tandis que la part excédant l'impôt dû est quant à elle dénommée "composante transférée".

Dans le SEC 1995, les crédits d'impôt sont enregistrés soit intégralement sous la forme de moindres recettes d'impôts, soit la part excédant l'impôt dû est quant à elle traitée comme une dépense publique<sup>2</sup>. Ce traitement non clairement défini ne permet pas de bonnes comparaisons internationales des indicateurs de pression fiscale.

Dans le SEC 2010, pour un crédit remboursable, c'est l'intégralité des sommes dues au titre du crédit d'impôt qui doit être comptabilisée en dépenses de subsides, prestations sociales, transferts courants ou en capital selon la nature du crédit d'impôt. Ce nouveau traitement affecte les dépenses et les recettes publiques à la hausse<sup>3</sup>.

En Belgique, il s'agit essentiellement du crédit d'impôt pour enfants à charge, du crédit d'impôts pour faibles revenus d'activité, du crédit d'impôt pour prestations payées avec des titres-services et du crédit d'impôt pour certains travaux économiseurs d'énergie.

### **Le traitement de la recherche et développement**

L'élargissement des dépenses d'investissement est un des apports majeurs du SEC 2010. Les dépenses engagées pour acquérir les actifs (dépenses de R & D, achats de bases de données ou d'équipements militaires<sup>4</sup>) dorénavant reconnus comme tels sont comptabilisées en formation brute de capital fixe (FBCF), c'est-à-dire en investissement, et non plus en consommation intermédiaire. Le PIB est dès lors relevé. L'augmentation de la valeur ajoutée concerne aussi bien les administrations publiques (pour les achats de systèmes d'armes ou le financement de la R & D non marchande) que les sociétés non financières (pour la R & D marchande et les bases de données).

Dans le SEC 2010, les résultats des activités de recherche et développement (R & D) sont maintenant considérés comme des actifs produits, et les dépenses de recherche et développement ne sont donc plus considérées comme de la consommation intermédiaire mais comme de la formation brute de capital fixe. Pour les entités non marchandes, ces dépenses étaient reprises en production non marchande et en dépense de consommation finale. Cette modification a ainsi un impact sur le niveau des recettes et dépenses publiques puisque les dépenses de fonctionnement des unités non marchandes qui se consacrent à la recherche sont dorénavant également enregistrées comme des dépenses d'investissement compensées par une recette au titre de la production pour usage final propre.

Ce changement d'affectation n'est pas neutre sur le PIB. L'enregistrement en formation brute de capital fixe des dépenses de R & D a pour corollaire l'apparition d'une consommation de capital fixe en actifs tirés de la R & D, laquelle vient majorer la production non marchande des entités non marchandes, avec pour contrepartie une augmentation de la consommation collective des administrations publiques.

1 SEC 2010 § 4.37.

2 L'OCDE recommandait ainsi d'enregistrer la partie d'un crédit d'impôt remboursable égale ou inférieure à l'impôt comme une moindre recette fiscale (comme pour un crédit d'impôt non remboursable) et l'excédent éventuel du crédit sur l'impôt comme une dépense.

3 Dans le cadre d'un crédit d'impôt reportable dans le temps, le crédit d'impôt est enregistré en une seule fois dans les dépenses, le solde non remboursé constituant un engagement financier des administrations publiques qui sera payé au cours des années suivantes. Dans ce cas, le profil des remboursements et du solde de financement est affecté.

4 Le nouveau traitement des investissements en systèmes d'armes n'a pas d'impact sur le niveau des recettes et dépenses et est expliqué par après.



### 1.3 Modifications ayant un impact sur la ventilation des recettes et dépenses (et pas sur leur niveau)

#### **Modifications relatives aux recettes fiscales et parafiscales**

La ventilation entre recettes fiscales et parafiscales et recettes non fiscales et non parafiscales a été revue, de même que la distinction entre impôts directs et impôts indirects.

Sont ainsi dorénavant comptabilisées comme des recettes fiscales et parafiscales, les recettes suivantes: la cotisation APETRA<sup>1</sup> (D.214), la cotisation FAPETRO<sup>2</sup> (D.214), la cotisation au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers (D.29) et la cotisation au Fonds Spécial de Protection des dépôts, des contrats d'assurance sur la vie et le capital de sociétés coopératives agréées (D.29).

Par ailleurs, les recettes fiscales suivantes qui étaient traitées comme des autres impôts courants (D.59) sont maintenant enregistrées comme des autres impôts sur la production (D.29): la contribution de stabilité financière au Fonds de résolution, la taxe annuelle sur les organismes de placement collectif, sur les établissements de crédit et sur les sociétés d'assurance et la taxe annuelle sur les établissements de crédit.

#### **Les achats de système d'armes**

Dans le SEC 1995, les dépenses d'équipement militaires étaient traitées en consommation intermédiaire des administrations publiques. Dans le SEC 2010, les dépenses d'acquisition d'équipement militaire lourd sont désormais à enregistrer en formation brute de capital fixe.

Le reclassement des dépenses d'équipement militaire lourd en formation brute de capital fixe n'affecte pas le niveau des dépenses publiques mais modifie directement le niveau du PIB. La valeur ajoutée des branches non marchandes des administrations publiques est en effet déterminée conventionnellement par la somme de la rémunération des salariés, des impôts nets des subventions sur la production et de la consommation de capital fixe. La capitalisation des dépenses d'équipements militaires, à présent considérés comme des actifs fixes, génère de la consommation de capital fixe.

## 2. Autres nouveautés méthodologiques

### 2.1 Nouveaux tableaux synoptiques pour les communautés et régions

Huit nouveaux tableaux synoptiques (tableaux 1.3.1 à 1.3.8) présentant séparément les recettes, dépenses et le solde de financement pour chacune des huit entités constituant le sous-secteur des communautés et régions (S.1312)<sup>3</sup> ont été ajoutés aux tableaux habituels. Un neuvième tableau synoptique (tableau 1.3.9) présente un certain nombre de séries qui ne sont actuellement pas encore ventilées entre les huit autres entités. Il s'agit entre autres de quelques corrections statistiques appliquées aux données reçues telles que l'activation des dépenses de recherche et développement et les dépenses d'assurances dommages. On enregistre également dans ce tableau les unités individuelles que l'ICN ne peut attribuer de façon univoque à une communauté ou région à cause du contrôle mixte de ces institutions.

Ces données sont disponibles pour la période 2010-2013, soit les quatre années qui sont renseignées dans la notification de la dette et du déficit de septembre 2014. Les données de base pour le passé sont manquantes pour ces séries (les communautés ne fournissant que depuis les dernières années suffisamment de données pour les universités et hautes écoles appartenant à leur périmètre de consolidation).

1 Cette cotisation finance les coûts liés à l'obligation de détenir un stock suffisant de produits pétroliers. Une note d'orientation d'Eurostat précise explicitement qu'une telle cotisation doit être enregistrée comme un impôt sur produits.

2 Cette cotisation finance le Fonds d'analyse des produits pétroliers appelé 'Fapetro' qui est chargé de la surveillance de la qualité des produits pétroliers mis à la consommation en Belgique.

3 Les huit entités sont les suivantes : la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande et la Commission communautaire commune ; la Communauté flamande recouvrant également la Région flamande.

## 2.2 Nouvelles séries dans les tableaux sur les impôts et cotisations sociales

Outre les rubriques mentionnées au point 1.3, les tableaux sur les impôts et cotisations sociales s'enrichissent également d'autres séries comme par exemple les droits d'émission.

Par ailleurs, les crédits d'impôts remboursables sont mentionnés séparément pour leur totalité ainsi que pour la partie qui excède les créances fiscales des contribuables.

## 2.3 Etablissement des statistiques pour le secteur des pouvoirs locaux: taux de couverture des données de base

### 2.3.1 Etablissement des statistiques du secteur des pouvoirs locaux

L'amélioration de la qualité des comptes des pouvoirs locaux a été l'une des grandes préoccupations de l'ICN au cours de ces dernières années. Les autorités de tutelle transmettent depuis fin août 2013 à l'ICN les données comptables disponibles pour les administrations locales sous leur contrôle. On a constaté en 2014 un accroissement supplémentaire du nombre de données mises à disposition.

#### 2.3.1.1 DONNÉES FOURNIES

Le taux de couverture des communes a fortement augmenté pour la dernière année de fourniture des données en septembre 2014 par rapport à la situation en septembre 2013, ce qui permet déjà d'atteindre un taux de couverture de 75 % pour l'ensemble des communes de Belgique, comparé à un taux de couverture de 53 % l'an passé.

TABLEAU 4 TAUX DE COUVERTURE DES COMMUNES SUR LA BASE DU NOMBRE D'HABITANTS

	Données disponibles pour la publication de septembre 2013			Données disponibles pour la publication de septembre 2014		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Communes bruxelloises	100,0 %	20,9 %	-	100,0 %	100,0 %	50,5 %
Communes flamandes	95,5 %	55,0 %	-	95,5 %	96,2 %	69,9 %
Communes wallonnes	96,8 %	60,1 %	-	96,8 %	98,9 %	92,6 %
Communes germanophones	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Communes belges	96,4 %	53,4 %	-	96,4 %	97,5 %	75,2 %

Source: ICN.

En ce qui concerne les CPAS, les progrès réalisés en matière de fourniture des données sont encore largement plus importants puisque des données de CPAS flamands et bruxellois ont aussi été fournies.

TABLEAU 5 TAUX DE COUVERTURE DES CPAS SUR LA BASE DU NOMBRE D'HABITANTS

	Données disponibles pour la publication de septembre 2013			Données disponibles pour la publication de septembre 2014		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
CPAS bruxellois	68,9 %	-	-	89,5 %	72,5 %	24,3 %
CPAS flamands	81,1 %	-	-	81,1 %	82,1 %	64,8 %
CPAS wallons	87,1 %	60,4 %	-	87,1 %	94,3 %	67,1 %
CPAS germanophones	100,0 %	100,0 %	-	100,0 %	100,0 %	100,0 %
CPAS belges	81,8 %	19,7 %	-	84,0 %	85,1 %	61,5 %

Source: ICN.

Le taux de couverture des zones de police locale demeure encore faible pour les années les plus récentes<sup>1</sup>.

Taux de couverture des zones de police sur la base de la masse salariale totale communiquée à l'ONSSAPL

TABLEAU 6 TAUX DE COUVERTURE DES CPAS SUR LA BASE DU NOMBRE D'HABITANTS

	Données disponibles pour la publication de septembre 2013			Données disponibles pour la publication de septembre 2014		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Zones de police	45,7 %	-	-	71,7 %	42,0 %	-

Source: ICN.

Pour les provinces, les comptes 2013 des cinq provinces wallonnes et de 3 communes flamandes ont été fournis.

Etant donné les taux de couverture divergents entre les différentes entités, les résultats doivent être interprétés avec la prudence nécessaire.

<sup>1</sup> L'absence de données pour les zones de police est dans une large mesure compensée par l'utilisation des données de l'ONSSAPL relatives à la masse salariale puisque celles-ci constituent environ 83 % des dépenses totales des zones de police.



## Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat Online. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

### 1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît à la fin septembre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

### 2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 120 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. Ils incluent aussi les principaux soldes des comptes de l'économie belge. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 70 jours après la fin du trimestre.

### 3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés à la fin du mois de septembre dans la base de données Belgostat Online de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde (et sous-secteurs).

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques qui, avant octobre 2010, étaient repris dans la publication relative aux principaux agrégats.

### 4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, au mois de septembre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

### 5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

### 6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute

de capital fixe. La publication contient également des chiffres régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

## 7. Personnes de contact

### Méthodologie

Geert Detombe Tél. +32 2 221 30 40 Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [geert.detombe@nbb.be](mailto:geert.detombe@nbb.be)

### Optique production du PIB et tableaux des ressources-emplois

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: [hans.dedyn@nbb.be](mailto:hans.dedyn@nbb.be)

### Optique dépenses du PIB et stock de capital

Isabelle Brumagne Tél. +32 2 221 28 77 Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [isabelle.brumagne@nbb.be](mailto:isabelle.brumagne@nbb.be)

### Comptes des secteurs et compte satellite des ISBL

Marie Vander Donckt Tél. +32 2 221 36 50 Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [marie.vanderdonckt@nbb.be](mailto:marie.vanderdonckt@nbb.be)

### Comptes des administrations publiques

Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30  
e-mail: [claudemodart@nbb.be](mailto:claudemodart@nbb.be)

### Comptes trimestriels, estimation flash et marché du travail

Yannick Rombauts Tél. +32 2 221 26 93 Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: [yannick.rombauts@nbb.be](mailto:yannick.rombauts@nbb.be)

### Comptes régionaux

Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 31 43  
e-mail: [monica.maesele@nbb.be](mailto:monica.maesele@nbb.be)

### Diffusion des séries (consultations en ligne)

Kristof Segers Tél. +32 2 221 38 70 Fax +32 2 221 32 30  
e-mail : [kristof.segers@nbb.be](mailto:kristof.segers@nbb.be)





## Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

(<http://www.nbb.be/app/cal/F/CalThema.htm>)

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.



## Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue



## Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés



#### Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "e-service", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Via la rubrique "Print-on-demand", il y a la possibilité de commander une version papier de cette publication contre paiement.

(<http://www.nbb.be/pub/stats/stats.htm?!=fr&tab=Publications>)

#### Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

Tél. +32 2 221 30 40 - Fax +32 2 221 32 30

[nationalaccounts@nbb.be](mailto:nationalaccounts@nbb.be)

#### Editeur responsable

**Rudi Acx**

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

[www.nbb.be](http://www.nbb.be)

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en septembre 2014